Sous la direction de Pierre Boiral, Jean-François Lanteri
et Jean-Pierre Olivier de Sardan

(1985)

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.

Sciences sociales et développement rural.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca
à partir de :

Sous la direction de Pierre Boiral, Jean-François Lanteri et Jean-Pierre Olivier
de Sardan

**Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.**

Paris : CIFACE et Les Éditions Karthala, 1985, 224 pp.

[Autorisation formelle accordée par Jean-Pierre Oliver de Sardan le 11 juin
2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : sardan@ird.ne

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 1^{er} février 2011 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, Québec.

Sous la direction de Pierre Boiral, Jean-François Lanteri
et Jean-Pierre Olivier de Sardan

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

Paris : CIFACE et Les Éditions Karthala, 1985, 224 pp.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Les auteurs](#)

[Préface](#)

[Introduction](#)

PREMIÈRE PARTIE

PROBLÉMATIQUES

1. [Sciences sociales africanistes et faits de développement](#), par J.-P. OLIVIER DE SARDAN
2. [Logiques de recherche et logiques d'action](#), par P. BOIRAL
3. [Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique noire](#), par J.-P. DOZON et G. PONTIE

SECONDE PARTIE

QUELQUES LOGIQUES PAYSANNES

4. [Évaluation de la filière arachide au Sénégal](#), par J.-M. JUNG
5. [L'opération de rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaises](#), par G. PONTIE et Th. RUF
6. [Bilan d'une expérience rizicole en Côte-d'Ivoire](#), par J.-P. DOZON
7. [Mise en valeur coloniale et développement](#), par J.-P. CHAUVEAU

TROISIÈME PARTIE

SUR CERTAINES FORMES D'INTERVENTION

8. [Le rôle des sociétés de développement](#), par B. DIOUF
9. [Les ONG dans le développement rural](#), par Michel DIDIERLAURENT
10. [Projets de coopération](#), par CI. FREUD

[Postface](#) : sciences sociales et formation à la coopération, par J.-F. LANTERI

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs catégories d'acteurs sont à l'œuvre dans l'entreprise du développement rural en Afrique noire : les paysans eux-mêmes, les représentants de l'État, les experts étrangers et, enfin, les chercheurs en sciences sociales (ethnologues, linguistes, sociologues...) dont les enquêtes et les publications analysent et révèlent les enjeux en cours. Entre ces différents acteurs, les rapports ne sont pas toujours harmonieux, parce que tissés de toute une série de malentendus.

Certains de ces malentendus sont inévitables : les logiques de l'action et celles de la recherche diffèrent ; les normes des professionnels du développement et celles des scientifiques ne coïncident pas nécessairement. Par ailleurs les sociétés paysannes ne sont pas homogènes, elles vivent aussi des conflits liés à l'appartenance ethnique ou à la possession inégale de la terre. Quant aux grandes "opérations de développement", elles opposent souvent les tenants de l'équilibre écologique traditionnel et ceux qui optent pour l'édification d'économies nationales puissantes.

Dans cet univers aux acteurs multiples, que peuvent bien avoir à dire les chercheurs en sciences sociales de l'ORSTOM, du CNRS ou de l'Université ?

Filière arachide au Sénégal, riziculture irriguée en Côte d'Ivoire, café et cacao au Togo... À partir d'études de cas, cet ouvrage rend compte des nouvelles directions de l'anthropologie et de la sociologie du développement.

[4]

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

LES AUTEURS

[Retour à la table des matières](#)

Pierre BOIRAL, sociologue à Coop-Recherche et au CREL (Centre de recherche sur les logiques sociales et les stratégies symboliques, Montpellier).

Jean-Pierre CHAUVEAU, ethnologue à l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifiques pour le développement en coopération).

Michel DIDIERLAURENT, socio-économiste, chargé de mission à l'AFVP (Association des volontaires du progrès).

Benjamin DIOUF, sociologue, directeur des opérations à la SODEVA (Société de développement de l'arachide, Sénégal)

Jean-Pierre DOZON, ethnologue à l'ORSTOM.

Claude FREUD, économiste, missions des évaluations du service coopération et développement du ministère des Relations Extérieures.

Jean-François LANTERI, sociologue, formateur au CIFACE.

Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, ethnologue au CNRS (Centre national de la recherche scientifique - CREL, Montpellier).

Guy PONTIE, sociologue à l'ORSTOM :

Jean-Michel YUNG, sociologue à la SEDES (Société d'études pour le développement économique et social).

Thierry RUF, agro-économiste à l'ORSTOM-CIRAD.

Cet ouvrage a pour point de départ un stage-séminaire organisé par le CIFA-CE (Centre d'information et de formation des agents en coopération et à l'étranger, ex-BLACT, ministère des Relations Extérieures) à Sophia-Antipolis, en septembre 1984, sur le thème « Sciences sociales et développement ». Les opinions exprimées dans les diverses contributions n'engagent que leurs auteurs.

[5]

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

PRÉFACE

*par Bernard CLERGERIE,
président du CIFACE*

[Retour à la table des matières](#)

Association créée voici un an, le CIFACE - héritier de deux organismes - le BLACT et le CFECTI, antérieurement affectés aux mêmes missions - est chargé par le ministère des Relations Extérieures de répondre aux demandes d'information et aux besoins de perfectionnement des personnels de coopération, ou exerçant leur activité dans les services culturels ou les établissements d'enseignement français à l'étranger.

Le CIFACE développe ainsi des missions qui accompagnent l'ensemble du « parcours des coopérants ».

À ce titre il lui revient de collecter, de traiter et de mettre à leur disposition les documents les mieux appropriés à la compréhension des situations et des contextes où ces personnels doivent agir.

Il nous a semblé, à tous, que le CIFACE ne devait pas laisser passer les occasions - trop rares - de s'associer et le cas échéant de participer à l'édition et à la diffusion de textes inédits, propres à réduire les confusions des discours communs sur la coopération technique, et à éclairer les pratiques de travail dans les projets sur le terrain.

On sait que, depuis une quinzaine d'années, on en est venu à appliquer le terme de développement à des domaines autres que la technique ou l'économique, par une extension à la politique et à la culture. Il ne suffit donc plus de recourir

aux critères classiques de croissance de l'efficacité des systèmes de production, de satisfaction [6] des besoins les plus fondamentaux, et d'atteinte des objectifs collectifs des divers groupes à l'œuvre dans une société.

Le présent ouvrage, résultat d'un stage organisé en 1984 par le BLACT, à l'intersection de l'analyse et de la pratique, situe les projets dans leur milieu, en prenant en compte, ce qui est plus original encore, l'ensemble « développeurs-développés », simultanément, et non par juxtaposition.

Cette approche nouvelle, appuyée sur des études de cas rigoureusement menées par des chercheurs ayant une pratique des projets de développement, est au cœur des préoccupations des coopérants, et, partant, du CIFACE.

Nous sommes heureux d'avoir pu, avec l'accord et l'appui des auteurs et des éditions Karthala, participer à cette publication. Si, comme tout le laisse espérer, elle rencontre l'adhésion et suscite des demandes des coopérants, souhaitons que cet ouvrage marque un essai, qui en appelle d'autres.

[7]

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

INTRODUCTION

par P. BOIRAL et J.P. OLIVIER DE SARDAN

[Retour à la table des matières](#)

Nous proposons deux définitions de convention, en guise de préambule et pour éviter tout malentendu.

Nous entendrons par sciences sociales l'ensemble « ethnologie-sociologie », c'est-à-dire l'étude multidimensionnelle des groupes sociaux de toute nature, de leurs pratiques et de leurs représentations (l'approche historique étant ici conçue comme une composante interne à une telle étude, et qui lui est indispensable).

Nous entendrons par « développement rural » l'ensemble des opérations volontaristes de transformation des sociétés rurales, opérées à l'initiative d'institutions extérieures à celles-ci.

Un rapide inventaire de la très abondante littérature consacrée au développement montre vite que l'anthropologie et la sociologie des faits de développement en constituent la portion congrue. De plus, la majorité des travaux que l'on classe à l'une ou l'autre de ces rubriques renvoient en fait soit à de l'économie, soit à de l'idéologie, c'est-à-dire, pour ce qui concerne ce dernier point, à des considérations normatives ou moralisantes sur le « développement en général », plus ou moins légitimées par du vocabulaire savant.

Et pourtant, l'invocation constante de thèmes ou de concepts à résonance sociologique ou ethnologique chez les agents du développement, l'existence inévitable de « représentations » relatives aux milieux-cibles chez ceux qui font leur profession du développement (représentations plus ou moins naïves ou argumentées [8] « sociologiquement », mais il existe une sociologie naïve, fort répandue dès lors qu'il est question de l'Afrique), la multiplication des « demandes » adressées aux sciences sociales pour rendre compte des échecs des projets et en prévenir la répétition, tout cela inciterait à instaurer un dialogue plus systématique entre sciences sociales et praticiens du développement et surtout à en clarifier les données.

Deux problèmes distincts sont en fait posés. Tous deux sont pris en considération dans cet ouvrage.

L'un est la place des anthropologues et sociologues au *sein des projets de développement* eux-mêmes, le rôle que peut ou doit jouer (ou ne pas jouer) la recherche en sciences sociales à l'intérieur des pratiques et institutions de développement. Il en sera question plus loin.

L'autre, qui nous occupera d'abord, concerne *le développement, ou plus exactement l'ensemble « développeurs-développés »*¹, *en tant qu'objet scientifique légitime* pour les sciences sociales. Autrement dit le « noyau dur » de la recherche, la recherche dite fondamentale, peut-elle prendre comme champ d'investigation les faits de développement et ce qui se joue autour d'eux ? Non seulement certaines institutions de développement auraient tout à gagner de sciences sociales exerçant de plein droit leur rôle de recherche en ce domaine (et ne se contentant pas d'être des sciences appliquées, réduites à une fonction d'auxiliaire des praticiens) mais encore il en est de l'intérêt même des recherches « pures » : on sait depuis longtemps que les différentes réactions d'une société (ou de ses diverses composantes) à une intervention « extérieure » constituent l'un des meilleurs indi-

¹ Nous utiliserons, à la suite d'Augé et de Dozon, cette expression pour l'économie linguistique qu'elle permet. Qu'il soit cependant clair qu'il ne s'agit pas par là de mettre ni tous les développés, ni tous les développeurs dans un même sac !

cateurs de la dynamique de ses structures propres, un analyseur privilégié des comportements sociaux ².

Si l'utilité d'une recherche fondamentale sur les problèmes dits « appliqués » (se distinguant par là d'une [9] recherche fondamentale sur les problèmes dits « fondamentaux » - cosmologies ou modes de production... - comme d'une recherche appliquée sur les problèmes appliqués - évaluations ou études d'impact... -) peut facilement être proclamée, sa mise en oeuvre est plus difficile. La première partie de cet ouvrage examinera d'ailleurs certaines des conditions nécessaires aux études de ce genre, conditions historiques fiées aux problématiques scientifiques (Olivier de Sardan), conditions épistémologiques sur le rapport recherche-action (P. Boiral), conditions « politiques » relevant d'une prise de conscience des décideurs (Dozon et Pontié).

Plusieurs « études de cas » sont ensuite présentées, œuvres de chercheurs au carrefour de l'ethnologie et de la sociologie (ou peu soucieux du clivage entre ces deux « disciplines »), qui mettent en oeuvre une problématique largement commune. Ces « cas » ne figurent donc pas dans cet ouvrage en raison de leur irréductible singularité (pour faire « concret »), ni comme illustrations d'assertions théoriques préfabriquées, mais en tant que s'appuyant sur les bases de toute véritable anthropologie du développement ³ : rechercher, à travers la diversité des « projets » et des « interventions » qui se succèdent (à cadence accélérée) « sur » les populations rurales, les logiques (et leurs modifications dans le temps) à l'oeuvre tant du côté des développés que de celui des développeurs. On assiste ainsi à un retour à la fonction « compréhensive » des sciences sociales, qui ont pour tâche de rendre intelligibles des comportements ou des pratiques soit apparemment inintelligibles soit interprétés de façon biaisée en fonction de préjugés, d'idéologies ou d'intérêts particuliers. L'analyse des pratiques sociales effectives à l'oeuvre dans un projet de développement (par exemple méthodes d'encadrement du côté des déve-

² Cf. Bastide (Anthropologie appliquée) ou Balandier (Sens et puissance).

³ Bien d'autres recherches sont menées sur de telles bases, mais qui restent le plus souvent cantonnées dans le domaine de la « littérature grise » ; c'est pourtant par la valorisation de véritables travaux de terrain que les sciences sociales peuvent contribuer aux débats autour du développement et non par des gadgets « idéologiques » (du type « ethno-développement », cf. Jaulin in *Revue Tiers monde* n° 100) dans un marché symbolique déjà saturé en ce domaine.

loppeurs, adoption sélective du côté des développés...) [10] met l'accent, dans chacune des études qui sont présentées, sur le décalage (inévitables) entre les « intérêts » et les « rationalités » qui régissent les opérations de développement, et les « intérêts » et « rationalités » qui règlent les réactions paysannes.

Aussi n'est-ce pas un hasard si, sans concertation, et sans effets d'« école » (aucune de ces études ne cherche à « appliquer » à « son » cas une grille d'interprétation toute faite, fonctionnaliste, systémique, libérale, marxiste ou autre), ces analyses rendent comme un son commun. Elles posent les mêmes questions : pourquoi ces « dérives » entre le programme et son application ? Elles partent des mêmes postulats : les pratiques populaires ont un sens qu'il convient de chercher. Elles relèvent d'une même méfiance : ni les explications « idéologiques », ni les théories générales, ni les argumentations avancées par les institutions du développement ne sont satisfaisantes. Elles s'organisent autour d'un même axe : la recherche des différences, des clivages, des contradictions, en tant qu'analyseurs privilégiés de la réalité sociale.

Face aux réductions qu'opèrent toutes les idéologies du développement, fondées nécessairement sur des présupposés consensuels ⁴, l'anthropologie du développement telle que nous la concevons affirme dès le départ la complexité du social, et la divergence inéluctable des intérêts, des stratégies ou des logiques des divers « partenaires » (ou « adversaires ») que met en rapport le développement. Compromis, rapports de forces, interactions, résultantes : c'est autour de telles notions qu'il faut chercher les explications des effets « réels » des projets sur les milieux qu'ils prétendent modifier, non auprès de « modèles » d'explication dualistes, d'arguments psychologiques ou culturels...

Est-ce à dire que chaque situation locale, chaque opération de développement exige une analyse spécifique et qu'aucune « loi » ne peut être dégagée de l'infinie diversité des contextes concrets ? Oui et non. Oui, au sens où [11] chaque « terrain » est une combinaison singulière de contraintes et de stratégies, que seule une analyse ad hoc peut déchiffrer. Non, au sens où certaines contraintes sont communes ou similaires (cf., selon les cas, mêmes conditions écologiques, même mo-

⁴ À un niveau ou à un autre (village, classe, nation, Tiers monde, humanité...), et selon des légitimations diverses (morales, religieuses, politiques, scientifiques...)

de d'insertion dans l'économie mondiale, mêmes régimes politiques...) et où les logiques économiques (cf. minimisation des « sorties » monétaires), sociales (cf. réseaux d'entraide familiale) ou symboliques (cf. codes de la consommation ostentatoire, ou modes de reconnaissance sociale fondés sur la redistribution) se recourent fréquemment.

Il est probable qu'un progrès décisif de l'anthropologie du développement viendra du recours à des analyses comparatives rigoureuses, que la multiplication d'études comme celles de ce livre devrait rendre possible, en proposant enfin des matériaux de terrain compatibles entre eux ⁵, autrement dit issus d'une même problématique de recherche, ce qui s'oppose ainsi tout à la fois aux monographies descriptives des anciens ethnographes, comme aux « applications » de théories à un terrain-prétexte.

L'accumulation « d'études de cas » hétéroclites, posant des questions différentes à la réalité ou ne posant pas les bonnes questions, ne permet guère en effet de produire des analyses comparatives rigoureuses, et laisse de ce fait le champ libre aux généralisations abusives, aux extrapolations hâtives, aux théories « grand angle » qui sélectionnent les « illustrations » intéressantes et oublient les contre-exemples.

Partir des quelques « cas » évoqués ici ne peut donc tenir lieu de cette démarche comparative que nous appelons de nos vœux : il ne s'agit en effet ni d'un ensemble exhaustif, ni d'un échantillon représentatif, ni du produit d'une typologie raisonnée.

Dans ces limites, et avec ces réserves, les analyses de l'opération arachide au Sénégal (Yung), de la rénovation des cacaoyères et caféières du Togo (Pontié, Ruf), du projet Soderiz en Côte-d'Ivoire (Dozon), ainsi que les [12] remarques de Chauveau sur l'histoire de l'agriculture de plantation en Côte-d'Ivoire et de la pêche artisanale au Sénégal, se recoupent sur un certain nombre de points, et permettent d'étayer quelques affirmations ou d'appuyer quelques hypothèses.

⁵ C'est le grand mérite des évaluations commandées par le Bureau des évaluations des Services Coopération et Développement du Ministère des Relations extérieures que de proposer un tel corpus.

1. Deux impératifs méthodologiques

1.1 L'interaction « projet-milieu » s'opère dans un contexte (écologique, économique, institutionnel, politique) qui influe très largement sur les effets de cette interaction. Outre les développeurs et les développés, il y a... le reste, qui n'est pas rien : aléas climatiques, systèmes des prix, structures d'approvisionnement et de commercialisation, autres interventions (projets concurrents, ponctions fiscales, mesures administratives) sur le même milieu, « opportunités » extérieures au système productif local (migrations, scolarisation...)

Les réactions paysannes à un projet sont largement influencées par ces facteurs « extérieurs » que toute analyse doit prendre en compte.

1.2 Tout projet intervient aujourd'hui dans un milieu qui a déjà subi de nombreuses interventions précédentes et en a gardé trace. Les sociétés paysannes ont toutes une histoire de l'économie de traite (pré-coloniale), de « la mise en valeur » (coloniale) et du « développement ». Cette histoire, que l'on pourrait appeler une « histoire des contacts avec l'interventionnisme politico-économique » ou une « histoire de l'intégration à l'économie englobante », structure nécessairement ces comportements présents.

2. Les logiques des projets

2.1 Dans les trois cas présentés dans cet ouvrage la cohérence du projet tient à un modèle productif issu de [13] la recherche agronomique, et se fonde en conséquence sur une rationalité technique. Il s'agit chaque fois d'importer au sein de la paysannerie un modèle de production intensif, qui suppose, au-delà de ce qui se présente comme une opération de vulgarisation et d'encadrement, une transformation profonde de la « culture technique » des paysans. Les critères qui ont présidé à la mise au point du modèle sont ceux qui règlent la recherche en agronomie tropicale (mise au point de variétés et de techniques à haut rendement à l'hectare,

adaptées aux données climatiques moyennes, et considérées comme « vulgarisables » facilement, c'est-à-dire classées comme « simples » en regard de la culture technique de la paysannerie occidentale).

2.2 Ce modèle technique, produit par la logique de la recherche agronomique, est mis au service d'objectifs de production étroitement liés à des considérations stratégiques de politiques nationales (balance des paiements, accumulation étatique, etc.) qui donnent leur orientation générale aux projets. A la cohérence technique se superpose, sans rapport direct avec celle-ci (sans congruence nécessaire), et à un niveau différent, une cohérence de politique économique ou de planification nationale.

2.3 Cependant les projets sont tous dépourvus d'une partie des moyens de leur action (cf. 1.1). La non-maîtrise de la commercialisation pour la Soderiz, la situation assez catastrophique des coopératives pour la Sodeva, montrent que les logiques d'action de certains rouages de l'appareil d'état ou de l'économie nationale échappent au contrôle du projet et contrecarrent sa politique.

2.4 Le rôle des financiers et des bailleurs de fonds est peu évoqué et semble avoir peu d'impact autonome sur la mise en oeuvre du projet. On peut penser que leur poids se manifeste indirectement, tant à travers le choix des modèles techniques. « agro » que par le truchement de la politique économique nationale et des projets retenus par celle-ci.

2.5 La structure institutionnelle du projet, son [14] « appareil », relèvent d'une « logique d'organisation » qui semble avoir un rôle important, et que tous les auteurs estimeraient indispensable de mieux étudier. La pyramide hiérarchique, la collecte et la circulation de l'information, les capacités d'adaptation ou d'autocorrection constituent ainsi des paramètres de première grandeur. À ce niveau, la « culture professionnelle » des agents de développement, les normes qui président à leur formation et à leur carrière gagneraient à être sociologiquement analysées. Le projet comme organisation et les acteurs sociaux qui y travaillent contribuent

inévitablement à biaiser de diverses manières le projet tel qu'il se présente « sur le papier ».

Au total, (a) la cohérence interne du modèle technique, (b) la congruence du projet avec la politique économique nationale, et (c) la conformité entre le projet tel qu'il est mis en œuvre sur le terrain et le projet tel qu'il se donne en ses objectifs et ses méthodes, sont sérieusement menacées, avant même les réactions propres au milieu, par le jeu de l'environnement politique et économique global et les logiques institutionnelles.

3. Les logiques paysannes

Lorsque le projet est mis en œuvre « sur le terrain » sa « cohérence » programmatique est donc déjà sérieusement mise à mal. Les réactions des diverses catégories de producteurs ne vont pas arranger les choses.

3.1 Ni le rejet total ni l'adoption totale ne sont la règle. Le processus habituel est celui de l'adoption sélective. Certains thèmes « marchent », d'autres ne « marchent » pas. La cohérence technique est donc quasi systématiquement désarticulée, ce qui entraîne éventuellement un certain nombre « d'effets pervers », qui neutralisent l'efficacité des améliorations proposées ou sont même franchement négatifs.

On pourrait même avancer, à titre d'hypothèse, que les opérations de développement intégrées (« dernier cri » [15] du développement branché), en niant ce processus d'adoption sélective, proposent une vision « totalitaire » et inefficace du développement : ne sont-elles pas fondées sur une cohérence « horizontale » importante, une nécessaire interdépendance des divers paquets technologiques et des mesures d'accompagnement, une indispensable complémentarité des modes d'intervention ?

3.2 Les thèmes adoptés le sont le plus souvent pour d'autres raisons que celles avancées par le projet, et relèvent ainsi de procédures de « détournement » (on pourrait dire aussi d'« appropriation »).

3.3 Refus, détournements, adoptions renvoient souvent, au-delà de l'infinie diversité des situations locales, à quelques grandes logiques récurrentes qui tournent, entre autres, autour des axes suivants :

- maximisation de la productivité du travail et non de la productivité à l'hectare (qui règle les logiques « agro ») ;
- stratégies concurrentielles d'appropriation foncière à l'occasion des aménagements ;
- primat à l'extensif (quand cela est possible) aux dépens de l'intensification prônée par les projets. Ceci est lié en grande partie aux deux éléments précédents ;
- stratégies de minimisation des risques, tant climatiques que dus aux « dysfonctionnements » des circuits d'approvisionnement et de commercialisation, et donc méfiance justifiée face aux nouveaux itinéraires techniques (qui se réfèrent à des années moyennes et considèrent les flux d'intrants et de sortants comme des variables du projet et non comme des contraintes externes) ;
- intégration des innovations à une culture technique et à un savoir faire complexe déjà constitué ;
- révision annuelle des choix cultureux, et en particulier du rapport cultures vivrières/cultures d'exportation, ce rapport relevant non seulement d'une stratégie d'autosubsistance mais aussi de la rentabilité comparée des deux types de cultures en tant que cultures spéculatives (le vivrier étant aussi une culture de rapport) ;
- contrôle du recrutement de la force de travail (stratégies familiales ou « ethniques » d'approvisionnement en main-d'œuvre) ;

- modes d'accumulation et d'utilisation d'un éventuel surplus distincts du modèle de « l'entrepreneur » (cf. rôle du troupeau bovin ou investissement dans la scolarisation ...).

4. Confrontation des logiques

Logiques du projet et logiques paysannes non seulement ne coïncident pas, mais sont de nature différente. Les logiques paysannes (elles-mêmes diverses et parfois contradictoires) s'expriment à travers l'émiettement des comportements économiques individuels ; il ne s'agit donc pas, le plus souvent, d'une réaction « collective » (au sens de délibérée, concertée) de la paysannerie concernée (celle-ci n'existe pas comme agent collectif, en tant que « niveau de décision » pertinent), mais d'effets d'agrégation (les mêmes causes - telle ou telle logique sociale - produisant éventuellement les mêmes effets, à l'échelle de telle ou telle série d'acteurs pertinents, femmes, aînés, cadets, immigrés, métayers, etc.) La convergence de comportements d'acteurs atomisés ne peut être assimilée indûment à l'action d'un acteur collectif. Par contre les logiques à l'oeuvre dans un projet (elles aussi multiples, à chaque échelon et d'un échelon à l'autre) passent par une organisation qui « applique » le projet, prend des décisions centrales et normalise autant que possible le comportement des agents qu'elle contrôle.

Peut-on cependant mettre en parallèle et opposer les logiques des « développeurs » et celle des « développés » ? Essayons-le sur deux exemples.

1) La rationalité agronomique (celle des instituts de recherche, pour faire vite) ne prend pas en compte dans le processus de recherche l'ensemble des systèmes de contrainte « non techniques » auxquels sont soumis les producteurs. Bien souvent, les réactions de ceux-ci relèvent de rationalités proprement économiques, qui intègrent, à la différence de ce que font les chercheurs de station, les données de l'environnement économique et écologique : [17] prendre comme référence une année de faible pluviométrie plutôt qu'une année moyenne, tenir compte du prix des entrants lorsqu'on a des ressources monétaires très limitées, éviter les façons qui réclament une main-d'oeuvre qui fait défaut au moment où celle-ci est sollici-

tée par de nombreuses tâches, préserver ou acquérir un accès aux terres et élargir un patrimoine foncier, tout cela obéit à une logique économique familière à tous les paysans et petits producteurs indépendants du monde...

En un sens, c'est la méconnaissance par la recherche agronomique des systèmes de contrainte réels des paysans, plutôt que le comportement de ces derniers, qui fait problème, et devrait être élucidée...

2) Le « point de vue » des planificateurs et économistes nationaux, soucieux d'accroître le PIB, de réduire la dépendance envers l'étranger, d'accroître les rentrées en devises... (selon les cas, les régions, les époques) ne peut en aucun cas être celui du paysan chef d'exploitation (ni celui du cadet, ou de l'épouse) qui cherchent à assurer leur subsistance et leur reproduction (si possible élargie...) Les critères qui règlent les calculs ou l'activité professionnelle de l'un ou de l'autre sont sans commune mesure, comme les risques qu'ils prennent respectivement.

Ceci étant posé, le chercheur en sciences sociales qui se donne pour tâche d'élucider les logiques paysannes ou de les opposer aux logiques des professionnels du développement (démarches qui sont ici largement communes aux différents auteurs) n'en est pas pour autant « au dessus de la mêlée » : lui aussi s'insère dans les logiques qui influent sur sa pratique scientifique, et les logiques des chercheurs ne sont ni celles des développés ni celles des développeurs.

C'est pourquoi les rapports entre sciences sociales et développement rural sont tissés de malentendus.

Ceux-ci sont en partie inévitables parce que liés aux positions différentes des chercheurs et des développeurs : les contraintes de la recherche et celles de l'action différent, les normes des métiers scientifiques et celles des professions du développement ne peuvent coïncider.

Ces malentendus renvoient pour une part aux idéologies [18] constituées auxquelles les uns et les autres se réfèrent : chacune propose son lot d'idées toutes faites, qui sont contradictoires d'un système idéologique à un autre, et c'est le cas en ce qui concerne les sociétés paysannes africaines qui sont au coeur de cet ouvrage.

Alors que pour le développeur le paysan apparaît souvent comme illogique, et le système social comme improductif sinon incohérent, le chercheur en sciences sociales propose une vision différente : il parle de *logique* paysanne, tente d'établir la rationalité sociale de comportements apparemment irrationnels, etc.

Inversement, il insiste sur le fait que les logiques des uns, les développeurs, ne peuvent se superposer à celle des autres, les développés. Là où les opérateurs de développement de terrain postulent une convergence d'intérêts, les sociologues voient au contraire des divergences et des contradictions...

Malentendus aussi au niveau des attentes de rôle ; alors que les professionnels du développement considèrent a priori l'expert « es-dimensions humaines » comme un allié, celui-ci développe souvent un point de vue critique et distancié par rapport aux projets auxquels les développeurs s'identifient. Il les déçoit.

Cet ouvrage tente de faire le point sur certaines de ces ambiguïtés en même temps qu'il est porteur des acquis et des nouvelles directions que prennent l'anthropologie et la sociologie des faits de développement.

Peut-être est-il, par exemple, significatif d'une évolution des sciences sociales qui, tendanciellement tout au moins, prennent aujourd'hui quelque distance avec les théories toutes faites, nécessairement plus doctrinales que scientifiques. Celles-ci aboutissent à une schématisation séduisante, mais fausse, du social.

Or les articles présentés, au contraire, insistent tous sur la complexité du réel (là où les idées toutes faites ou les idéologies voient des explications simplistes), sur l'existence de contradictions et de conflits occultes (là où l'on postule d'ordinaire le consensus) et, corollairement, d'alliances, de traits culturels communs entre groupes apparemment conflictuels ou étrangers.

Ils insistent également sur la nécessité d'adopter un angle qui englobe dans le champ d'observation aussi bien [19] les développeurs que les développés ainsi que le contexte socio-politique qui les inclut, ce qui implique une préférence pour l'échelle locale, pour des raisons méthodologiques.

Logiques, dérives, contradictions sont les mots clés de ces approches et on les retrouve fréquemment utilisés ici, nous y reviendrons. Mais auparavant il nous paraît utile d'aborder la question de la place des sciences sociales dans les projets

de développement. Depuis quand y occupent-elles une quelconque position ? Quelle est la nature de leur expertise ? Diverses questions surgissent.

1) Associer sciences sociales à développement sonne « moderne » et chacun a le sentiment que cette place des sciences sociales dans les projets est récente. En fait les chapitres rédigés par J.-P. Chauveau et J.-F. Lantéri montrent qu'il s'agit là d'une illusion d'optique. Ce qui donne une impression de nouveauté c'est le vocabulaire. Il y a aujourd'hui un style « développementiste » qui fait contraste avec des formulations anciennes datant de la période coloniale mais l'examen historique des rapports entre les deux laisse apparaître non pas l'émergence récente d'une nouvelle expertise mais au contraire l'évolution de celle-ci sur près d'un siècle, avec des réaménagements, certes, mais sans que l'on puisse prétendre qu'il y ait eu rupture absolue entre l'idéologie de la « mise en valeur » et celle du « développement ».

Les transformations de ce type d'expertise sont à replacer dans l'histoire générale des idéologies. Plus précisément elles manifestent l'avancée des idéologies rationnelles par rapport aux légitimités à dominante morale et métaphysique qui furent longtemps les seules et qui servent encore largement de fondement aux interventions développementistes. Ce n'est qu'avec un fort décalage dans le temps par rapport aux sciences « dures » qu'une logique de type scientifique a pu se saisir aussi des phénomènes sociaux, au fur et à mesure que les autres logiques faisaient la preuve de leur insuffisance et que les sciences sociales proposaient des approches plus convaincantes.

2) D'où parlent les sociologues et anthropologues qui [20] s'expriment ici ou qui, plus généralement, interviennent dans ou sur de tels projets ?

Cette question est importante parce que, nous y reviendrons au chapitre deux, l'expertise en la matière est fortement déterminée par la position du chercheur dans le champ des sciences sociales et/ou du développement.

Notons que les différents experts qui s'expriment ici appartiennent à des organismes qui occupent des positions contrastées par rapport aux actions développe-

mentistes : l'ORSTOM et la SEDES, le CNRS et le CIFACE... En conséquence on peut attribuer à cette appartenance certaines différences d'appréciations.

Un axe de différenciation c'est la distance de l'organisme et du chercheur par rapport aux dispositifs opérationnels. A un extrême il y a l'expertise intégrée au dispositif, à l'autre celle qui n'a qu'un rapport aléatoire au développement, purement déterminé par son opportunité théorique. Est-ce à dire qu'il existe une distance idéale, qui serait par exemple la plus éloignée de l'action parce qu'elle se rapproche davantage de la situation expérimentale obtenue dans les sciences dures ? Quoi qu'il en soit il est indéniable qu'il existe différentes normes dans la profession de chercheur en sciences sociales qui prédéterminent les angles d'observation et donc les résultats qui peuvent différer sur un même objet.

En fait, il ne semble pas que l'on puisse aujourd'hui choisir de manière absolue entre ces deux orientations, chaque position apportant son lot de problèmes et aussi son lot d'avantages méthodologiques. Cette difficulté des sciences sociales à choisir une distance optimum est liée à son niveau de construction en tant que science : construction relativement peu élaborée, on le sait, qui renvoie à la complexité irréductible de son objet.

Appliquant trop mécaniquement les modèles de mise à distance qui caractérisent les sciences dures, la physique en particulier, le chercheur court ici le risque de perdre son objet et de fonctionner finalement d'une manière qui fait abstraction des pratiques sociales concrètes.

Inversement un engagement dans le terrain, dans l'action qu'il observe, risque fort de lui faire perdre toute distance par rapport à l'objet et, en même temps ce qui fait la spécificité même du regard scientifique.

[21]

Donc difficulté d'ancrage dans le réel d'une part et, d'autre part, immersion qui dénature radicalement le regard de l'observateur, tels sont les deux extrêmes entre lesquels oscillent les chercheurs.

Pourquoi insister autant sur ce qu'on pourrait appeler « effet de distance » ? Parce que, justement, il n'est jamais explicité par le chercheur - et il ne peut pas vraiment l'être - alors que ce repérage est indispensable à l'usager. Celui-ci ne peut, en effet, affecter une valeur à l'expertise qu'en ayant accès aux conditions

dans lesquelles elle a été produite : c'est là une règle générale pour les observations scientifiques qui est encore plus impérative lorsque l'objet est aussi diffus et instable que le social, dont l'observation est malaisée et incertaine.

Le fait que l'on ne donne généralement pas connaissance de ces conditions d'observation enlève incontestablement une partie de la valeur scientifique à ce type d'expertise.

S'agit-il encore de science ? On peut se poser la question, nous reviendrons sur ce point dans la première partie de cet ouvrage. Canguilhem, pour sa part, préfère parler « d'idéologie scientifique » non pour dénoncer une quelconque usurpation du label scientifique de la part des « sciences sociales » mais plutôt pour marquer, à juste titre, les limites d'une démarche qui se situe encore à mi chemin entre idéologie et science.

Cette occultation de la situation de l'observateur empêche non seulement le consommateur d'expertise de repérer les effets différenciateurs de l'appartenance à telle ou telle institution, mais elle contribue aussi à donner un statut universel - usurpé - aux discours des sciences sociales, qui s'inscrivent toujours dans des cultures bien déterminées et sont toujours « payées » par quelqu'un. Nous ne faisons bien entendu nullement allusion au caractère vérial ou corrompu de telle ou telle expertise mais à la situation du chercheur qui est un professionnel et dont le commanditaire - qui est souvent son employeur - appartient au champ qu'il observe : à savoir les organismes de développement des pays occidentaux ou les gouvernements eux-mêmes. Aussi peut-on dire avec Dozon (chapitre 3) que si « les projets de développement [22] restent pris dans un faisceau d'intérêts il en est de même pour les sciences ».

Un des points communs aux différentes contributions de cet ouvrage c'est sans doute l'accent mis sur la dépendance de cette expertise par rapport au lieu d'où elle est émise.

3) La dernière question que nous voudrions aborder c'est celle de la fonction concrète de cette expertise « sciences sociales » dans les projets de développement. Les contributions qui suivent ouvrent un débat tout à fait capital sur ce point : à quelles logiques renvoie l'appel aux sciences sociales ? Quelles fonctions leur fait-on jouer ? Quels sont les apports actuels de cette expertise dans les prati-

ques développementistes ? etc. Ce sont là quelques unes des multiples questions que l'on peut se poser sur ce thème et à propos desquelles nous ferons simplement quelques remarques.

Pour que ce genre d'expertise ait lieu il faut qu'il y ait demande de la part des acteurs qui détiennent un pouvoir de décision dans les projets ; et faire appel aux sciences sociales signifie déjà que l'on cherche à comprendre le réel autrement que par les seules rationalités techniques ou par les logiques « moralo-métaphysiques » ou encore par la combinaison des deux.

Cette forme combinée n'est-elle pas d'ailleurs particulièrement répandue dans le domaine qui nous occupe ? Les problématiques du développement ne se résument-elles pas, le plus souvent, à des formules du type : « *aide-économique* » « *aide-technologique* », c'est-à-dire à la combinaison d'une dimension rationnelle-technique (« économie », « technique ») et d'une dimension volontariste ou morale (« aide ») toujours inspirée par un corps de croyances, laïques ou religieuses ?

Or précisément les sciences sociales affirment l'insuffisance de telles logiques, parce que trop simples, ou, plutôt trop partielles : en effet elles sous-estiment l'importance déterminante des logiques sociales, qui ne sont jamais réductibles à une logique économique ou technologique. Les sciences sociales proposent une approche que l'on pourrait qualifier de « globale-rationnelle ». Rationnelle parce qu'elles prétendent [23] aborder les problèmes « humains » d'un point de vue scientifique, globale parce qu'elles refusent d'aborder les phénomènes humains de manière unidimensionnelle (psychologique, économique, etc.).

Position cependant paradoxale. Comment prétendre à une approche scientifique qui nécessite que l'on fasse voler en éclat les évidences de l'observation vulgaire, qui exige que l'on accepte de différer les réponses aux questions qui se posent dans l'action et, en même temps, proposer une approche globale qui, justement, rend l'observation trop complexe pour qu'elle puisse prétendre à un statut d'objectivité ?

Comment avoir pour ambition de « comprendre » les phénomènes sociaux, c'est-à-dire de leur donner du sens, sans risquer d'en réduire les significations (au nom de l'intelligibilité), en imposant « un » sens ? Les phénomènes sociaux qui se jouent autour du développement sont des phénomènes complexes, ambivalents, contradictoires, ambigus. Les sciences sociales se donnent pour tâche de clarifier

cet imbroglio avec plus de « rationalité » que le sens commun et ses stéréotypes. Mais elles risquent toujours de déraiser, soit de renoncer à leur ambition fondatrice (et alors elles ne rendent plus compte de rien, submergées par les procédures descriptives, repliées sur les monographies maniaques, fascinées par la particularité et la singularité de chaque situation observée), soit de surimposer à l'excès du sens, sacrifiant alors aux raccourcis excessifs, aux explications dogmatiques ou aux effets de modes intellectuelles (et l'on sait que le domaine du développement se prête bien aux déclarations péremptoires, aux théories « clés en main », aux recettes théoriques miracles).

L'enjeu des contributions rassemblées ici n'est pas de proposer un modèle d'approche « total », exhaustif, qui ne pourrait être qu'un agglomérat artificiellement ficelé, mais de restituer leur complexité aux phénomènes observés tout en proposant quelques pistes pour rendre compte de cette complexité et permettre d'y lire un peu de sens.

[25]

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

Première partie

PROBLÉMATIQUES

[Retour à la table des matières](#)

[27]

Première partie
PROBLÉMATIQUES

Chapitre 1

Sciences sociales, africanistes et faits de développement

par J.P. OLIVIER DE SARDAN

« Nécessairement, nous sommes moins sensibles à ce qui différencie les uns des autres des êtres ou des choses qui nous sont étrangers qu'à ce en quoi ils diffèrent de ceux qui nous sont familiers, et cela nous conduit à voir en eux une certaine ressemblance, qui n'est autre que cette différence qu'ils présentent en commun... »

Michel Leiris (Afrique noire, la création plastique)

[Retour à la table des matières](#)

Chercheurs isolés dans leur tour d'ivoire, études sans portée pratique, savoir couper des vrais problèmes sociaux, disent les uns... Sociologues aux ordres des décideurs, enquêtes hâtives sans valeur scientifique, compromissions de la recherche dans une douteuse légitimation du développement, disent les autres... Les dialogues de sourds entre « recherche fondamentale » et « recherche appliquée », entre sciences sociales et opérateurs de développement, entre institutions de recherche et bureaux d'étude, entre ethnologues et agro-économistes, parmi diverses variantes, semblent constituer autant de figures d'un même malentendu fondamental. Celui-ci ne date pas d'aujourd'hui, seul le vocabulaire qui l'exprime change selon la nature des partenaires ou au fil des modes intellectuelles.

[28]

Périodiquement des appels au dialogue s'efforcent de surmonter la difficulté, ou plutôt de l'abolir par incantation, le temps d'un colloque, d'un stage, d'une conversation. La tentation est grande, en effet, de jouer sur un registre moral, ou d'en appeler à la bonne volonté des partenaires, autrement dit d'interpréter en termes psychologiques cette manifestation particulière de la contradiction entre connaissance et action.

Mon point de vue ici sera différent. Je pense que les chercheurs d'un côté, les développeurs de l'autre, se situent dans des logiques professionnelles profondément différentes. On ne peut en conséquence concevoir d'interaction volontariste (= créer un dialogue) entre ces logiques qu'à partir d'une mise en évidence de ce qu'elles ont chacune de spécifique. Ceci implique une rupture préalable avec les présupposés moraux qui tendent à masquer ou à biaiser la réalité de ces logiques. Ceci implique en second lieu une mise en perspective historique, qui situe ces logiques respectives en tant que produits sociaux, et produits sociaux évolutifs. C'est cette mise en perspective que je tenterai plus loin à propos de la seule logique de la recherche (en l'occurrence l'ethnologie et la sociologie africanistes).

Les deux logiques

Le développement comme activité altruiste, pour lutter contre la famine, la misère ou la maladie, au service des besoins des autres et dans leur intérêt... Cet ensemble de légitimations morales constitue l'invariant commun de tous les discours sur le développement au-delà de l'affrontement des stratégies. On ne saurait sous-estimer l'efficace propre de cette plus petite idéologie commune. Mais outre ses fonctions manifestes elle a aussi une fonction latente, occulter le fait que le développement est un marché, non seulement économique (ce qui est bien connu) mais aussi professionnel et symbolique. Les opérateurs du développement, quels que soient leur statut et leur stratégie, sont des professionnels de ce [29] marché, tant les militants tiers-mondistes ou les volontaires d'organisations caritatives que les personnels de la Coopération ou les encadreurs nationaux.

En dépouillant en quelque sorte les acteurs sociaux impliqués dans le développement de leurs habits moraux, on produit un effet de décalage propice à l'investigation sociologique. Mais il en est de même pour les chercheurs. Pas plus

que les pratiques de développement ne peuvent se réduire aux discours qui les légitiment, les pratiques scientifiques ne peuvent être crues sur parole lorsqu'elles invoquent le désintéressement scientifique. Que les sciences sociales soient elles aussi un « marché » est un fait connu depuis que Bourdieu est lui-même devenu un pôle structurant de ce marché...

Une fois levée l'hypothèque morale, une approche « désenchantée » des développeurs et des chercheurs permettra de dégager trois grands niveaux où leurs logiques respectives diffèrent.

1/ Les règles de la production scientifique se réfèrent à la connaissance, celles des projets de développement se réfèrent à l'action. P. Boiral développe ailleurs cette comparaison.

2/ Les sciences sociales sont confrontées à une telle complexité des phénomènes sociaux (multitude des variables) qu'elles doivent - ou devraient - recourir à des rationalités multidimensionnelles, non linéaires et non déterministes. Par contre les développeurs se situent pour l'essentiel dans une rationalité technique (ou technico-économique) et dans une problématique où il est supposé exister une « one best way » (ne serait-ce que par un postulat qui est celui de toute action politique).

3/ Enfin, les sciences de la société d'un côté, les métiers du développement de l'autre, sont régis par des systèmes de normes et de valeurs professionnelles de nature différente. Les procédures de reconnaissance sociale des chercheurs sont liées à leurs publications, à leurs relations avec leurs pairs ; ils bénéficient d'une autonomie très importante et travaillent dans un rythme de longue durée. Par contre du côté des développeurs l'identité professionnelle est plus problématique (le statut d'expatrié renforce cette incertitude), les critères qui [30] règlent les carrières ne sont guère dépendants de la qualité du « produit » et échappent à toute transparence, le temps alloué est faible, et la discrimination entre ce qui relève des systèmes de contrainte et ce qui renvoie à une réelle marge de manoeuvre semble particulièrement difficile à opérer.

Du côté des sciences sociales, c'est-à-dire à l'intérieur de la logique qui m'est familière et que je vais suivre ici, le rapport aux faits de développement est en outre déterminé par un certain état des problématiques scientifiques lui-même historiquement déterminé.

1. Les sciences sociales et l'Afrique : bref bilan historique

Si la sociologie et l'anthropologie constituaient encore une discipline unique à l'époque des grands fondateurs (Durkheim et Mauss dans la tradition française) du début du siècle, la recherche de terrain en Afrique s'est constituée sous le signe de l'ethnologie et donc en rupture avec la sociologie et plus précisément avec les perspectives historiques et évolutionnistes.

1.1 L'ethnologie coloniale

Il faut éviter un procès d'intention souvent fait à l'ethnologie française coloniale : celle-ci n'a guère été un agent de l'administration coloniale. A la différence peut-être des colonies britanniques, les colonies françaises ont peu utilisé les ethnologues comme « experts ». La « connaissance du milieu » faisait partie du cahier des charges des administrateurs coloniaux et était censée largement suffire à étayer le pouvoir discrétionnaire qui était le leur et n'aurait guère souffert de conseils extérieurs. Ce sont plutôt, inversement, certains administrateurs coloniaux qui se sont « mis » à l'ethnologie et ont produits quelques-uns des plus remarquables travaux de [31] type « fondamentaliste » de cette période (cf. C. Monteil, Marty, Vieillard, sans parler de Delafosse et de bien d'autres).

Cette coupure profonde entre « mise en valeur » coloniale (ancêtre direct de l'actuel « développement ») et recherche anthropologique n'est pas le seul fait du mode de gestion des territoires français. C'est aussi le produit de tendances propres aux sciences sociales hexagonales.

En effet à cette époque la problématique évolutionniste jusque-là largement dominante (les sociétés, de Morgan à Marx, d'Auguste Comte à Tylor, étant toutes projetées sur un axe historique unique) est abandonnée au profit d'un relativisme culturel qui découvre la spécificité irréductible de chaque ethnie, et proclame la nécessité de les étudier sur le terrain dans leur singularité plutôt que de les jauger en cabinet d'après un unique étalon. Mais ce progrès incontestable a été payé d'un désintérêt pour les dynamiques historiques et d'une orientation des recherches dans une perspective statique et « traditionnaliste » dont on peut distinguer trois composantes.

a) La problématique « holiste » propre à la filière Durkheim-Mauss, si elle a eu d'incontestables avantages épistémologiques (la société comme plus que la somme de ses parties, le phénomène social total, etc.), n'a pas été sans risques de « fétichiser » la société comme entité quasi supra-naturelle⁶, détournant ainsi l'attention des transformations sectorielles, des changements progressifs, des innovations syncrétiques...

b) L'école française d'ethnologie, autour de Griaule, a porté tout son effort sur l'étude des phénomènes religieux, des rituels, des systèmes symboliques, en privilégiant la cohérence des valeurs et constructions mythiques « indigènes », mettant ainsi à l'écart tant les mutations historiques que l'interaction entre faits religieux, faits sociaux et faits économiques. La recherche de savoirs spécifiques propres aux sociétés africaines, tout en réhabilitant [32] ceux-ci et en soulignant leur complexité, a renforcé une vision « patrimoniale » et quelque peu intemporelle des cultures.

c) Un second souffle a été donné dans les années 1960 à l'ethnologie française par le structuralisme. Mais tant la problématique propre à Lévi-Strauss que les thèmes sur lesquels il a impulsé les recherches (parenté, mythologies) n'ont guère incité à considérer avec beaucoup d'attention les mutations socio-économiques dont l'Afrique était à la même époque le théâtre.

⁶ Marx lui-même a mis en garde contre ce risque, sans toujours l'éviter lui-même : « Il faut éviter de fixer la société comme une abstraction par rapport à l'individu » (Économie politique et philosophique).

La convergence de ces diverses traditions a produit une approche des sociétés africaines centrée sur leurs cultures, celles-ci étant dotées de fait, implicitement, de trois grandes caractéristiques : les cultures africaines sont homogènes, elles résistent à l'histoire, elles constituent des univers autonomes.

Plus sensible à la différence entre une quelconque culture africaine et la société occidentale qu'aux différences internes à une société africaine, l'ethnologie classique a souvent minimisé les contradictions et clivages sociaux et culturels propres aux groupes qu'elle étudiait, ou, quand elle les évoquait, ne les a pas pris comme objet spécifique d'étude.

Plus sensible à la permanence et à la traditionnalité des systèmes de valeurs et des structures symboliques qu'aux conditions de leur production et reproduction, l'ethnologie classique n'a guère vu l'histoire en train de se faire que comme une menace de désagrégation du « toujours-déjà-là ».

Plus sensible à l'autonomie des formes culturelles et des ensembles ethniques qu'elles définissaient qu'à leur articulation avec des contraintes extérieures, l'ethnologie classique s'est souvent cantonnée dans un cadre ethnique ou villageois et dans une approche monographique peu apte à appréhender le jeu des interactions avec les phénomènes macro-sociologiques.

Or une analyse scientifique des faits de développement, de l'impact des opérations de développement sur les populations-cibles, des réactions de celles-ci à celles-là implique nécessairement la prise en compte des diversités internes, des transformations socio-culturelles et des contraintes [33] externes, c'est-à-dire une problématique des cultures africaines qui sur ces trois aspects tranche nettement avec l'ethnologie classique.

1.2 Réactions : anthropologie dynamique et / ou marxiste

C'est l'œuvre de G. Balandier qui marque une rupture avec cette tradition africaniste française. Ce n'est pas un hasard si c'est justement Balandier qui a fait connaître en France les travaux africanistes anglo-saxons plus concernés par l'étude des changements sociaux. En mettant l'accent sur les syncrétismes religieux il se situait dans une perspective résolument dynamique ; en introduisant la sociolo-

gie urbaine dans l'africanisme il rompait avec le « passéisme ruraliste » ; en analysant les effets de la « situation coloniale » il réinsérait les sociétés ethnologisées dans un contexte plus large.

En grande partie sous son influence, et à la suite de Claude Meillassoux, s'est alors développée une anthropologie économique et sociale d'inspiration marxiste qui s'est consacrée plus particulièrement à l'analyse des clivages internes aux sociétés africaines, et sous un angle largement historique. Les rapports aînés-cadets et hommes-femmes, l'esclavage, l'état et la guerre pré-coloniale, ont constitué les thèmes successifs de ces recherches.

Mais cela ne réglait pas pour autant les rapports des sciences sociales avec les transformations en cours. L'approche proposée par ce courant avait en effet trois caractéristiques imbriquées qui l'éloignaient d'une analyse des faits de développement.

D'une part elle restait souvent, du fait même de sa tradition marxiste, très générale et très « théorique », surtout portée à globaliser et à combler un vide conceptuel sur la question des « modes de production » africains. D'autre part, elle s'est essentiellement attachée à l'analyse des structures (et des phénomènes de transition d'une structure à une autre) plus qu'à l'analyse des stratégies sociales concrètes. Enfin sa productivité scientifique a principalement porté sur les périodes pré-coloniales [34] et coloniales, restant ainsi relativement éloignée des mutations en cours.

1.3 La situation actuelle

Elle est d'abord marquée par la crise des grandes idéologies scientifiques, qui entraîne soit un repli sur une ethnologie « néo-classique », soit une plus grande attention portée aux faits de développements localisés.

La crise des marxismes, qui avaient régi une partie importante et dynamique des sciences sociales pendant 15 ans, ne peut être simplement renvoyée à un effet de mode qui passe ou qui s'inverse (bien qu'il soit réel). C'est aussi l'impasse d'une problématique trop « macro » et trop déterministe, dont les résultats productifs (réels) se sont peu à peu éteints.

Ainsi la sociologie de la dépendance, issue de l'Amérique latine mais que certains ont appliquée en Afrique, a-t-elle épuisé ses effets une fois acquise la connaissance des mécanismes de la domination extérieure. Autant la réalité de ces mécanismes ne peut être ignorée, autant la sociologie de la dépendance devient démunie dès lors qu'il s'agit de comprendre les marges de manoeuvre qu'un tel système de contraintes laisse, ou de rendre compte des aspects complexes d'une situation concrète.

De même le structuralisme marxiste, hérité d'Althusser, se révèle pour les mêmes raisons dépourvu de postérité intellectuelle. Si le concept d'articulation des modes de production permet par exemple de résoudre une contradiction logique dans l'œuvre de Marx (le dualisme des classes sociales dans l'analyse abstraite d'un mode de production donné, et leur multiplicité dans l'analyse concrète des formations sociales), elle ne permet guère de rendre compte des stratégies sociales effectives...

Le systémisme a pu et peut encore apparaître comme une idéologie scientifique (ou un ensemble de paradigmes) de remplacement, débarrassée des connotations politiques du marxisme d'une part, capable d'autre part de donner un sens à la complexité des phénomènes sociaux. Cependant il faut bien reconnaître que l'analyse [35] de systèmes en sciences sociales recouvre pour une part un effet de langage, soit qu'il s'agisse de recourir à un vocabulaire issu de la cybernétique et prenant le relais des procédés métaphoriques antérieurs (biologie, linguistique, économie), soit qu'on ait affaire à une simple opération de ravalement, sur des édifices conceptuels déjà anciens (systèmes, sous-systèmes, interfaces, rétroactions n'étant que les versions modernes de structures, niveaux, liens, influences...).

En fait tout dépend de ce qu'on entend par système et sous-système : il peut y avoir là aussi bien un simple gadget théorique qu'un vocabulaire commode à condition de ne pas dispenser du travail d'élaboration problématique. On voit par exemple l'intérêt et les limites de l'approche systémique tentée par le groupe Amira à propos du développement ⁷ : la distinction entre le « système projet » et le « système milieu » (comme les sous-distinctions internes à chacun qui définissent autant de sous-systèmes) n'a d'utilité qu'à condition de mettre en œuvre d'autres découpages, générés par des hypothèses théoriques ou fruits d'expériences de ter-

⁷ Cf. AMIRA, Méthode d'évaluation des projets, 1978.

rain analysées, et non simples catégories formelles. Le « système projet » recouvre en fait plusieurs « systèmes-projets » qu'il ne faut ni confondre ni oublier : un « système-projet » papier (objectifs, méthodes, légitimations...), un « système-projet » institutionnel (infrastructure, personnel, organi-gramme...), et un « système-projet » à l'œuvre sur le terrain (le plus important quant aux effets sur les sociétés locales, qui incorpore des dimensions volontiers oubliées par les modèles : fonctionnement réel des appareils administratifs locaux, stratégies professionnelles des opérateurs de terrain...).

De même le « système milieu » risque de masquer l'existence dans la société considérée de rationalités différentes selon les acteurs et selon les circonstances. La mise à plat systémique, la cohérence du quadrillage qu'elle opère sur la réalité sociale, la représentation exhaustive qu'elle veut donner des inter-relations ne sauraient remplacer tout à fait l'exercice de la pensée dialectique (pour [36] employer une expression devenue désuète mais sans signifiant moderne équivalent...).

En fait, pour un certain nombre de chercheurs, dont ceux qui participent à cet ouvrage, c'est une approche moins prétentieuse, plus empirique et plus éclatée de la réalité sociale qui domine aujourd'hui. On peut estimer qu'elle se déploie à deux niveaux complémentaires.

Tout d'abord la démarche est devenue plus « locale », plus centrée sur le « micro », voire à la rigueur le « méso ». Les perspectives planétaires ou continentales sont délaissées, et l'effort d'élaboration théorique est plus centré sur la compréhension de phénomènes sectoriels ou régionaux que sur la peinture de vastes fresques ou la production de généralités décontextualisées.

En second lieu, l'accent est souvent mis sur les acteurs sociaux (individuels ou collectifs), leurs stratégies, leurs enjeux. La marge de manœuvre des individus et des groupes à l'intérieur des ensembles de contraintes définis par les structures est désormais objet d'étude privilégié.

On voit aisément qu'au terme de cette évolution les faits de développement devraient enfin pouvoir devenir un thème de recherche pertinent pour les sciences sociales, sans que pour autant tous les obstacles aient été abolis : en particulier l'articulation entre les niveaux « macro/ structures » (déjà repérés) et « micro/stratégies sociales » (thèmes porteurs actuels) reste un problème entier : comment se représenter les interactions (dialectiques !) entre les systèmes de

contraintes (économiques, politiques, écologiques, symboliques ...) et les processus d'adaptation /détournement/innovation/ - résistance ? Une anthropologie du développement ne saurait éluder cette question.

2. Approches nouvelles et thèmes porteurs

Trois angles d'attaque, entre autres, permettent d'avancer sur cette voie, tout en mesurant le chemin déjà parcouru ; on peut les résumer par des mots-clés : logiques, dérives, niveaux de décision.

[37]

2.1 Les logiques

Que les paysanneries africaines agissent, face aux projets de développement, selon des logiques qui leur sont propres et que les sciences sociales ont pour tâche de découvrir peut sembler évident aujourd'hui, mais il n'en a pas été toujours ainsi, et certains malentendus peuvent subsister.

Aux début de la colonisation prévalait l'idée que les peuples africains, en tant que « primitifs », étaient mus par des impulsions profondément irrationnelles. L'anthropologie s'est largement constituée contre cette acception du sens commun occidental. Malgré certaines apparences, Lévy-Bruhl, en parlant de « mentalité prélogique », reconnaissait déjà une certaine « logique », certes « archaïque » et différente de la « vraie » logique, mais réelle et digne d'intérêt, aux peuples primitifs. La mise à jour de la complexité des systèmes de pensée africains, de l'ampleur des constructions symboliques ou cosmogoniques a tendu à mettre l'accent, dans une perspective très « culturaliste », sur la spécificité des « valeurs » propres aux sociétés africaines, opposant ainsi à la logique technique et économique occidentale une logique africaine traditionnelle d'ordre « autre ».

On doit à l'anthropologie économique africaniste (tant à celle plus théorique déjà évoquée ci-dessus qu'aux chercheurs plus liés à des études ponctuelles ou de commande : cf. l'ORSTOM) d'avoir souligné l'existence de rationalités propre-

ment économiques au sein des campagnes africaines. Les logiques réglant les comportements des paysans, pour n'être pas identiques à celles postulées par les « développeurs » ou ne pas correspondre au modèle de l'homo œconomicus des théories néo-libérales, n'en étaient pas moins des logiques, et des logiques proprement économiques, dont on pouvait rendre compte sans invoquer les fameux « blocages culturels » ou les interdits religieux...

Que de nombreux chercheurs aient ainsi rompu avec d'anciens et tenaces stéréotypes tant scientifiques que largement répandus ne signifie pas que ces derniers aient totalement disparu. Outre le langage littéraire (« la passion est nègre comme la raison est hellène »...) le discours [38] familier des coopérants fait encore largement écho à l'« irrationalité » des africains qu'ils côtoient. Cette première étape des représentations occidentales sur l'Afrique, bien que désormais illégitime et donc censurée dans le discours public, n'a pas pour autant disparu totalement des réflexes de pensée. Quant à la seconde étape, celle des logiques religieuses, cosmiques, ou ésotériques qui constitueraient l'essence de la « mentalité africaine », elle se prolonge encore dans une partie non négligeable de la communauté scientifique et règle nombre de représentations courantes.

Et pourtant, au même moment et au risque de créer certaines ambiguïtés, les sciences découvrent la pluralité des logiques, et restituent, aux côtés des logiques économiques, une place aux logiques culturelles et symboliques. Toute avancée de l'anthropologie du développement ne peut désormais se faire qu'à partir de ce postulat de la multi-rationalité des acteurs sociaux, en Afrique comme ailleurs, et selon des combinatoires variables qui restent à découvrir. Autrement dit, on devrait désormais considérer comme acquis le fait que les sociétés rurales africaines sont traversées de logiques diverses, et que c'est au confluent de leurs interactions qu'il faut se situer pour comprendre les stratégies sociales individuelles ou collectives.

Il reste normal de privilégier les logiques économiques lorsqu'on analyse les stratégies productives, mais ce ne peut être en oubliant les autres logiques qui interfèrent dans les actes « économiques » (stratégies lignagères, hiérarchie des biens symboliques, systèmes de valeurs réglant les modes de reconnaissance sociale, procédures de capitalisation du pouvoir, normes ostentatoires... en sont autant d'exemples qui n'abolissent pas les stratégies proprement économiques, mais s'y ajoutent et contribuent à les complexifier).

De plus, les logiques qui traversent une même société rurale ne sont pas toutes identiques, dans la mesure où aucune société rurale africaine n'est homogène. Les clivages d'âge, de sexe, de statut social distribuent des logiques économiques comme des logiques socio-politiques différentes au sein d'un même ensemble social. Au-delà de la variation des stratégies individuelles, les systèmes de [39] normes sociales qui les régulent (tendanciellement) varient largement d'un sous-groupe social à un autre, et non seulement d'une « ethnie » à une autre.

2.2 Les niveaux de décision

Aux stéréotypes simplistes relatifs aux logiques font écho d'autres stéréotypes sur l'unité socio-économique pertinente des campagnes africaines.

Les plus répandus sont ceux qui mettent l'accent sur les structures communautaires africaines et le consensus villageois. Les ouvrages de Guy Belloncle illustrent ce mythe du « collectivisme traditionnel » africain qui perdurerait encore aujourd'hui. Les pratiques d'intervention en milieu rural, tant étatiques (coopératives, animation rurale) que semi-étatiques (projets à base de groupements villageois) ou non gouvernementales (micro-projets gérés collectivement) s'inspirent largement de cet a priori qui semble fortement idéologique, la valorisation systématique du niveau collectif-villageois semblant directement issue de deux traditions occidentales, la filiation chrétienne-communautaire et la filiation socialiste. Ce complexe idéologique qui peut se justifier en tant que choix éthique devient mystificateur et donc « antiscientifique » dès lors qu'il prend ses désirs pour des réalités et oblitère l'existence des clivages de tous ordres qui divisent les paysanneries africaines. Cette idéalisation quelque peu exotique des solidarités villageoises légitime d'ailleurs le mode préférentiel de gestion des campagnes par les appareils d'état nationaux (et, avant, coloniaux) qui préfèrent jouer la responsabilité collective (quelle que soit l'affiliation idéologique et politique des gouvernements) : l'encadrement « de masse », pour le développement comme pour l'administration des populations, prend en considération avant tout les ensembles, les groupements, les coopératives, et s'irrite de l'émiettement des décisions. Les analyses des anthropologues économistes et des sociologues montrent pourtant que les structures économiques collectives paysannes sont largement formelles ou

détournées de leurs fonctions officielles, y compris quand elles sont affublées de l'étiquette de « traditionnelles ». Écran [40] de protection face à l'administration, moyen d'ascension d'une nouvelle élite ou au contraire mode de préservation du pouvoir des « notables » anciens, coquille vide, la coopérative villageoise n'est que fort rarement l'expression d'un consensus égalitaire, et en général pour fort peu de temps... On peut y voir un modèle souhaitable, mais en tout cas pas un modèle réel.

Il en est d'ailleurs de même du stéréotype inverse, celui de l'entrepreneur individuel, de ce paysan chef d'exploitation mu par une rationalité du profit que remet à la mode le courant néo-libéral. Les sociologues ruraux ont déjà montré en Occident même le décalage entre une telle représentation et l'histoire de la transformation des campagnes modernes. Il n'est guère besoin d'insister sur son inadéquation en ce qui concerne l'Afrique.

La réalité dominante est celle de niveaux de décision imbriqués, diversifiés, multiples, situés à des paliers variés de la société locale. Les principaux ont été depuis longtemps repérés, en termes d'acteurs (femmes, cadets, dépendants, patriarches, chefs, etc.) comme en termes de réseaux (de clientèle, d'affinité, de voisinage, de lignage, d'ethnie, etc.). C'est leur combinaison, surtout, qui est, dans chaque situation locale et historique, spécifique, et ne peut donc être déduite de schémas scientifiques préétablis, et encore moins remplacée par de l'idéologie ou de la morale.

2.3 Les dérives

Diversité des logiques, diversités des niveaux où elles se manifestent et des acteurs qui en sont porteurs... Si l'on ajoute à cela la diversité des systèmes de contrainte locaux (produits de l'environnement comme de l'histoire), on comprendra comment un nombre d'éléments relativement finis et pour l'essentiel répertoire par les sciences sociales africanistes engendrent une profusion de variables telle que les stratégies effectives ne puissent être prédites.

Or tout projet de développement est nécessairement une sorte de pari sur le comportement des acteurs sociaux concernés. Si les études sociologiques préala-

bles [41] à la mise en œuvre d'un projet peuvent (à supposer qu'elles soient sérieuses et qu'il en soit tenu compte, deux conditions qui ne sont pas nécessairement remplies ...) éviter certains paris particulièrement stupides (dont l'histoire du développement fourmille), elles ne peuvent en aucun cas lire dans du marc de café, c'est-à-dire éliminer le pari.

Les « dérives » entre un projet « sur papier » et ses effets réels sur le terrain sont en général imputées soit aux développés soit aux développeurs. Dans le premier cas, l'écart entre « l'intérêt » bien compris (par les auteurs du projet) des paysans et l'« incompréhension » dont ceux-ci ont fait preuve doit être comblé soit par la contrainte (mais celle-ci non seulement ne peut être totale, non seulement est devenue largement illégitime, mais surtout est inefficace face à une multiplicité de niveaux de décision éparpillés : on ne peut mettre un gendarme derrière chaque paysan ...), soit, et c'est la voie largement suivie, par un effort d'explication, par une « vulgarisation » adaptée, par une pédagogie appropriée.

Dans le second cas, la « faute » viendra d'une absence d'études préalables, d'une non-prise en considération de la réalité locale, d'une mauvaise définition des objectifs, d'un encadrement défectueux, etc.

Or la dérive est un phénomène inévitable, qu'on peut tenter de réduire, mais qu'il serait illusoire de vouloir éliminer. C'est le produit nécessaire et inintentionnel de l'entrecroisement de la complexité des variables en jeu dans les réactions d'un milieu social face à une intervention volontariste extérieure.

Il en découle deux conséquences, l'une qui concerne les opérateurs de développement, l'autre la recherche en sciences sociales.

1) Tout projet de développement « ouvert », auto-adaptable, évolutif, souple, capable de réagir à un feedback et de prendre en considération les réactions du « milieu » sera mieux armé pour tirer parti des inéluctables dérives..

2) Les sciences sociales étant incapables de prévoir, autant ne pas le leur demander. Par contre il est de nombreux phénomènes sociaux intervenant dans le développement auxquels elles ne s'intéressent guère et qu'il serait [42] utile de leur demander de comprendre. Éclaircir les logiques sociales intervenant aux différents niveaux de décision (tant au sein des sociétés rurales qu'à l'intérieur des

institutions de développement elles-même), c'est sans doute la principale « demande » que les développeurs peuvent adresser aux chercheurs, d'autant que si certains domaines ont déjà été largement explorés (en particulier les transformations des paysanneries, les systèmes de rapports sociaux, les stratégies foncières, les comportements économiques), d'autres, pourtant décisifs, restent pour l'essentiel en friches : le fonctionnement réel des organisations administratives nationales et leurs modes de régulation, la culture professionnelle des agents de développement de terrain et leurs stratégies locales, l'analyse des représentations que se font des milieux-cibles les divers échelons de la chaîne des développeurs et inversement l'analyse des représentations que se font des développeurs les sociétés paysannes, la structure et l'ampleur des réseaux « clientélistes », les modes de diffusion spontanée de l'innovation, le poids des hégémonies politiques au niveau villageois...

Ces interrogations vont dans le même sens : rendre compte de ce qui se joue autour des « faits de développement » non en recourant à de l'idéologie mais en procédant à des recherches véritables, sans se laisser enfermer dans l'alternative improductive d'une explication en termes de « traditionnalité » ou d'un placage de modèles explicatifs préfabriqués

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

ANCEY, « Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain », note de travail, AMIRA, 1975.

AUGÉ, « Sous-développement et développement, terrain d'étude et objet d'action en Afrique francophone », *Africa*, XLII, 3, 1972.

AUGÉ, *Symbole, fonction, histoire*, Hachette, 1979.

BALANDIER, *Sens et puissance*, PUF, 1981.

[43]

BASTIDE, *Anthropologie appliquée*, Payot, 1971.

_____, *Introductions à la Coopération en Afrique noire*, Karthala-Blact, 1983.

COUTY, PONTIÉ, ROBINEAU, « Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux », note de travail, AMIRA n° 31, 1981.

_____, *Essais sur la reproduction sociale des formations dominées*, ORSTOM, 1977.

GENTIL (et al), « Méthode d'évaluation des projets » (analyse du milieu rural avant, pendant et après une opération de développement), AMIRA-AFIRD, 1978.

GENTIL, « Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural, orientations méthodologiques », brochure AMIRA n° 44, 1984.

JACQUEMOT (et al), *Économie et sociologie du Tiers Monde*, L'Harmattan, 1981.

_____, « Le mal de voir », *Cahiers Jussieu* n° 2, 10/18, 1979.

_____, *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale (logique paysanne et rationalité technique)*, ORSTOM, 1979.

_____, *Le développement : idéologie et pratique*, ORSTOM, 1983.

POUILLON (et al), *L'anthropologie économique*, Maspero,

Revue *Tiers Monde*, « Sociologie du développement », n° 90, 1982.

Revue *Tiers Monde*, « Le développement en question », n° 100, 1984.

[45]

Première partie
PROBLÉMATIQUES

Chapitre 2

Logiques de recherche et logiques d'action

par P. BOIRAL

[Retour à la table des matières](#)

Logiques de recherche et logiques de développement ne constituent pas de pures abstractions, flottant sans attaches aux réalités quotidiennes. Elles en constituent au contraire l'expression, produites qu'elles sont par l'évolution des rapports sociaux. Ces logiques ne sont donc pas déterminées par la bonne volonté réciproque des protagonistes mais par les événements qui font l'histoire. Ainsi, ce qu'on appelle la crise économique actuelle n'est-elle pas sans effets sur les rapports entre sciences sociales et développement.

Lorsque, au milieu des années 70, réapparaissent dans les pays riches, ceux des développeurs, au pied même des tours d'acier et de béton, la lèpre du « quart monde », ces pays ont le sentiment de se réveiller en plein cauchemar. L'image d'un développement continu se fissure puis se brise, faisant remonter la peur. Peur de son propre avenir, peur de l'appauvrissement des autres, de ces pays qu'ils ont appelés « Tiers monde »... Cette nouvelle situation va influencer sur la demande politique adressée aux chercheurs et sur la dialectique de leurs rapports avec les travailleurs chargés d'un quelconque « développement », d'un quelconque « mieux être » social.

[46]

Aussi bien les agents de développement engagés dans des programmes situés dans l'hémisphère Sud que les travailleurs sociaux dans l'hémisphère Nord vont-ils sentir peser sur eux le poids de l'urgence, comme il pesa sur les pratiques et sur les analyses de ceux qui, au XIX^e siècle, se penchèrent sur les indigents. *E periculo so sporgersi*.

Cette pression accroît objectivement la distance qui sépare développeur et chercheur, homme de réflexion et homme d'action. En effet, pendant le même temps, le chercheur reste à l'abri des contingences économiques grâce à un statut souvent très protégé. Rien en tout cas ne le contraint à rentrer dans la logique des agents qui gèrent l'urgence au quotidien. Ils ne sont pas engagés par le SAMU.

Le premier malaise qui apparaît dans ce rapport, n'est-ce pas celui du temps, du rythme dans le dialogue entre ces deux catégories d'agents ?

« Pouvez-vous répondre aux questions qui se posent à nous et si oui, le plus tôt sera le mieux », disent les développeurs.

La réponse des chercheurs c'est que, justement, il faut se méfier de l'urgence et que leur fonction c'est de rappeler cette efficacité de la sagesse (distance plus lenteur) qui évite de s'épuiser dans de vaines agitations dont l'idéologie, si l'on va au fond des choses, n'est pas si nette que ça... Ils structurent l'urgence comme illégitime.

Ils font ensuite remarquer en quoi les questions qui leur sont adressées sont mal formulées et ils proposent de les reprendre correctement. Pour cela il est nécessaire de réaliser un certain nombre d'opérations préalables avant de parvenir à poser les problèmes que les chercheurs peuvent résoudre. « Résoudre ? » Plutôt « s'interroger », « analyser »... L'idéal serait d'ailleurs que l'objet ne bouge plus.

Par exemple que l'opération de rénovation urbaine (ou de développement rizicole) soit terminée avant que ne commence l'étude. Peut-être parce qu'il est plus facile d'autopsier un corps froid que d'ausculter un organisme vivant. Les sciences sociales seraient-elles aux faits sociaux ce que la médecine légale est au corps humain ? Alors sont-elles vraiment utiles ?

[47]

Effectivement on constate, ne serait-ce qu'à l'abondance de la littérature grise à ce propos, le goût des sciences sociales contemporaines pour rendre compte des faits passés. Au fond la différence entre histoire et sociologie devient ténue, celle-ci devenant une branche de l'histoire contemporaine.

Un des intérêts de telles approches, lorsqu'elles prennent pour objets des opérations de développement ou des programmes de lutte contre la pauvreté, c'est qu'elles proposent des explications rationnelles des échecs. Elles soulignent les conceptions mécanistes, souvent simplistes, de la plupart d'entre eux.

Au départ d'un projet, par exemple, voici un « paquet technologique » cohérent, bien ficelé, dont l'application totale doit faire merveille... A l'arrivée, c'est-à-dire à la fin de l'opération, on trouve la déception des partenaires, des constats de résultats mitigés, voire décevants, presque toujours liés à ce qu'on appelle le « facteur humain ». On va alors parler de détournement, de perversion, de sabotage pour rendre compte de cet échec, obligé que l'on est de faire appel au registre moral pour rendre compte de faits que l'on ne sait pas expliquer autrement. Or précisément les sciences sociales apportent une analyse non moraliste de l'échec et donnent une réelle profondeur de champ à l'analyse.

Mais ne pourrait-on rétorquer à ces chercheurs qu'il y a autant d'analyses possibles que d'écoles ou de chercheurs et que, en l'absence de toute possibilité d'expérimentation, l'agilité intellectuelle suffit à tout intellectuel pour fournir a posteriori une interprétation cohérente et vraisemblable du passé : mais pas nécessairement exacte ?

En tout cas, à cause de leur goût pour l'autopsie et pour l'abstraction, les sciences sociales apparaissent aujourd'hui comme très isolées, frileusement repliées sur elles-mêmes, occupées à d'interminables débats académiques dont le rendement social se limite à la plus-value idéologique. Ne peut-on penser que l'ouverture aux préoccupations de terrain serait susceptible de fracturer le cercle bétonné des débats théoriques ?

Ne peut-on espérer que de tels contacts aideraient les agents de développement à analyser plus rigoureusement [48] les situations, condition nécessaire pour rendre enfin opératoires des programmes dont chacun dénonce aujourd'hui le faible rendement ?

Voilà donc quelques questions, livrées pêle-mêle, pour souligner l'intérêt d'une réflexion épistémologique qui se situe sur l'interface recherche/développement. Réflexion qui concerne, au premier chef, ceux qui sont les usagers de l'expertise en sciences sociales.

Nous limiterons ce chapitre à l'examen de quelques notions :

- Sciences sociales.
- Logiques d'action (de développement).
- Logiques de recherche (en sciences sociales).

Choix dicté par l'urgence qu'il y a à clarifier un peu des notions-clefs dont la polysémie est gênante. Elle contribue en effet à l'ambiguïté des rapports chercheurs/ gens de terrain.

Nous aborderons, en fin de chapitre, la question de ces rapports. Il s'agira simplement de proposer une typologie descriptive de cette relation.

Nous avons hésité à illustrer nos propos, au demeurant assez abstraits et elliptiques, à l'aide d'exemples de terrain. Il nous a paru finalement préférable de laisser le lecteur puiser dans les nombreuses descriptions de cas qui sont proposées dans d'autres chapitres.

Sciences sociales

Pourquoi globaliser sous un terme imprécis un ensemble de disciplines dont chacune ne cesse de s'affirmer comme spécifique et de se diversifier par scissions successives, jusqu'à la mosaïque actuelle de spécialités ? Parce que, justement, il n'est pas évident qu'au-delà de son aspect stratégique, la décomposition/ recombinaison de ces disciplines corresponde à une nécessité théorique.

Les disciplines académiques (la géographie, la sociologie, [49] l'ethnologie, la psychologie sociale, etc.,) ne se réfèrent pas à des corpus théoriques différenciés mais aux groupes sociaux qui les produisent et à leur idéologies. Parler de scien-

ces sociales c'est affirmer l'unité d'un champ d'investigation et des démarches d'exploration dans ce champ : il s'agit toujours de rendre compte des réalités sociales d'un point de vue scientifique, c'est-à-dire en se servant de principes rationnels universellement utilisés par les sciences.

Il faut rappeler les vieux principes posés par la philosophie classique, parce qu'on semble ignorer souvent dans les sciences sociales qu'ils sont toujours en usage.

1. Le principe d'identité : La première nécessité de la pensée, c'est la cohérence logique, et l'identité constitue une condition fondamentale de cette cohérence. Arrêtons-nous simplement à deux facettes de ce premier principe :

- La nécessité de définir en début d'investigation ce sur quoi elle porte, ainsi que les éléments, plus ou moins conventionnels, mis en œuvre dans l'investigation. Cela aboutit en particulier dans les sciences sociales à une obligation incontournable de définir « ce de quoi l'on parle » au départ et de garder stable ensuite les définitions choisies. Les définitions conventionnelles qui existent dans d'autres sciences sont ici en effet fort rares.
- Autre aspect, celui de la « quête de l'identique », qui répond à la même nécessité logique. Toute recherche vise à dégager des régularités, parfois des lois à portée générale derrière l'apparente diversité du concret et du vécu. On peut donc lui reprocher l'excès ou l'insuffisance de sa généralisation, non sa quête elle-même.

2. Le principe de non-contradiction : Corollaire du précédent et classiquement présenté par la formule suivante : « une chose ne peut être elle-même et son contraire ». On rencontre fréquemment ce problème de logique dans la confection de questionnaires d'enquêtes et, plus généralement, dans les opérations de classement.

Dans tel questionnaire il est proposé de classer la population enquêtée dans les catégories suivantes :

[50]

- Pop. âgée de moins de trente ans.
- Pop. âgée de 31 à 45 ans.
- Pop. de 46 ans à la retraite.
- Pop. retraitée.

On peut formuler ainsi le problème qui apparaît alors : « le principe de classement choisi A (classes d'âge) ne peut être à la fois lui-même et son contraire B (activité/non-activité professionnelle) ».

3. Le principe de causalité selon lequel « tout fait a une cause » et « les mêmes causes produisent les mêmes effets toutes choses égales par ailleurs ».

Nous aurions pu examiner les problèmes que pose l'application de ce principe aux sciences sociales, mais ce n'est pas nécessaire à notre propos. Nous voulons simplement marquer notre position dans le débat épistémologique actuel : ceux qui prétendent qu'un tel principe est dépassé se trompent. Ce qui fait vraiment problème c'est leur application à certains champs, à cause des spécificités de leur objet. Citons trois de ces spécificités dans les sciences sociales :

- a) La nature de cet objet, c'est le social comme réalité dynamique non reproductible et difficilement vérifiable.
- b) La position paradoxale de l'observateur par rapport à l'objet puisqu'il est toujours présent dans son champ d'observation. Position qui n'est dépassable ni par l'objectivisme (négation de l'implication du sujet dans son champ d'observation), ni par le subjectivisme (qui nie la nécessité de la distanciation).
- c) L'explication des phénomènes observés se fait dans le social lui-même, excluant par exemple les causalités de type physique (théorie des climats),

ou bien de type moral (théorie de la perversion), ou bien encore théologiques (théorie charismatique...).

La ligne de partage qui sépare les sciences sociales de ce qui n'en est pas traversée en fait les disciplines académiques que nous avons citées. Cela ne signifie d'ailleurs [51] nullement que le classement soit toujours aisé, ou qu'il corresponde à une frontière de valeurs éthiques.

Une géographie physique peut être tout à fait scientifique sans appartenir au champ que nous venons de définir. De même, il est philosophiquement tout à fait légitime de rechercher le sens des faits observés dans l'inconscient individuel (plus ou moins assaisonné de philosophie de l'histoire ou d'astrologie ...) mais cela n'a rien à voir avec les sciences sociales et il vaut mieux que cela soit clair.

Logiques d'action en matière de développement

L'action de développement - comme toute autre action collective - pourrait être rendue plus compréhensible, plus intelligible si on l'analysait, c'est-à-dire si on en « dévoilait » les règles implicites. La formule est d'ailleurs impropre, ces règles logiques n'étant pas posées comme l'essence des choses qui existeraient sous les phénomènes apparents. Elles ne sont là que comme échafaudages instrumentaux pour permettre de mieux comprendre le processus étudié. Ainsi peut-on saisir ce qui apparaît incohérent sans faire appel à d'autre principe d'explication que le social lui-même.

Si l'adoption de la traction animale a échoué à tel endroit malgré l'avantage évident que chacun devait en tirer (les paysans, l'État, les autres agents économiques), ce ne peut pas être à cause de l'indélicatesse de telle catégorie d'acteurs. Une telle hypothèse est irrecevable dans les sciences sociales. En effet celle-ci :

- permettent de rapprocher des comportements et des événements hors de toute contiguïté géographique ou culturelle ;

- permettent de déceler l'importance de certaines ruptures, de certaines contradictions internes à un processus de développement apparemment cohérent et homogène, etc.

[52]

Il s'agit de fournir des schémas explicatifs par rapport à des pratiques sociales dont on postule qu'elles ne sont ni aléatoires, ni régies par le libre arbitre individuel, ni réductibles à une seule logique. C'est dire que les logiques d'action de développement ne peuvent jamais coïncider avec l'argumentaire des promoteurs, appelé « projet ».

Ce document ne constitue pour le chercheur qu'un matériau qui ne renseigne qu'indirectement sur les logiques en oeuvre. Il n'a qu'un statut de corpus argumentaire concernant l'un des groupes d'acteurs, dont on va se servir pour inférer les logiques sous-jacentes.

Par ailleurs parler d'action c'est parler des pratiques sociales comme objet et les considérer comme processus identifiés. Cela pose le problème délicat de leur double clôture, dans le temps et dans l'espace. Il faut insister sur le fait que ces deux clôtures sont arbitraires.

Lorsque l'on décide d'étudier une opération de développement, il n'y a pas de réponse absolue aux questions suivantes : quand a démarré cette action ? Quels sont les acteurs qu'il faut inclure dans l'étude et quels sont ceux qu'on peut exclure ? Quelles limites géographiques faut-il donner à l'étude des échanges de biens et de symboles ?

La constitution du social en objet rend nécessaire sa clôture, c'est-à-dire l'isolation arbitraire d'un segment d'espace et de temps pris dans un continuum.

Mesure arbitraire, certes, mais dont on ne sait pas se passer et qui conditionne grandement la suite des opérations : « cadrer trop large » par exemple, c'est risquer une analyse superficielle dont le liant sera emprunté aux stéréotypes idéologiques plus qu'à l'observation...

Arrêtons-nous un instant à la notion *d'action représentée*. Cette expression renvoie à la notion de représentation sociale sur laquelle nous avons travaillé par

ailleurs ⁸. Elle recouvre les processus cognitifs et les images mentales en tant qu'elles sont partagées par un certain nombre d'individus. Cet aspect collectif des représentations oblige à se demander pourquoi elles sont partagées. Parler de représentations sociales, ce n'est donc pas [53] seulement constater empiriquement le partage, c'est en rendre compte par des processus *sociaux*. Ces représentations sont posées comme sensibles à des déterminants sociaux, comme produites par du social. Elles sont aussi posées comme ayant des effets sur le social : on ne partage pas impunément les mêmes représentations. Au cœur des processus sociaux, ces représentations constituent des enjeux symboliques majeurs.

L'action constitue un des thèmes possibles de ces représentations sociales. Nous utilisons ici le terme dans un sens non spécialisé ⁹ : ce pourquoi un ensemble d'individus réalise une intention, un projet.

Parler d'action représentée c'est donc se référer à la manière dont est pensé ce « faire » social, en particulier lorsqu'il n'est encore qu'une projection dans l'avenir, que l'on nomme « projet » ; l'importance de ces projections étant primordiale dans les actions volontaristes de type « projet de développement ».

L'expression « action représentée » désigne à la fois les images qui servent de matériaux à la construction de ces « projets » - projets de développement en particulier - et les processus cognitifs qui les organisent.

Il y a interaction entre processus d'action et mode de penser ; une des applications de ce principe aux actions de développement c'est la nécessité du consensus préalable. Cela signifie que le processus d'action est fortement déterminé par l'existence d'un ensemble cohérent de représentations partagées par l'ensemble des protagonistes sur le projet envisagé ; ce consensus, bien évidemment, est socialement construit.

La réussite d'une opération est liée à la force de ce consensus et c'est d'abord sur lui que l'on va agir pour préparer un groupe à l'action, en renforçant, voire en construisant carrément, un schéma positif de l'action. La vie politique, la publicité

⁸ Voir en particulier P. BOIRAL et J.-P. BROUAT, *Les représentations collectives sur les handicapés mentaux*, à paraître, CTNERHI, Paris, 1985.

⁹ Qui s'oppose en particulier à la définition large qu'en donnent certains sociologues de l'action. Cf. en particulier Guy ROCHER, *L'action sociale*.

nous fournis tous les jours la preuve de l'efficacité de ce travail sur les représentations. Par quels processus obtient-on une telle schématisation ?

- D'abord par effet de simplification, c'est-à-dire [54] par réduction du projet à une ossature qui peut être perçue comme faisant un tout.
- Ensuite par la légitimation de cet énoncé et l'illégitimation de tous les énoncés non compatibles. Le procédé le plus fréquemment utilisé pour légitimer un schéma d'action est la naturalisation.

Par exemple, si on arrive à faire admettre à l'ensemble des partenaires que telle opération est porteuse de progrès économique, de progrès culturel et que, par ailleurs, elle accroît les chances de chacun de mieux réussir, on obtiendra ce que nous avons appelé la naturalisation du processus. Dans ce cas, il ne sera plus légitime pour personne de douter de l'opération envisagée.

Ce qu'on appelle « projet de développement » constitue le plus souvent ce schéma univoque qui tend à montrer aux différents partenaires qu'en acceptant de transformer leurs manières de produire, leurs manières de vivre et leurs manières de penser, ils s'inscrivent dans un schéma de progrès linéaire qui est pour eux le plus avantageux, voire le seul possible, et que s'ils ne s'y inscrivaient pas ils auraient à subir un certain nombre de conséquences néfastes. La plupart des projets de développement ne proposent qu'une seule voie pour le progrès et fonctionnent sur la naturalisation de choix arbitraires. L'appel aux arguments scientifiques occulte l'arbitraire de ces choix.

Ce schéma d'action représentée indique de manière normative ce que chacun doit faire à la place qu'il doit occuper. Il est donc le reflet des rapports de force entre acteurs sociaux et la maîtrise de sa construction constitue un enjeu central dans le système social.

La mise en place d'un tel schéma de pensée obéit finalement à quelques règles, qui ne sont pas nécessairement d'un niveau homogène et que l'on peut énoncer ainsi :

1. Règle de compatibilité. Le schéma d'action doit réutiliser les schémas culturels en place et les mécanismes de pensée disponibles. En tous cas il ne doit pas y avoir incompatibilité entre son contenu et la culture sur laquelle il vient se greffer. Le problème se pose fréquemment, lors de la confection de projets, de vérifier que tel [55] ou tel élément ne heurte pas un interdit (religieux par exemple) qui risquerait de rendre inefficace l'ensemble de l'opération. Notons cependant que le problème de la compatibilité entre les croyances propres à la culture des développeurs et les modèles de développement est rarement étudié par les chercheurs.

2. Règle d'ancrage. Elle marque la nécessité de situer l'action dans le temps. Chacun doit raccrocher le projet à l'image qu'il se fait de l'histoire de son groupe social et de sa propre trajectoire, en sorte qu'il puisse se projeter positivement dans l'avenir dessiné par ce projet. L'expertise scientifique vient ici renforcer la crédibilité de tel ou tel aspect du schéma, lui donner la caution des idéologies ambiantes en sorte qu'il apparaisse comme positif à des groupes sociaux porteurs d'intérêts divergents.

3. Règle de totalité. Le projet de développement doit être perçu comme un schéma global synthétique, dont l'économie apparaisse clairement au public. D'où la nécessité d'éliminer tout relief pouvant parasiter la perception de son unité, en particulier les incertitudes, les risques d'échecs, liés à des variables non maîtrisables.

4. Règle de faisabilité. Pour que chacun s'engage dans l'action, il est nécessaire qu'il se représente le schéma opératoire comme étant réalisable à son propre niveau, qu'il appréhende les différentes phases et que son rôle dans le processus lui apparaisse positif. On a donc intérêt, à ce niveau-là aussi, à gommer les incertitudes, les difficultés liées à des aléas non maîtrisables par les développeurs (climatiques par exemple).

On le voit, ces règles d'énonciation permettent de créer et de diffuser une vision consensuelle de l'avenir. Celui-ci ne dépendrait pour sa réussite que de l'en-

gagement volontaire des populations visées. On est ici dans le domaine des usages sociaux du mythe. Simplement, ici, le mythe inclut des rationalités de type technique et scientifique.

[56]

Logiques de recherche en sciences sociales

Si nous abordons les logiques de recherche après les logiques d'action, c'est pour marquer que la recherche constitue une des formes de l'action, l'une de ses modalités. En effet, la recherche n'échappe absolument pas à ce que nous venons d'énoncer. Ses logiques mériteraient donc la même attention critique que celle que les sciences sociales exercent sur d'autres types d'action.

Comme variété d'action, elle est socialement déterminée, porteuse d'enjeux économiques et symboliques autour desquels se disputent des acteurs sociaux, en l'occurrence d'abord les chercheurs.

D'une certaine manière l'activité de recherche en sciences sociales est la résultante de stratégies sociales ; toute la question est de savoir si son produit n'est que cela ou s'il apporte de la connaissance en plus. En effet le caractère non reproductible du social, l'impossibilité d'établir le caractère constant des régularités observées, l'impossibilité qu'il y a à administrer la preuve de l'existence de règles, de lois, tout cela a pour conséquence que les informations qu'elle produit sont toujours entachées d'incertitude, qu'il y a toujours doute sur leur nature.

Les sciences sociales ne seraient-elles que le reflet des manières de penser d'une catégorie sociale à un moment donné de l'histoire, pure idéologie emballée à la manière d'un savoir ? Nous ne reprendrons pas ici la discussion générale amorcée au paragraphe précédent au sujet du terme de « sciences sociales ». Il faut admettre que la seule issue au débat est l'examen du produit pour tenter de faire le partage entre connaissances et mystification idéologique.

Nous aborderons ici les spécificités ou, si l'on préfère, les conditions qui rendent valides d'un point de vue épistémologique les informations qu'elle peut apporter.

La recherche se distingue, à l'évidence, d'autres formes d'action par sa finalité, par l'aspect très codifié de ses procédures, etc. Il est inutile d'insister sur ce point. Mais elle se distingue aussi, et cela mérite qu'on s'y arrête, de l'investigation vulgaire ¹⁰.

[57]

Pour faire face aux situations de la vie quotidienne, nous tentons de mobiliser tous les moyens d'investigations disponibles, aussi irrationnels qu'ils soient, au moment opportun. Ce qui compte c'est le résultat et, *in fine*, nous ne savons souvent pas à quoi l'attribuer.

Au contraire dans l'investigation en sciences sociales, on est d'abord contraint par la démarche choisie et non par « l'obligation de résultat ».

Prenons l'exemple de la formation permanente en entreprise. Si un chef d'entreprise estime nécessaire (quelles qu'en soient les raisons) de susciter le départ de tous les OS en stage de formation permanente, il va déployer une « stratégie », explicite ou non formulée, et chacun s'accordera à considérer qu'il a réussi lorsque cette catégorie de personnel aura effectué la formation, à supposer que les données soient restées stables du début à la fin.

Face au même problème le chercheur va proposer simplement une démarche, une manière de poser tel ou tel aspect du problème « départ en formation permanente de cette catégorie d'employés ». Le temps qui lui sera nécessaire pour y comprendre quelque chose ne cadrera certainement pas avec les impératifs de production du chef d'entreprise. Au mieux il aura éclairé une partie du problème sous un certain angle.

Quelle est la démarche du chercheur ?

Il décompose l'objet et ne rend compte que de facettes de celui-ci. Si un ethnologue travaille sur les Touareg Kel Gress, il commencera par les étudier sous un certain angle (l'habitat ou la langue ou la production...) sans prétendre rendre compte globalement de la culture ou de l'organisation sociale des Touaregs.

¹⁰ De vulgus : « commun des hommes », cette expression n'a bien sûr, rien de péjoratif ni de provocateur...

La reconstruction de l'objet sera une entreprise ultérieure, excitante pour l'esprit, mais considérée comme risquée et, en tout cas, partielle et jamais totalement terminée.

Par cette observation rationnelle et minutieuse, il recherchera des « effets de distanciation ». On peut à ce niveau utiliser la métaphore de l'accommodation optique pour expliquer ce principe : le microscope est un instrument qui permet de voir autre chose que ce que nos yeux nous permettent d'observer naturellement (idem pour le [58] télescope). Il s'agit toujours pour le chercheur d'obtenir ainsi la « bonne distance » par rapport à son sujet, en sorte de l'apercevoir autrement que sous ses apparences vulgaires. Il se sert pour cela de procédures artificielles nécessitant éventuellement des outillages particuliers.

Ces procédures artificielles seront ici les méthodes, et les outils ce seront les techniques des sciences sociales. Trouver la bonne distance c'est se rapprocher ou s'éloigner de l'objet en sorte de voir autre chose que ce que chacun peut voir naturellement. Ce travail de distanciation est donc une quête permanente d'une position différente pour réfracter des aspects méconnus, mal connus, du réel.

Les sciences sociales se heurtent à des difficultés d'observation liées à la fluidité, à l'instabilité de leur objet, mais aussi et surtout à la position de celui qui observe, toujours présent dans le champ de son observation ; ce qui fait du problème de la distanciation le point crucial des sciences sociales.

Cette présence du chercheur dans son champ d'observation implique que sa manière de poser le problème est toujours, au moins en partie, le reflet de sa propre position sociale et qu'il n'existe pas de regard a-historique, a-social, pas plus que des sciences sociales a-historiques, a-sociales. Les connaissances cumulées depuis l'origine des sciences sociales mêlent intimement les préjugés idéologiques et les connaissances objectives.

Pour passer des questions vulgaires aux questions scientifiques, le chercheur réalise une première opération de réduction de leur amplitude, et de reformulation de celles-ci sous un angle qui facilite l'observation. Il y a donc tout un travail d'éclairage, de focalisation qui entraîne un déplacement des problèmes. Une telle dérive ne sera pas sans effet sur l'élaboration finale du produit. Qu'il s'agisse d'un travail descriptif ou d'un travail explicatif, le chercheur ne peut alors éviter de

construire du sens, c'est-à-dire de donner une certaine intelligibilité des réalités sociales.

Cette dérive ne constitue pas nécessairement, comme on le prétend parfois, une faiblesse des sciences sociales ou du chercheur. Elle est inévitable et ne remet pas en cause leur utilité. Simplement elle rend plus complexe le [59] rapport de la recherche à l'action, elle est source de malentendus sur la nature de l'aide que les sciences sociales peuvent apporter et sur les modalités de cette aide. Il est des partenaires qui fournissent avec les questions les indications plus ou moins codées sur ce qu'ils veulent trouver. En retour ils ne peuvent recevoir des chercheurs que l'écho de leurs a priori, c'est-à-dire pas grand chose.

D'autres partenaires laissent aux chercheurs la liberté de problématiser à leur guise les questions qu'ils ont posées. Mais, ensuite, ils sont décontenancés par le décalage qui existe entre les réponses des chercheurs et les difficultés qui sont à l'origine de cette expertise...

Dialogue difficile, donc, qui nécessite une capacité du chercheur à analyser la demande et, de la part du décideur, une représentation claire de ce que sont les sciences sociales, de ce qu'elles peuvent lui apporter et une capacité à commercer avec elles.

Nous allons aborder, dans le paragraphe qui suit, le problème des rapports institués entre ces deux pôles en tentant d'esquisser une typologie de ces rapports.

Développeurs/chercheurs : quatre modèles de rapports

Nous avons dit plus haut que la recherche était une forme d'action. Il faut ajouter à cela qu'aucune recherche n'est réellement autonome. Il est possible d'observer qu'il y a un amont et un aval pour chacune. En ce sens la recherche constitue toujours une phase intermédiaire dans un processus d'action.

Si cette dépendance de la recherche par rapport à ce qui se situe en amont d'elle (le commanditaire en particulier) mérite d'être soulignée, c'est parce qu'elle est, plus facilement que d'autres, occultée par les chercheurs et surtout parce qu'elle influe de manière parfois décisive sur la démarche et donc sur la qualité des résultats. Certes il faudrait nuancer. La marge de manœuvre varie d'une commande à

l'autre mais, en tous cas, il faut rappeler qu'en la matière il n'y a pas de recherche gratuite.

[60]

De même en aval de la recherche il y a toujours une série d'effets ; l'activité de recherche s'inscrit toujours dans le social. Il s'agit parfois d'effets directs repérables, voulus, en particulier lorsqu'il s'agit d'expertises en vue d'une décision, mais surtout d'effets indirects, non maîtrisés, qui sont toujours en œuvre.

Un autre type de repérage touche au positionnement des deux dispositifs (recherche et action) l'un par rapport à l'autre. L'observation empirique permet de proposer 4 modèles que nous allons présenter rapidement.

Ce modèle est le plus courant actuellement. Il est caractérisé par la distance qui sépare A et R. Distance qui s'explique par les représentations qu'ont les chercheurs sur les acteurs de terrain et réciproquement.

Ces représentations différentes correspondent à des clivages culturels et sociaux : le chercheur se méfie de l'engagement dans l'action et les décideurs doutent de l'utilité des sciences sociales.

Certes il existe en France une politique incitative à la recherche qui prend, par exemple, la forme « d'appels d'offres d'études » émis par des administrations centrales, normalement finalisés par de la décision (ou orientation) politique. En fait l'étanchéité des différents systèmes et sous-systèmes fait que ces expertises restent souvent lettres mortes, sans applications.

Il y a la même étanchéité lorsque le système d'action se situe au niveau du travail social. Les institutions de recherche (CNRS, Université ...) vont bien produire une expertise sur les « problèmes sociaux » mais la cloison qui sépare A et R est infranchissable. Les effets de l'expertise vont parvenir avec retard et fortement médiatisés (par le vecteur législatif par exemple ou bien tout simplement par la presse qui contribue à la dérive des modes sur « les problèmes de sociétés »...).

[61]

Ni l'incitation des travailleurs sociaux à la recherche ni l'empressement des universitaires à aller sur le terrain ne peuvent combler la distance qui sépare A et R.

Ce deuxième modèle résout la coupure entre les deux systèmes par une solution d'inclusion, la seule possible en vérité : R est un élément de A.

Dans ce cas les responsables de l'action poussent au maximum une domination déjà inscrite en filigrane. (R est une phase d'un processus d'action plus vaste.) Ainsi pense-t-on parvenir à instrumentaliser une branche de connaissance jusqu'à rarement domestiquée par l'action. Cela marque une certaine reconnaissance de A (dirigeants, administrateurs, techniciens, gestionnaires...) à l'égard de R.

Nous ne discuterons pas de l'intérêt général de ce modèle. Nous poserons simplement quelques problèmes qu'il fait apparaître du point de vue de la recherche.

D'abord celui de la position de l'expert, doublement pris dans son objet ; à sa présence en tant que sujet observant s'ajoute sa présence en tant qu'acteur « institutionnel » (au double sens du terme).

Position qui peut être, d'un point de vue éthique et d'un point de vue « opérationnel », tout à fait légitime et efficace. Pourquoi n'y aurait-il pas des hommes d'action qui aient une formation en sciences sociales et une expérience de la recherche ?

- position qui pose problème du point de vue de la recherche : n'y a-t-il pas un seuil d'engagement dans son objet au-delà duquel le regard n'a plus rien de scientifique ? Lorsqu'un médecin envoie quelqu'un de sa propre famille consulter un confrère, il marque une limite existentielle à la position clinique.

De même lorsque la recherche est intégrée, comme [62] dans le présent modèle, les conditions minimum de distanciation nécessaires à la production de connaissances ne semblent pas remplies.

Un deuxième problème c'est celui de l'articulation de l'expertise sciences sociales aux autres expertises et donc du modèle global d'expertise qui est en œuvre dans un système d'action donnée. Les problématiques des différentes sciences ne s'additionnent pas ; les points de vue se chevauchent partiellement, laissant inversement dans l'ombre certains aspects de réalités, etc. Le modèle additif ne peut donc fonctionner contrairement aux présupposés des uns et des autres.

En fait il y a des rapports hiérarchiques qui s'établissent nécessairement entre les diverses sciences mobilisées. D'un point de vue épistémologique (en mettant entre parenthèse les rapports de force entre professions), peut-on imaginer les sciences sociales comme *éléments* d'un système d'expertise hiérarchisé à ossature agronomique et économique ?

La question mérite au moins d'être posée.

MODÈLE N° 3

Ce modèle représente la tentative la plus radicale de résoudre le problème de la distance entre R et A, puisqu'on tente de superposer un espace à l'autre.

L'univers du développement comme celui du travail social ont servi de terrains d'expérimentation à ces tentatives, présentées sous des appellations diverses : « action-recherche » « recherche-développement », etc. En un mot, il s'agit de faire du développeur un développeur-chercheur et du chercheur un chercheur-développeur...

Dépassement des contradictions propres à l'indépendance radicale du modèle n° 1, à la dépendance de R dans le 2e modèle, ou bien mise en scène d'une double illusion ?

Le modèle de la superposition, de l'indifférenciation des rôles, va pénétrer en Europe rapidement dans les [63] années soixante-dix ; il fait figure, encore aujourd'hui, de nouveauté.

Curieux succès pour un « objet rétro », en fait mis sur le marché US lors de la Première Guerre mondiale. Avançons trois raisons à ce succès :

- L'échec du positivisme à expliquer le social, qui va favoriser le retour au « vécu » et à l'existential comme dimensions centrales du social et aussi le déplacement corollaire des problématiques explicatives sur le social.

- Cet échec réactive par ailleurs une vieille querelle (cf. l'œuvre de Marx) sur la possibilité même de faire du social un objet de connaissance et donc sur la prétention « abusive » des disciplines humaines à se réclamer de la science.

- Enfin la domination de rapports d'ignorance ou d'extériorité totale (correspondant à notre 1^{er} modèle) entre R et A finit par créer un inconfort grandissant chez les acteurs qui se situent de part et d'autre du clivage.

Dans cette triple crise chacun rêve à un autre type de rapports R/A et l'action-recherche va apparaître comme solution magique.

Le succès du courant tient au caractère syncrétique de sa « théorie » qui réussit à amalgamer des éléments d'idéologies dominantes dans la classe intellectuelle :

- Ceux empruntés au marxisme (dont les traces apparaissent dans l'usage récurrent de termes tels que contradiction, dialectique, pouvoir, classes, etc.)¹¹.

- La psychosociologie américaine qui permet de passer d'une dimension politique à une dimension inter-individuelle et à se centrer sur le groupe. Privilégier ce niveau c'est répondre aux attentes des gens de terrain quant à la recherche d'une légitimation scientifique de leur rôle d'animation de groupe.

- La psychanalyse s'ajoute le plus souvent comme niveau explicatif le plus profond : « désir », « inconscient », etc., servant à expliquer les faits sociaux. Au fond du social, il y a donc l'individu ou, plus exactement, la partie inconnue, magique, de celui-ci, celle qui chatouille le plus « l'imaginaire collectif ».

[64]

Cet étrange assemblage à toutes les apparences d'une théorie cohérente qui permettrait de répondre à des problèmes existentiels, épistémologiques, politiques. Il attire ceux qui sont en mal d'idéologie totale, les professionnels de l'action les plus coincés dans des positions intenable, à la manière des sectes religieuses vis-à-vis d'autres couches de population.

¹¹ Cf. par exemple, les écoles de socio-analyse de Gérard MENDEL.

Pour les travailleurs sociaux, par exemple, ce syncrétisme est venu miraculeusement combler le vide créé dans leur idéologie par l'effondrement des modèles charitables d'intervention.

Du point de vue de la recherche il n'a d'autre intérêt que de marquer - si on peut dire - le degré zéro de la recherche. L'exploration de cette voie sans issues était certainement inévitable et elle a contribué en cela à faire avancer les débats épistémologiques.

MODÈLE N° 4

Dans ce modèle R et A constituent des systèmes indépendants mais partiellement sécants. Il s'agit d'une situation dans laquelle il est décidé - contractuellement - de créer un espace commun autour de questions que se posent A.

On pourrait appeler ce 4e modèle « modèle contractuel », en ce sens qu'il préserve l'identité des deux systèmes R et D et que son existence tient au contrat passé entre eux.

Le cadre général du contrat, c'est la création d'un espace commun, sécant aux deux systèmes et qui est l'expression des intérêts communs. La création d'un tel espace suppose donc que R considère comme nécessaire le travail avec le terrain et que A considère comme utile l'éclairage des sciences sociales.

Ce commerce, et d'abord le consensus préalable à sa [65] mise en œuvre, nécessite une connaissance réciproque des logiques de l'autre ; toute sensibilisation qui va dans ce sens est la bienvenue.

Le problème de l'apprentissage des cultures réciproques n'est pas simple. Il oblige à s'interroger sur les formations, en particulier celle des différents techniciens qui interviennent dans les opérations de développement. En effet, la teinture socio-ethnologique donnée n'est que rarement orientée sur des objectifs clairs et précis :

- Avoir une capacité de lecture minimum du code des sciences sociales.
- Avoir une capacité à négocier la formulation des questions lors d'une phase préalable de recherche.
- Avoir la capacité à opérationnaliser des résultats, etc.

Ce modèle est, nous l'avons laissé deviner, celui dans lequel nous nous inscrivons, après avoir, comme tout un chacun, erré au gré des modes. Il méritait un plus long développement mais ce n'est peut-être pas le lieu, l'objectif étant ici de tracer en pointillés quelques repères, quelques pistes, qui sont à approfondir. Nous laisserons donc ce modèle en guise de conclusion ; les choses en sont là et il s'agissait simplement de dresser un état des lieux.

Au début de ce chapitre nous avons posé un certain nombre de questions sur les rapports entre chercheurs et développeurs. Elles tournaient essentiellement sur la valeur d'usage des sciences sociales. Nous pouvons les examiner maintenant en regard de ce que nous venons de développer.

1. Tout d'abord à la question théorique de la capacité des sciences sociales à rendre compte de « faits sociaux », nous avons répondu positivement. Certes elles peuvent aider à comprendre le social, mais cette capacité est limitée et nécessite le respect de certaines conditions :

- Pour qu'un discours se réclamant des sciences sociales soit autre chose que le reflet idéologique d'une époque, il doit se soumettre aux exigences de principes rationnels sans le secours de l'expérimentation qui tient lieu de garde-fou dans d'autres sciences.

- Beaucoup de domaines sont peu ou pas explorés par les sciences sociales. Cela n'empêche pas les discours à leur sujet qui usurpent alors leur légitimité scientifique.

Il faut en effet rappeler qu'il s'agit de sciences balbutiantes, où l'on parvient mal à cumuler les acquis. Chacun bricole dans son coin avec plus ou moins de bonheur et le génie rhétorique supplée souvent à l'insuffisance de l'observation pour imposer une idée, une « découverte », ce qui explique la fragilité de beaucoup de constructions théoriques.

2. A un autre niveau, nous posons le problème du rapport du chercheur au terrain : est-il à même de voir, d'écouter les « problématiques » (les manières de poser les problèmes) des gens d'action ? N'est-il pas poussé - sous prétexte de nécessité épistémologique - à retrouver ses propres préoccupations, ses propres obsessions, derrière les problèmes des autres ?

Est-il à même, demandions-nous également, de « répondre dans les temps ? »

Certes il ne peut se plier à la frénésie de l'urgence mais la traduction des problèmes sociaux dans un autre rythme - celui de ses publications académiques, de ses « devoirs » rituels à l'égard de sa profession - ne modèle-t-elle pas l'objet qu'il observe aux dimensions de sa culture ?

Tout dans la situation du chercheur le pousse au conformisme culturel de son milieu. La recherche correspond à un univers corporatif fermé qui n'a pas de nécessité à commercer avec autrui pour exister.

Rêver d'amorcer des rapports féconds recherche/ action, c'est contrevenir aux règles d'exercices de ce métier. Quels en sont les points-clefs ? Qui est en position de déstabiliser ce système ? Qui y a intérêt ?

Finalement les limites proprement scientifiques des sciences sociales à rendre compte de l'action s'imbriquent fortement avec celles qui tiennent à l'organisation de la profession de chercheur.

[67]

Première partie
PROBLÉMATIQUES

Chapitre 3

Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique noire

par J.-P. DOZON et G. PONTIE

[Retour à la table des matières](#)

En matière de développement rural africain, un point est aujourd'hui à peu près acquis. Les projets, opérations, plans de développement qui se sont multipliés, en gros depuis les Indépendances, n'ont pas dans l'ensemble tenu leurs promesses. Les échecs sont nombreux, les réussites rares ; à l'entre-deux, des résultats médiocres et incertains, où les techniques proposées pour améliorer et transformer les politiques et structures agricoles en Afrique noire paraissent se perdre dans le dédale des sociétés locales.

Les développeurs face aux sociétés rurales et aux sciences sociales

Face à ce bilan plutôt négatif, plusieurs attitudes chez les « développeurs » semblent coexister.

1. La première consiste à reporter l'échec ou la faible réussite des opérations sur les « développés », c'est-à-dire [68] à considérer que les paysanneries ou les sociétés rurales africaines offrent des résistances, des obstacles au progrès, qu'elles sont encore largement tributaires de réalités traditionnelles, archaïques, peu capables d'innover et d'adopter des comportements économiques rationnels. Cette attitude est ancienne et s'enracine dans notre propre tradition occidentale, et en particulier coloniale, qui s'est bâtie un système de représentations où la puissance conquérante ne pouvait être qu'au sommet de l'évolution humaine et les sociétés africaines hiérarchisées en fonction de leur plus ou moins grande aptitude à suivre son exemple et à entendre ses consignes et ses injonctions. Les sciences sociales ont amplement participé à cette façon de voir les choses. Les théories évolutionnistes du XIX^e siècle issues d'anthropologues et de sociologues (ou de philosophes sociaux) ont bien souvent servi de justifications et de références idéologiques aux conquêtes et aux mises en valeur coloniales ; mais elles se sont reproduites au tournant des Indépendances avec l'irruption sur la scène mondiale des discours sur le développement et le sous-développement ; avec une note supplémentaire de systématisation opposant, selon la méthode des « idéal-types », les comportements modernes capables d'innovation et d'esprit d'entreprise aux comportements traditionnels plongés dans la répétition et le conformisme.

En outre, une certaine ethnologie a contribué à singulariser les sociétés africaines en en donnant une image d'univers pétris de symbolisme et de croyances magico-religieuses où les actes apparemment les plus triviaux et les plus quotidiens ressortissent au domaine du sacré. Si une telle image a permis de corriger les représentations peu gratifiantes véhiculées par les colonisateurs, et même de valoriser les sociétés africaines, elle a toutefois répandu l'idée que les comportements y sont avant tout culturels et traditionnels ; et même s'ils fascinent et atti-

rent par ailleurs un Occident en mal d'exotisme, ces comportements sont réputés constituer de sérieux obstacles aux transformations voulues par les développeurs.

Finalement une telle interprétation des échecs aboutit à renforcer les dispositifs du développement, à faire de ceux-ci un système plus contraignant, en encadrant [69] davantage les populations, en étant plus directif et plus sélectif ; comme si la seule leçon qui pouvait en être tirée consistait à affronter les obstacles socio-culturels et à prétendre les lever par la présence continuelle de ceux qui disent détenir les bons procédés, les bonnes techniques, la vraie rationalité agro-économique.

2. La seconde attitude est plus intéressante et plus récente. Elle traduit, sinon une autocritique, du moins une manière de lucidité quant à la manière de développer. Au lieu de reporter les échecs sur les sociétés rurales africaines, elle admet que les actions et les conceptions du développement ont largement reposé sur la non-reconnaissance de leurs réalités ; que celles-ci, notamment les structures agraires et les systèmes de production, font fréquemment obstacle aux améliorations techniques et aux innovations agricoles non point à cause de leur irrationalité ou de leur inaptitude au progrès, mais parce qu'ils sont méconnus en tant que logiques sociales, en tant que pratiques et organisations propres à chaque société. Le recours aux sciences sociales correspond à cette prise de conscience, que l'univers des « développés » n'est pas manipulable à souhait, et (sans bouleverser les impératifs globaux du développement) au besoin d'inclure dans les projets et opérations des études géographiques, socio-économiques, voire ethnologiques pour les tester avant leur mise en œuvre (études de fiabilité) ou pour les évaluer et en mesurer l'impact aux différents stades de leur réalisation (études d'accompagnement ou évaluation ex-post). Ainsi les blocages devraient être identifiés, les erreurs ou bévues corrigées et les dispositifs d'intervention en mesure de se modifier en fonction des effets qu'ils produisent sur les réalités locales.

Il convient de préciser que les sciences sociales n'ont pas attendu d'être sollicitées par le « développement » pour s'intéresser aux structures agraires et aux systèmes de production des sociétés africaines, ou pour étudier parfois les effets locaux de telle ou telle opération de développement. Sur de toutes autres bases que celles qui avaient été les leurs durant la période coloniale, et sans éluder la dimen-

sion socio-culturelle de ces sociétés, les sciences sociales, depuis une bonne vingtaine d'années, [70] ont donné davantage de poids à l'étude de leur organisation économique, de leur terroir, de leur histoire, en particulier celle qui s'est déroulée depuis les conquêtes européennes. Les sciences sociales ont ainsi donné des sociétés africaines une image à la fois plus concrète et plus positive en montrant qu'elles étaient capables de cohérence, de rationalité et de transformations internes. Ce faisant, les nombreuses monographies ethniques et villageoises ont diffusé leur savoir et rencontré les interrogations des développeurs qui ont précisément trouvé en lui la possibilité de remédier aux échecs, ou plutôt de conjuguer connaissances et actions pour une meilleure efficacité.

Bien que cette position soit incontestablement plus intéressante que la première, dans la mesure où elle se veut éclairée par les sciences sociales et acquise aux bienfaits de l'interdisciplinarité, force est de constater qu'elle ne parvient pas véritablement à atteindre son propre idéal. En effet, l'idée de convoquer différents champs du savoir, de mêler notamment sciences agronomiques et sciences sociales pour faire du développement une entreprise acceptable et comprise par les populations africaines, se déforme quelque peu au contact des pratiques et des réalités ; car les objectifs des projets de développement demeurent fondamentalement les mêmes (à savoir, grossièrement, augmenter la production et intensifier les systèmes agricoles en introduisant de nouvelles techniques et de nouveaux produits), et surtout restent pris dans un faisceau d'intérêts, nationaux et internationaux, économiques, mais aussi politiques, qui dépassent largement le cadre des sociétés locales où ils sont censés s'appliquer. Si bien que l'ordre de la connaissance est subordonné à tout un ensemble d'enjeux qui échappent à son investigation, et les sciences sociales ne participent, la plupart du temps, aux opérations de développement qu'une fois les principales décisions prises, quand elles ne servent pas simplement de caution ou de justification.

En d'autres termes, une science du développement telle que la laisse entrevoir cette seconde attitude, qui mettrait en première ligne la recherche, n'agirait qu'en connaissance de cause, et serait capable d'arrêter ou de modifier radicalement les expériences vouées à l'échec, ne [71] semble pas devoir dépasser le stade de l'activité spéculative ou théorique. Cet idéal de rationalité et d'efficacité n'est du reste pas nouveau. Avant lui certains administrateurs des colonies avaient conçu l'idée d'une « science coloniale », en l'occurrence le transfert des derniers acquis de la

science et de la technique pour mieux civiliser et mieux mettre en valeur : mais déjà à l'époque, ce type de discours était très éloigné des enjeux pratiques et, faute de pouvoir s'appliquer, n'a servi qu'à défendre l'entreprise coloniale contre ceux qui lui étaient hostiles.

3. Une troisième attitude paraît davantage tirer la leçon des échecs et critiques sur le fond des entreprises des opérations de développement. Au lieu de vouloir imposer des méthodes de rationalisation agricole, même en recourant aux sciences sociales, il faut d'abord se mettre à l'écoute des paysanneries africaines et tenter de satisfaire leurs véritables besoins. Une telle attitude semble être à la limite de l'anti-développement ; elle récusé en effet les grands projets non seulement parce qu'ils réussissent rarement, mais parce qu'ils amplifient, dans la continuité des mises en valeur coloniales, la cassure avec les structures sociales et les savoir-faire traditionnels. Ses choix vont bien plutôt vers les « techniques douces », vers les « petits-projets » qui n'ont d'autre ambition que d'améliorer les conditions d'existence de telle ou telle communauté locale, en s'appuyant notamment sur ses capacités d'organisation collective. C'est pourquoi elle se détourne des organismes internationaux et des États africains généralement favorables aux grands projets, et trouve d'autres sources de financement grâce au travail associatif des ONG, offrant ainsi un modèle alternatif du développement.

Nous sommes à première vue aux antipodes de la première attitude. Et davantage que la seconde, cette dernière attitude fait sienne les critiques que les sciences sociales ont adressées depuis plusieurs années aux pratiques et conceptions courantes du développement, en particulier celles qui les désignent comme une modalité plus insidieuse de domination et d'exploitation exercée par les pays nantis et les États africains sur la population africaine.

[72]

Aussi légitime et louable (et sans doute nécessaire) soit-elle, cette conception dite alternative du développement véhicule une série de représentations concernant les sociétés rurales africaines qui paraissent souvent s'inspirer des sciences sociales, mais ne sont en fait guère conformes à leurs observations. En s'appuyant sur les situations locales, les communautés villageoises, les solidarités locales et familiales, et en se défiant des États, des organismes internationaux, de tout ce qui

pourrait obliger ces sociétés à rompre avec leurs traditions, elle donne de l'Afrique une image archaïsante et quelque peu stéréotypée. Certes à la différence de la première attitude, les savoirs et les valeurs traditionnelles sont ici valorisés, mais la procédure est formellement identique : la représentation, le cliché l'emporte sur l'analyse des faits. Comme partout les sociétés africaines sont des sociétés historiques qui ont connu, bien avant la colonisation, des transformations sociales et des changements d'ordre économique. Si depuis l'époque coloniale leur histoire a pris une tournure singulière, en étant sollicitées et souvent contraintes à fournir de la main-d'œuvre et des denrées d'exportation, elles n'en ont pas moins sauvegardé des marges d'autonomie et développé, dans le cadre d'économies marchandes, des logiques et des stratégies qui ne sont pas à proprement parler traditionnelles. Celles-ci révèlent bien plutôt des capacités d'appropriation et d'invention qui conjuguent aussi bien des formes de reproduction socio-culturelle que des processus et des phénomènes sociaux inédits (propriété privée de la terre, migrations agricoles, salariat, relations villes-campagnes, etc.). Le modèle alternatif cadre mal avec ce genre de réalités, car il ne voit pas que la plupart des sociétés rurales africaines n'évoluent pas simplement à l'échelle de communautés villageoises mais sont ensermées dans une trame bien plus large où l'on découvre l'État, la ville, de nouveaux modes de différenciations sociales, etc.

L'aide que cette conception du développement apporte aux paysanneries africaines est sans aucun doute utile ponctuellement, et en cela digne d'intérêt, mais elle ne peut aller contre la réalité et l'évolution des choses, en l'occurrence contre les dynamismes propres à ces paysanneries, [73] et être efficace sans devenir à son tour contraignante, sans imposer le repli sur les communautés villageoises et les traditions.

En définitive ces trois attitudes, malgré leurs nettes divergences, structurent ensemble le monde du développement. Mais elles le structurent de telle manière que le rapport entre « développeurs ; » et « développés » s'établit toujours sur un mode asymétrique. D'un côté, en effet, on a des sociétés africaines qui sont surinvesties de pratiques et de sens, font l'objet d'interventions et d'interprétations les plus diverses et souvent les plus contradictoires, de l'autre un monde du développement dont on ignore les modes de fonctionnement, dont on méconnaît les institutions, les croyances, les traditions, etc. De ce point de vue l'étude des logiques et stratégies paysannes dans le cadre d'opérations de développement est intéressante

à double titre. D'une part elle permet de corriger les visions quelque peu simplistes et stéréotypées que les développeurs ont des sociétés africaines. D'autre part elle conduit insensiblement à déborder ce rôle qui lui est communément assigné, à savoir celui d'éclairer ou de cautionner les développeurs, en inversant le regard par l'étude symétrique des dispositifs d'intervention eux-mêmes. Mais cette inversion ne procède pas d'un choix délibéré par lequel les sciences sociales en toute objectivité arbitreraient la partie qui se joue entre développeurs et développés ; elle émane des logiques paysannes qui accomplissent elles-mêmes le renversement de situation, en s'appropriant à leur manière les transferts technologiques, en détournant les projets de développement de leurs finalités, et en plaçant les développeurs dans une position où ils cessent d'être maîtres du jeu et sont à leur tour aménagés, utilisés et interprétés.

L'intérêt mais aussi les limites de l'étude des sociétés en « situation » de développement, l'éclairage que les sciences sociales peuvent apporter sur les logiques des différents acteurs : autant de points qui méritent peut-être quelque attention supplémentaire.

Les sociétés rurales confrontées aux opérations de développement constituent bien évidemment pour les sciences sociales un domaine de recherche privilégié, y [74] compris dans une optique fondamentaliste. Les collectifs à « développer », ou plus exactement les groupes plus ou moins antagonistes qui constituent les sociétés rurales, sont nécessairement interpellés par l'« opération », même s'ils la refusent - et lui opposent la migration par exemple - ou s'ils tentent d'en minimiser les effets. C'est dans ces périodes de crises, de changements induits par la pression extérieure, de nécessaire réadaptation à l'environnement que se dévoilent le plus nettement les logiques sociales.

Ces recherches sur « l'actualité » ne dispensent pas pour autant d'un retour au passé et d'une approche historique sérieuse des sociétés en question. C'est l'analyse sur le long terme, mettant en évidence les dynamismes internes, les adaptations successives devant les interventions extérieures - elles se sont manifestées déjà bien avant la période coloniale - les points de résistance... qui permettra de mieux comprendre les réactions actuelles. Et si l'on a souvent reproché - peut-être à juste titre - aux sciences sociales de ne pas centrer suffisamment leurs travaux sur les problèmes actuels de développement, il ne faudrait pas en conclure pour autant que les recherches qui ne seraient pas « d'actualité » ne sont d'aucune utilité.

Nombre de spécialistes d'études de fiabilité ou de suivi de projets ne s'y trompent d'ailleurs pas : ils se nourrissent de ces études apparemment « hors sujet » qui orienteront leurs recherches... Vu le peu de temps qui leur est généralement accordé pour mener leur étude, c'est un avantage non négligeable.

Les logiques paysannes

Ces différentes études, directement centrées ou non sur les sociétés en « situation de développement », ont permis d'avancer dans la connaissance des logiques paysannes. Il ne saurait évidemment être question ici de dresser un bilan exhaustif de ces acquis, mais seulement d'attirer l'attention sur certains points qui étonneront peut-être par leur banalité, mais dont les spécialistes du [75] développement ne semblent pas avoir tiré toutes les conséquences.

Une évidence : les sociétés africaines, comme toutes les sociétés humaines, sont capables de changements et d'adaptations ; les réactions aux opérations de développement l'ont montré, les chercheurs en sciences sociales le savent depuis longtemps. Cela ne veut évidemment pas dire qu'elles s'adapteront dans le sens et au rythme voulu par les développeurs. Cette notion de « rythme » en particulier est souvent sous-estimée : développeurs et développés n'avancent pas nécessairement du même pas ; toutes les sociétés et, à l'intérieur d'une même société, tous les groupes sociaux n'ont pas le même « temps de réponse » aux interventions extérieures. Sous la pression de l'État qui souhaite voir augmenter rapidement - ou du moins ne pas diminuer - entrées de devises et recettes budgétaires, ou des organismes de financement qui désireraient être rassurés par des résultats rapides, on fait souvent du développement au pas de charge. Si les résultats se font attendre, on augmente la pression, on renforce l'encadrement ou encore on modifie certains objectifs du projet - quand c'est possible ! - estimant que l'on se heurte à un refus franc et massif du monde paysan avant même qu'il ait eu le temps de s'adapter.

Le second enseignement que l'on peut tirer de l'approche des sociétés paysannes est également d'importance : les sociétés africaines ne se nourrissent pas que de symbolisme et de religieux, elles s'intéressent aussi aux biens matériels, et les individus et les groupes qui les constituent sont tout à fait capables de percevoir

l'intérêt économique qu'ils peuvent attendre d'une opération de développement. Si les planteurs du Litimé (Sud-ouest-Togo) par exemple ne font pas preuve d'un enthousiasme démesuré pour la rénovation cacaoyère, ce n'est pas du tout parce qu'ils sont incapables d'en percevoir les avantages mais peut-être bien parce qu'actuellement le vivrier est plus rémunérateur, parce que l'itinéraire technique imposé dans le cadre de la replantation du cacao n'a pas encore fait ses preuves, qu'il est gros consommateur de main-d'œuvre ou encore que les rapports de production qui se sont développés dans le cadre de l'économie [76] de plantation café-cacao depuis le début du siècle ne se transformeront pas du jour au lendemain.

Mais parler de « logique » ou de « rationalité » économique des sociétés paysannes ne signifie pas qu'il existe en la matière une rationalité universelle, que toutes les sociétés obéissent exclusivement à des motivations économiques et que l'ensemble du champ des logiques sociales est réductible aux logiques économiques. Les anthropologues ont bien montré que la sphère de l'économie est étroitement imbriquée et incorporée dans celle de la parenté, du pouvoir, du sacré... selon des modalités propres à chaque société et selon l'ancienneté et l'intensité des rapports que chacune d'elles a noués avec le monde extérieur. Mais est-ce vraiment là une particularité des sociétés africaines ? Les chercheurs en sciences sociales, y compris des économistes qui analysent les sociétés industrielles, ne le pensent pas.

Ce constat n'est pas sans conséquences. Si les méthodes d'analyse des logiques paysannes sont transférables d'une société à une autre - voire d'un continent à l'autre - si la multiplication d'études comparatives dans des zones écologiquement et culturellement différentes permet de mettre en évidence certaines constantes, on ne peut pas faire pour autant l'économie d'analyser chaque fois et concrètement comment les choses se passent. Deuxième conséquence : une analyse économique classique qui prétendrait appréhender isolément le domaine de l'économie est insuffisante, voire néfaste. On peut se demander à ce sujet si après avoir péremptoirement affirmé l'irrationalité économique des sociétés africaines, on ne tombe pas dans l'excès inverse. Certes, nombre d'économistes - micro-économistes notamment - sont depuis longtemps sensibles à l'intérêt de l'approche anthropologique, mais en est-il toujours de même de certains agro-économistes (voire agro-socio-économistes), véritables hommes-orchestre du développement qui n'ont

peut-être ni le temps, ni le goût, ni la formation nécessaire pour analyser les sociétés paysannes dans toutes leurs dimensions ?

Il convient d'insister enfin sur un troisième point qui nous paraît tout à fait fondamental : les sociétés rurales [77] ne sont pas des sociétés homogènes, cohérentes, égalitaires. Elles sont - et ont été - le lieu de conflits plus ou moins ouverts entre groupes aux intérêts antagonistes que l'opération de développement va - souvent à son insu - amplifier, peut-être réduire, en tous cas transformer, mais dont elle subira en retour les conséquences.

Face aux opérations de développement, tous les paysans ne sont pas placés dans les mêmes conditions objectives de réussite : les moyens d'accès à la terre ou à la main-d'œuvre sont très différents selon que l'on est autochtone, allochtone installé depuis longtemps, ou migrant récent, membre de tel ou tel clan, aîné, cadet... Tous ne pourront pas respecter l'itinéraire technique imposé, souvent gros consommateur de travail. On constatera pourtant que ce ne sont pas nécessairement les paysans les mieux lotis ou les plus aptes à entrer dans le schéma conçu par les développeurs qui font preuve du plus grand enthousiasme. L'adhésion au projet peut permettre en effet à certains paysans de rang social et économique inférieur d'échapper, momentanément au moins, aux pressions sociales dont ils sont victimes, quitte à subir en retour les pressions de l'encadrement. Mais plus généralement ce sont les paysans nantis, les notables, qui à terme récupéreront l'opération, la détourneront éventuellement de ses objectifs, ou la neutraliseront pour confirmer ou accroître leurs privilèges, même si l'un des buts affirmés du projet était de réduire les inégalités sociales et économiques. Il ne faut pas en conclure pour autant que des paysans placés dans les mêmes conditions objectives (disponibilité en terres et en main-d'œuvre par exemple) réagiront de façon identique. En fonction de spécialisations ethniques ou d'une appréciation différente de leurs intérêts à plus ou moins long terme, certains vont privilégier l'accumulation foncière ; d'autres profiteront du développement intensif des cultures de rentes pour accroître la production de vivrier qu'ils pourront facilement commercialiser ; d'autres encore investiront dans la scolarisation des enfants quitte à amputer de façon significative la main-d'œuvre familiale... C'est en fonction de ces différentes stratégies - elles peuvent bien sûr évoluer dans le temps - que les paysans seront amenés à accepter ou à refuser en bloc le [78] mode de développement proposé, à

ne retenir du projet qu'un des sous-objectifs qui leur paraîtrait mieux adapté à leur situation, ou encore à l'utiliser à des fins tout autres.

Ces réactions très diversifiées du monde paysan ne sont pas aberrantes, elles relèvent de logiques sous-jacentes : elles ne sont pas pour autant prévisibles. Les spécialistes en sciences humaines pourront tout au plus identifier une gamme de possibles - et encore tous ne sont pas d'accord sur ce point... Il faudra bien souvent attendre les études de suivi de projet ou d'évaluation ex-post pour identifier et analyser les manifestations concrètes des stratégies paysannes, les innovations sociales, les dérives des projets, mais aussi les pratiques des développeurs qui ont des conséquences sur les réactions du milieu rural. Il ne faut donc pas attendre des sciences sociales des certitudes et des recettes qui permettraient de réussir à coup sûr l'opération. C'est peut-être une conclusion qui n'engage pas à l'optimisme, mais a-t-on tiré au moins toutes les conséquences des quelques acquis des recherches en sciences sociales qui viennent d'être évoqués ? L'analyse de sociétés paysannes en situation de développement et permettant d'éclairer les pratiques des développeurs laisse à penser que ce n'est pas toujours le cas.

Par-delà les discours officiels sur la prise en compte des logiques paysannes et la nécessaire adaptabilité des projets, que constate-t-on en effet ? Des projets souvent monolithiques, dont la rationalité est avant tout agronomique, que l'on essaiera d'imposer avec un contrôle continu et un encadrement serré, en s'appuyant sur des visions stéréotypées de la société paysanne. Tantôt on considérera le monde rural comme une collection d'individus égaux, jouissant d'une totale liberté de manœuvre, et ayant donc les mêmes chances d'accéder au développement ; tantôt on s'appuiera sur des solidarités traditionnelles imaginaires, ou on tentera de les instaurer en créant par exemple des groupements de paysans collectivement responsables du respect de l'itinéraire technique préconisé et des remboursements de crédits ; on se déchargera par là même sur les collectifs paysans ou les communautés villageoises du soin de régler les conflits. [79] C'est le cas chez les planteurs de café-cacao du Togo, habitués pourtant, de longue date, à gérer individuellement leurs plantations et leurs revenus.

Devant la faiblesse des résultats enregistrés, ou la récupération du projet par les sociétés paysannes dans un sens qui n'était pas prévu, on ne remettra généralement pas en cause la rationalité de l'opération ou alors on sera contraint à des révisions déchirantes.

La recherche agronomique de station proposera généralement dans le cadre du projet, un matériel végétal sélectionné, à haut rendement, mais qui nécessitera le respect strict d'un itinéraire technique contraignant, ou un « paquet technologique » rationnel, cohérent, mais gros consommateur d'intrants ou du moins de force de travail : bref, le « haut de gamme ». L'opération est alors difficilement ré-adaptable aux réactions paysannes : elle devra être acceptée telle quelle sous peine de perdre tout son intérêt. On aura donc recours aux méthodes habituelles : renforcement de l'encadrement, utilisation du crédit comme forme de contrainte, éventuellement élimination des paysans « paresseux » et sélection des nouveaux venus, alors que généralement le projet était conçu pour assurer le développement harmonieux du monde paysan dans son ensemble. Le remède peut être pire que le mal : c'est autant, en effet, la façon dont le projet est administré aux populations que son contenu même qui décourage nombre de paysans. On peut dire, de ce point de vue, qu'enfermée dans sa propre logique, dans ses traditions en matière d'encadrement, d'organisation administrative... la sphère des développeurs contribuera tout autant que les paysans eux-mêmes à la dérive du projet.

Ce ne sont là que quelques éléments du débat. Les deux exemples que nous présentons plus loin, celui de la SODERIZ en Côte-d'Ivoire et de la SRCC au Togo, illustreront ces propos, mais montreront également de façon concrète que le monde du développement ne se résume pas à un face à face entre le monde paysan et les praticiens chargés d'administrer le projet sur le terrain. Sont également parties prenantes : les divers organes de financement qui ne partagent pas toujours les mêmes opinions sinon sur la philosophie du développement du moins sur [80] ses modalités d'application, et ne tiennent pas toujours compte de l'expérience acquise par les praticiens ; l'État qui a aussi son idée sur la question et peut avoir un poids déterminant, par sa politique des prix par exemple ; les commerçants qui développeront leurs propres stratégies...

[81]

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

Deuxième partie

Quelques logiques paysannes face à des opérations de développement

[Retour à la table des matières](#)

[82]

LE BASSIN ARACHIDIER AU SÉNÉGAL

[83]

Deuxième partie
**Quelques logiques paysannes
face à des opérations de développement**

Chapitre 4

Évaluation de la filière arachide au Sénégal

par Jean-Michel YUNG

[Retour à la table des matières](#)

Évaluer une opération de développement revient à analyser la confrontation entre un projet et un milieu ¹².

D'une manière schématique, toute opération de développement rural peut être considérée comme la rencontre entre un projet donné et un milieu concret appelé à lui servir de support.

Dans la pratique, il apparaît clairement que cette rencontre « projet-milieu » n'est pas aussi simple mais revêt la forme d'un processus dans lequel les deux acteurs principaux ne sont pas seuls en cause. D'autres éléments interviennent tels que les aléas climatiques et l'action de cet ensemble que Berg appelle structure incitative : les politiques de prix, le fonctionnement des structures de commercialisation, de crédit et d'approvisionnement en inputs des unités de production.

¹² Mission d'évaluation réalisée par le service des évaluations, Ministère des Relations Extérieures, Services coopération et développement, conjointement par P. THENEVIN et J.-M. YUNG.

Ce n'est qu'au prix d'un artifice de procédure que ces éléments pourraient être mis entre parenthèses. Ils constituent en effet l'environnement concret au sein duquel se réalise le projet, se déroule quotidiennement l'opération de développement rural.

[84]

D'autre part ce que l'on a coutume d'appeler de manière vague mais commode l'environnement du projet, fait intervenir d'autres acteurs dont la « présence » peut se révéler au moins aussi forte que celle du projet proprement dit.

Il paraît donc nécessaire de prendre en considération ces facteurs qui conditionnent la réalisation du projet. Ces facteurs déterminants peuvent être définis d'une part comme indépendants du milieu socio-économique (les structures de production), d'autre part comme échappant à la maîtrise directe du projet. Réintroduire le jeu de ces facteurs permet de fournir une perspective historique et un poids de réalité plus grand à l'analyse.

1. Les caractéristiques du projet

La période d'évaluation retenue pour ce projet de vulgarisation agricole sur l'ensemble du bassin arachidier, démarre en 1964, avec le début de l'opération SATEC ¹³ et se continue tout au long de l'existence de la SODEVA ¹⁴ - *structure* nationale qui a pris le relais de la SATEC. Nous considérons que le passage de l'entreprise de vulgarisation SATEC à l'entreprise de vulgarisation SODEVA ne constitue pas une coupure mais plutôt une succession qui ne signifie pas forcément répétition. La période d'évaluation s'arrête à 1980, au moment de la suppression des crédits et du programme agricole.

D'autre part, un projet constitue un ensemble de finalités, de buts, d'objectifs et de sous-objectifs hiérarchiquement articulés entre eux, à l'intérieur d'un calendrier de réalisation qui vise à modifier plus ou moins les éléments constitutifs du

¹³ SATEC. Société d'assistance technique et de coopération (société française).

¹⁴ SODEVA. Société de développement et de vulgarisation agricole (société sénégalaise).

milieu rural appelés à lui servir de support. Il dispose d'un programme de changement qui consiste dans un ensemble d'objectifs et de sous-objectifs.

[85]

La détermination des objectifs définit la ou les stratégies d'intervention : par exemple, ce qui sera appelé diffusion des thèmes légers ou diffusion des thèmes lourds. La détermination des sous-objectifs définit, de manière précise, l'ensemble des moyens tactiques propres à chaque stratégie d'intervention (par exemple, pour la diffusion des thèmes légers, l'ensemble suivant : variétés sélectionnées, modalités de semis, fumure minérale, entretiens, récoltes à maturité, ou pour la diffusion des thèmes lourds, l'ensemble labours, phosphatage, dessouchage, traction bovine, etc.).

1.1 Historique du projet

La culture arachidière au Sénégal a une longue histoire et les actions de vulgarisation et d'encadrement agricole sont aussi anciennes.

Les principaux thèmes vulgarisés antérieurement au projet, avec des succès inégaux, sont la culture attelée (accompagnée de diffusion d'équipement : semoirs, charrues, charrettes), les engrais et les semences sélectionnées.

Si dès 1935 les agents de vulgarisation pouvaient écrire : « La culture attelée est entrée dans les mœurs », si dès 1957 la diffusion des semences sélectionnées a connu un certain succès, l'évolution de la consommation d'engrais a par contre été très lente. Les thèmes de vulgarisation ont été diffusés séparément et non en tant qu'ensemble technique cohérent.

Le milieu a retenu, de manière privilégiée, les thèmes extensifs (exemple du semoir par rapport aux houes et aux charrues, qui rend possible la plus grande extension des superficies). L'adoption de ces thèmes répondait aux besoins économiques immédiatement perçus par les membres des unités de production familiales du bassin arachidier. Cette tendance se vérifie par la faible augmentation des rendements arachidiers pendant toute cette période.

En ce qui concerne le projet lui-même et son évolution, il peut faire l'objet d'une périodisation. On peut considérer quatre phases dans l'évolution du projet, chaque phase étant caractéristique d'un mode de relation entre l'opération et le milieu.

[86]

- Une première phase 1964-1968, correspondant à la période SATEC. Cette phase est caractérisée par une vulgarisation de masse s'adressant à l'ensemble des paysans et une vulgarisation passe-partout qui ne module pas ses interventions en fonction des différenciations régionales ou socio-économiques.

C'est le même paquet technologique de diffusion de cinq « thèmes légers » (utilisation de semences sélectionnées, semis en ligne à bon écartement grâce au semoir à traction animale, épandage de faibles doses de fumures minérales, utilisation de la houe attelée pour les sarclages et récolte des arachides à maturité grâce à la souleveuse.)

- Une deuxième phase, 1968-1971, commence avec le démarrage de la SO-DEVA. A côté de la vulgarisation de masse des thèmes légers qui se prolonge, apparaît une action élitiste auprès de paysans dits « de pointe » auxquels vont être diffusés des « thèmes lourds », dans le but de promouvoir une agriculture intensive (utilisation de fumure forte, labour par traction bovine).

Cette intervention différenciée produit, dans le langage opérationnel de la SODEVA, une classification du monde rural, où les paysans sont catégorisés en TL (thèmes légers) et TB (thèmes lourds). Il est intéressant de noter comment le projet construit sa typologie du monde rural, non pas à partir d'une analyse des sociétés concernées, mais à partir d'indicateurs fournis par les réactions au projet.

- La troisième phase, 1971-1975, voit apparaître une concentration régionale des interventions (liée au resserrement du budget) accompagnée d'une accentuation de l'élitisme. En Privilégiant la diffusion des thèmes lourds, le projet en vient à s'adresser de manière privilégiée aux *Borom barke*, les riches ruraux capables d'acquérir une paire de bœufs et ayant une bonne assise financière et une exploitation de taille suffisante.

On assiste à une sophistication de la classification du monde rural où la classe des TB (thèmes lourds) se spécifie en TB (traction bovine) et TBFF (traction bovine, fumure forte) qui constitue le grade supérieur.

La représentation que se fait le projet de la paysannerie revêt là un profond caractère idéologique fondé sur [87] la croyance que les thèmes lourds, valables techniquement, le sont aussi économiquement et sur la certitude que le bon exemple ne peut avoir qu'un effet de contagion.

- La quatrième phase, 1975-1979, est marquée par une évolution vers l'intégration (à partir de 1975, le ministère du Développement rural cherche à vivifier les structures d'intervention régionales et la SODEVA devient responsable de l'ensemble des actions de développement agricole), par l'apparition de projets régionaux spécifiques, par un accent mis sur l'élevage (la diffusion du thème traction bovine a donné naissance à l'apparition du développement d'un élevage de viande d'embouche, dont la SODEVA a fait un nouvel objectif qui n'était pas inscrit dans le projet initial), et enfin par la continuation de la vulgarisation élitiste.

C'est à l'issue de cette quatrième phase que s'arrête la période d'évaluation du projet mais que débute pour la SODEVA un moment de réflexion interne et d'autocritique qui annonce la période actuelle du projet. Aujourd'hui la vision techniciste et élitiste du projet, qui était commune à la SODEVA et aux organismes de financement, est largement battue en brèche.

1.2 La rationalité du projet

Le programme du projet : promotion des « thèmes légers », promotion des « thèmes lourds » et, dans sa dernière phase, promotion de l'élevage, obéit à une rationalité. Cette rationalité est essentiellement technique et liée à une cohérence agronomique des objectifs et sous-objectifs du projet qui doivent tendre à une amélioration des sols, à une diminution des temps de travail (augmentation des rendements et de la productivité) et à une sédentarisation de l'élevage bovin aboutissant à une association culture/élevage au sein des unités de production.

Cependant, certains sous-objectifs en eux-mêmes peuvent présenter du seul point de vue agronomique des dangers (cas du labour sans enfouissement, de la fumure minérale en cas de pluie insuffisante ou du dessouchage sans reboisement).

[88]

D'autre part, l'adoption sélective par les paysans de certains thèmes au détriment d'autres peut aboutir à un profond détournement du sens du projet. Plusieurs exemples tendent à montrer que la désarticulation des paquets technologiques peut aboutir :

- à un détournement radical des buts du projet,
- à une neutralisation de l'efficacité agronomique ou économique des thèmes proposés,
- à une détérioration dans certains cas de la situation des exploitants.

Dans la mesure où le programme de vulgarisation relève d'une cohérence qui n'est qu'agronomique, l'adéquation entre d'une part le programme « idéal » de vulgarisation découlant en droite ligne de la recherche et, d'autre part, les besoins (et les projets) du milieu destiné à l'appliquer ne va pas nécessairement de soi. Dans ces conditions, l'émergence de phénomènes de malentendus entre le projet et le milieu ne sont pas à exclure. L'importance de ces malentendus, par rapport aux objectifs du projet, est fonction :

- de l'ampleur de l'écart existant entre la rationalité du projet lui-même et les projets multiples des diverses unités de production, selon leur situation géographique et économique, et enfin des divers centres de décisions au sein de ces unités ;
- de la facilité à désarticuler les thèmes présentés et à aboutir ainsi à un détournement des objectifs et buts du projet.

Il existe de nombreux exemples de ce détournement par les paysans des objectifs des projets. Prenons deux exemples.

a) Le projet de développement préconise l'utilisation du semoir tracté afin d'obtenir un gain de temps par rapport au semis manuel. Ce gain de temps dans

l'esprit du projet doit rendre possible un meilleur entretien des cultures grâce à la réalisation de sarclages plus nombreux et [89] plus précoces. La réponse du milieu est la suivante : les paysans s'équipent en semoirs, réalisent le gain de temps escompté, mais utilisent cette économie de temps non pas pour améliorer les opérations d'entretien mais pour accroître les superficies qu'ils mettent en culture.

Ainsi le thème « semis attelé » a été adopté non dans l'optique d'élévation des rendements propre au projet mais dans une optique d'augmentation de la productivité du travail... Le résultat de l'adoption du thème est non une augmentation des rendements (intensification agronomique) mais une extension des superficies cultivées. Le thème du projet est « passé » - pour employer le jargon opérationnel - mais les paysans lui ont fait subir au passage un véritable détournement de sens.

b) Le projet de développement préconise le labour par charrue tractée par des bœufs, ce qui constitue, dans la zone, une indéniable innovation technique. Des crédits sont accordés pour acheter charrue et paire de bœufs : une vulgarisation est mise en place pour promouvoir « l'embouche paysanne ».

Dans l'optique du projet « l'embouche paysanne » est conçue comme une mesure d'accompagnement qui permet, au travers d'une procédure d'achat de jeunes bovins et de vente de bœufs embouchés par les paysans, de se procurer les moyens de traction nécessaire pour effectuer les labours préconisés. Réponse du milieu : les paysans ne réalisent pas - tant s'en faut - les labours escomptés, mais achètent massivement au comptant des jeunes bœufs qu'ils embouchent et revendent ensuite à bon prix, la pratique de l'embouche déborde des bovins vers les ovins.

En bref, le thème central labour n'est pas « passé » mais le thème d'accompagnement « embouche paysanne » s'est lui, au contraire, diffusé au-delà des attentes et prévisions du projet. Les paysans ont, ce faisant, réalisé un véritable renversement des buts du projet qui a abouti à détourner une opération d'intensification des cultures par la pratique du labour, en opération de développement de l'élevage paysan effectué à partir d'une réutilisation des sous-produits agricoles. Ce développement [90] de l'élevage paysan deviendra dans la quatrième phase, un objectif intégré au projet.

Les réactions du milieu aux thèmes du projet : adoption, refus ou détournement, ne sont pas arbitraires. Certains éléments expliquent ces réactions.

- L'application de certains thèmes est plus coûteuse en inputs que d'autres. Les paysans peuvent se trouver dans l'impossibilité économique de les appliquer.
- Certains thèmes sont plus exigeants en force de travail et peuvent mettre des unités de production dans l'impossibilité de les appliquer.
- La rentabilité économique de quelques thèmes pertinents au plan technique n'est pas évidente dans certaines zones pour des raisons de pluviométrie déficiente par exemple.
- L'application correcte de certains thèmes dépend de la fourniture en temps voulu et en quantité suffisante de produits de bonne qualité. Cette fourniture n'est pas toujours assurée.

Dans chaque cas, le milieu et les unités de production qui le composent vont réagir aux thèmes proposés par le projet en mettant en oeuvre une logique et une rationalité qui prennent en compte l'ensemble des contraintes (économiques, climatologiques) qui sont les leurs, et que le projet dans sa logique essentiellement technique a tendance à négliger. Or, cette application sélective détruit la cohérence d'ensemble des paquets technologiques diffusés par la vulgarisation, atténuant ou annulant ainsi l'efficacité globale du message technique ou encore détournant carrément les objectifs du projet.

Tout cela peut être expliqué par le type de rationalité du projet mais aussi, et les deux sont liés, par la faible maîtrise sur le contenu du projet que possède la société de développement.

En effet si la détermination des finalités du projet est opérée, ce qui semble normal, par rapport aux objectifs du plan, la fixation des objectifs et sous-objectifs du projet constitue le plus souvent une simple mise en forme opérationnelle des résultats de la recherche agronomique.

La vulgarisation entretient vis-à-vis de la recherche [91] une relation d'étroite dépendance, que l'on peut à la suite de l'ISRA ¹⁵, symboliser comme suit :

Dans ce graphe, entre la recherche et les paysans, la société de développement joue le rôle d'un intermédiaire dont l'initiative conceptuelle se ramène à transformer les recommandations techniques en « thèmes de vulgarisation ». Cette traduction de la recherche à l'action est d'autant moins libre que les recommandations de la recherche ont, sous leur forme dernière, un caractère opérationnel si marqué qu'elles se présentent, à des détails près, déjà comme des thèmes de vulgarisation.

Cette rationalité technique se reflète dans l'organisation pyramidale de la société de développement. Griffon écrit à ce sujet : « Cette pyramide situe au sommet des techniciens compétents, aptes à dialoguer avec les chercheurs, et place au contact des paysans des encadreurs... Dans la conception actuelle qui veut que les innovations techniques émanent des stations laboratoires, en suivant la filière : parcelle expérimentale - parcelle du producteur, il ne reste aux responsables du développement qu'à mettre au point un dispositif capable d'assurer la transmission des messages techniques présentés aux paysans » ¹⁶.

Cette double dépendance de la société de développement, vis-à-vis des organes de planification d'une part et de la recherche d'autre part, ne se trouve pas atténuée par l'élaboration d'un dispositif opérationnel de mise en place des inputs et d'évacuation des produits, car, de façon institutionnelle, ces responsabilités échappent à la société de vulgarisation.

En amont, pour les engrais, les semences, l'outillage et les pesticides, la société de développement dépend d'un système de coopérative qui doit entériner les

¹⁵ ISRA. Les leçons de l'expérience.

¹⁶ GRIFFON-SONED. « Évaluation du projet SODEVA ».

demandes [92] des paysans et qui confie leur livraison à d'autres organismes de développement (l'ONCAD ¹⁷ et maintenant la SONAR ¹⁸).

De la même façon, en aval, le système de commercialisation échappe à la société de développement. Ce système passe par des accords entre coopératives, huiliers, commerçants agréés ou SONAR.

La société en charge du projet n'exerce en fait de maîtrise réelle que sur son entreprise de persuasion.

1.3 L'environnement du projet

Nous traiterons brièvement, ici, du cadre dans lequel s'est réalisé concrètement le déroulement de l'opération. Ces conditions générales de déroulement de l'opération relèvent d'une classification très schématique entre conditions naturelles (aléas climatiques essentiellement) et conditions institutionnelles. Ces dernières constituent ce que Berg désigne sous le terme de « structure des incitations » et qu'il définit comme « tous les aspects de l'environnement de l'exploitant, qui font qu'il veut ou ne veut pas produire et vendre, par exemple les prix, le fonctionnement des circuits de commercialisation, etc.

a) *Les aléas climatiques.* En zone soudano-sahélienne, les conditions pluviométriques exercent un effet déterminant sur les niveaux de production obtenus. Prenons un exemple.

Les campagnes 71-72 et 72-73 se sont déroulées dans des conditions semblables de commercialisation et d'approvisionnement en inputs : prix de l'arachide au producteur et prix de vente de l'engrais identiques pour les deux campagnes.

Durant la campagne 71-72, la pluviométrie a été satisfaisante et la récolte d'arachide s'est élevée à 822,000 tonnes. La campagne suivante 72-73, a été marquée par une mauvaise pluviométrie et la récolte d'arachide n'a été [93] que de 428,000 tonnes. La mauvaise pluviométrie en ce cas, et pourrait-on dire elle seule,

¹⁷ ONCAD. Office national de coopération et d'assistance au développement.

¹⁸ SONAR. Société nationale pour l'approvisionnement du monde rural.

a entraîné une diminution de moitié de la récolte obtenue par rapport à une année de pluviométrie satisfaisante.

L'effet d'une mauvaise pluviométrie s'exerce aussi sur la récolte de l'année suivante car les graines récoltées en année de mauvaise pluviométrie sont souvent de qualités médiocres.

D'autre part, la succession des « bonnes » et « mauvaises » récoltes entraîne une variation de grande amplitude des conditions de vie des paysans mais aussi une modification de leur pratique productive.

Les périodes de mauvaises récoltes ont les conséquences suivantes :

- dépendance accrue des paysans vis-à-vis des commerçants par le système des prêts de vivres en période de soudure,
- baisse des commandes de matériel et d'engrais,
- mise en gage des terres (de moins en moins souvent) mais surtout du matériel auprès des commerçants par les paysans les plus pauvres,
- émigration des jeunes dépendants (les sourga) vers les villes ou les régions plus favorisées.

Il n'en reste pas moins que, dans ces régions, considérer l'aléa climatique comme un élément externe au déroulement du projet relève d'une argumentation un peu spéieuse. La prise en compte de l'aléa climatique doit être utilisée pour rendre compte d'une partie des difficultés rencontrées par l'opération mais ne saurait constituer un argument valable pour justifier le fait que le projet ne parvient pas à atteindre ses objectifs.

b) *La politique des prix.* L'examen de l'évolution du prix d'achat de l'arachide, de l'indice des prix à la consommation et du prix de l'engrais, constitue un bon révélateur de la situation du paysan dans l'économie de marché. L'évolution des termes de l'échange paysan a connu trois périodes entre 1960 et 1980.

Une première période, de 1961 à 1966, est marquée par une lente dégradation des termes de l'échange. Le [94] prix d'achat de l'arachide se maintient à 22 F, mais l'indice des prix passe de 100 à 116 en 1966.

Une deuxième période, de 1967 à 1974, est marquée par une intense dégradation du pouvoir d'achat paysan avec une baisse, les trois premières années, du prix d'achat de l'arachide de 22 à 17 F. « En 1966, 100 kg d'arachides permettaient d'acheter 47 kg de riz, 31 kg de sucre, 27 m de percale et 11 morceaux de savon. En 1974, les mêmes 100 kg d'arachides ne couvraient plus que le prix de 37 kg de riz, 16 kg de sucre, 17 m de percale et 5 morceaux de savon ».

La troisième période, 1974-1980, est marquée par un mouvement de compensation du processus de détérioration des termes de l'échange par l'augmentation du prix d'achat de l'arachide au producteur qui passe à 41,5 F dès 1974 et se maintient à ce prix même si l'indice des prix est passé de 154 en 1974 à 257 en 1979.

Il est à noter que la baisse du prix au producteur entre 67 et 70 est intervenue alors qu'un très gros effort d'équipement était demandé au paysan et a correspondu aussi à deux années de sécheresse. Tout ceci a entraîné plusieurs conséquences contradictoires qui n'allaient pas dans le sens du projet :

- d'abord un accroissement des superficies d'arachides mises en culture pour faire face à l'endettement et essayer de maintenir les revenus ;
- ensuite un repli sur les cultures vivrières ;
- enfin une baisse sensible de l'effort d'équipement et, chez certains, un désinvestissement sous la forme d'une mise en gage de leur matériel.

D'autre part, l'évolution du ratio prix d'achat de l'arachide/prix de vente de l'engrais a fortement marqué l'évolution de la consommation d'engrais et l'on constate, là encore, que la politique des prix menée à l'égard de l'engrais ne se trouvait pas du tout coordonnée avec le programme de l'opération (la dégradation de ce ratio correspond aux périodes de graves sécheresse), entraînant une remise en question de toute la cohérence technique du projet.

c) La politique céréalière. Si, à partir de la deuxième [95] période du projet, le développement des cultures céréalières (mil, sorgho, souna) constitue une des qualités du projet en visant l'autosuffisance alimentaire et la sécurisation du revenu paysan, tout n'a pas été mis en œuvre pour la réussite de ces finalités.

La paysannerie du bassin arachidier est, profondément et de longue date, impliquée dans les rapports marchands ; une extension durable des cultures céréalières

res (et non conjoncturelle comme c'est le cas après une sécheresse) ne peut être acquise que si la spéculation pratiquée, tout en gardant son caractère de culture vivrière, accède aussi au statut à part entière de culture de rente.

Pour ce faire, il a été mis en place des organismes officiels chargés des achats, ainsi que fixé un prix des céréales ; malgré cela et malgré un développement certain des surfaces céréalières, mil et sorgho restent largement des cultures d'auto-consommation.

Ce projet se heurte en effet à des mécanismes difficilement réversibles, mis en place à l'époque de l'économie de traite où les exportations d'arachides servaient à importer des brisures de riz dont la consommation s'est largement substituée en milieu urbain à celle du mil et du sorgho. Il est évident que la politique céréalière se heurte dans ces conditions à des obstacles difficilement surmontables, liés à de nouvelles habitudes alimentaires, à l'importance des intérêts en jeu et à des mécanismes économiques anciens.

d) *Le fonctionnement des structures de commercialisation, crédit et approvisionnement en inputs du monde rural.* D'une façon schématique, ces structures étaient constituées d'une part par les coopératives à la base, d'autre part par des organismes assumant de manière directe ou indirecte les tâches de commercialisation, approvisionnement, crédit et encadrement.

Avant la disparition de l'ONCAD et son remplacement par la SONAR, celui-là jouait un rôle de leader dans l'accomplissement de ces tâches, y compris de la formation et de l'encadrement des coopérateurs.

Ce système, créé au lendemain de l'indépendance, avait pour but d'émanciper les paysans des « traitants ». En fait, très vite (dès 1966) un malaise s'est fait sentir [96] tenant au fait que les coopératives n'étaient pas de véritables coopératives : le contrôle de la gestion échappait totalement aux coopérateurs, les comptes étaient une fiction (ensemble de papiers personnels aux mains des peseurs). Ces groupements incontrôlables par les paysans constituaient et constituent toujours un lieu économique stratégique dont il est évident que certains groupes ont intérêt à s'assurer le contrôle. Ceci entraîne de nombreux défauts de fonctionnement tant au niveau de la commercialisation (fausses pesées, détournements de parts sociales, paiements effectués avec retard) qu'à celui de l'équipement (suppressions arbi-

traires de commandes, non attribution de matériel et d'engrais) ou du crédit (non-remboursement des dettes par certains emprunteurs).

Ce malaise coopératif a constitué une donnée structurelle de base du monde rural sur laquelle la société de développement n'avait guère de maîtrise.

En bref, il apparaît clairement que la structure de commercialisation/crédit/approvisionnement en place depuis le début de l'opération n'a pas joué, très loin de là, le rôle incitatif qui lui était dévolu.

2. Les réactions du milieu au projet et les transformations apportées par celui-ci dans le monde rural

Nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises, aussi bien dans l'approche de la rationalité du projet qu'à propos de l'examen de l'environnement de celui-ci, un certain nombre de réactions paysannes à la diffusion des thèmes vulgarisés par le projet. Nous ne détaillerons pas dans ce chapitre l'analyse des réactions paysannes à chacun des thèmes techniques vulgarisés.

Qu'il nous soit permis de rappeler que les paysans ont opéré conformément, d'une part, aux contraintes et aux stratégies propres à leur unité de production et, d'autre part, aux conditions concrètes de déroulement de l'opération, ce que l'on pourrait appelé un « filtrage » des thèmes proposés. Cette opération de filtrage a consisté [97] dans un processus sélectif d'adoption, rejet ou adaptation des thèmes proposés qui a pu désarticuler la cohérence des paquets technologiques proposés mais qui n'a pas été sans effet par rapport à la transformation du monde rural.

La paysannerie a réinterprété un ensemble de messages techniques exclusivement agronomiques, écologiquement peu différenciés, conçus pour être mis en œuvre en année de pluviométrie normale et adressés à une exploitation agricole fictive dans un environnement économique idéal. Elle les a resitués dans un monde rural autrement plus complexe et marqué par l'aléa que ne supposait pas le programme de vulgarisation.

Globalement on peut dire que le paquet technologique « thèmes lourds » a été l'objet d'un refus et celui des « thèmes légers » d'une adhésion-adaptation. Cela ne signifie pas que le refus du paquet « thème lourd » constitue un refus de la culture intensive en tant que telle comme cela a pu être dit. Il constitue le refus d'un modèle d'intensification (où le labour occupait la place centrale) sans doute techniquement pertinent mais irréalisable dans la pratique.

Même dans le paquet technologique « thèmes lourds » l'initiative paysanne est parvenue à retirer des éléments qui lui paraissaient économiquement positifs. Cette initiative rend compte du succès relatif, grâce à l'embouche, du thème traction bovine et de son effet d'entraînement sur une politique de promotion de l'élevage mise en œuvre dans la dernière période de l'opération.

La paysannerie n'a pas refusé globalement l'innovation technologique qui lui était proposée (nous le verrons plus loin par rapport à un autre exemple, celui des engrais) mais par rapport à chaque thème elle a opéré un certain nombre de choix guidés par une rationalité plus économique que technique et prenant en compte, dans un calcul des risques courus, la complexité des situations concrètes.

L'ensemble de ces grands choix opérés par la paysannerie peuvent être résumés comme suit :

- choix d'assurer une sécurité des récoltes plutôt que de rechercher une maximisation des rendements [98] susceptibles de faire courir des risques techniques et économiques à l'unité de production ;
- choix de privilégier la recherche de la productivité du travail humain plutôt que la recherche, en toutes circonstances, de la productivité de la terre. Ceci a parfois entraîné un divorce entre l'optique intensive du programme de vulgarisation et sa mise en œuvre paysanne ;
- choix d'une application des thèmes adaptée à l'organisation dualiste des unités de production, qui consacre la séparation entre ce qui relève du collectif, placé sous la maîtrise du chef d'unité de production, et bénéficie de conditions de travail privilégiées, et ce qui relève de l'individuel (champs des femmes et des dépendants) ;

- choix d'appliquer les thèmes en les adaptant aux conditions concrètes du terrain, et de décider annuellement de leur application pratique en faisant référence à la conjoncture pluviométrique, à la conjoncture des prix, aux résultats de la campagne passée.

L'exemple de l'application du thème « engrais » illustre une partie de ces choix que nous avons déjà vus à l'oeuvre plus haut par rapport à d'autres thèmes (semer, traction bovine...). Le thème « engrais » constitue le volet intensif essentiel des thèmes légers. C'est de lui que le projet attendait une augmentation sensible des rendements. Les paysans ont adapté ce thème sans l'appliquer de façon conforme aux conseils de la vulgarisation.

À partir de 73-76 on a même assisté à un doublement de la consommation d'engrais. Les paysans sont persuadés de la pertinence technique de l'utilisation d'engrais. Mais son utilisation est commandée par un calcul économique au terme duquel ils décident si le rapport prix de l'engrais/prix de l'arachide rend intéressante ou non son utilisation.

Adhésion qui n'est pas massive, d'autre part, du fait de l'organisation dualiste des unités de production entre ce qui relève du collectif et de l'individuel. L'engrais, sauf exception, est mis de manière privilégiée sur les champs du chef de l'unité de production. Ce sont eux [99] qui polarisent la force de travail de l'unité familiale. Ce sont sur ces champs que l'engrais peut se trouver le mieux valorisé par le travail.

Cependant, ce mouvement d'adhésion est si profond que sourgas (dépendants) et femmes se procurent quand même de faibles quantités d'engrais qu'ils remboursent ensuite au chef d'unité de production ou qu'ils acquièrent sur les marchés.

Malgré cette adhésion certaine, les paysans n'ont pas suivi les conseils de la vulgarisation. Celle-ci recommandait un engraissement précoce des champs qui, selon les avis de la recherche, profite plus aux plantes qu'une fumure tardive. Les paysans dans leur grande majorité pratiquent au contraire un épandage tardif de l'engrais dans leur champ. Les raisons suivantes rendent compte de cette pratique paysanne :

- crainte, en cas de sécheresse, qu'il y ait trop d'engrais dans le sol et que l'engrais brûle la plante ;
- crainte, en cas de sécheresse, que l'engrais ait été épandu sur des portions de champ où rien ne pousse et que l'engrais qui est cher soit ainsi gaspillé ;
- crainte en épandant l'engrais trop tôt, si l'hivernage est très pluvieux, de favoriser les mauvaises herbes et de se trouver ensuite débordé par le travail de sarclage. Pour la même raison, certains paysans ne mettent pas sur les champs les doses d'engrais préconisées et pratiquent une sorte de saupoudrage.

En définitive, la non-conformité aux conseils de la vulgarisation trouve son origine dans une volonté des paysans de limiter les risques courus, en réintroduisant dans leur calcul la donnée concrète des aléas climatiques, quitte à limiter leur gain en cas d'hivernage normal.

Par rapport à l'ensemble des thèmes du projet, on retrouve dans les attitudes paysannes, qu'elles soient de refus, d'adhésion ou d'adaptation, la même logique de calcul économique des risques courus et la réintégration dans ce calcul de paramètres qui ne sont pas pris au compte par le projet dans sa rationalité technique.

[100]

En conclusion, on peut avancer que si le projet en vingt ans n'a pas réalisé ces objectifs dans le sens où lui-même les avait définis, il a cependant profondément modifié le milieu socio-économique auquel il s'adressait. Ces modifications sont d'abord d'ordre technologique ; les techniques culturelles mises en œuvre dans le bassin arachidier ont subi une transformation radicale même si cette transformation s'était déjà amorcée précédemment. La culture attelée et l'utilisation d'un matériel tracté se sont généralisées tout au long de cette période.

Ces modifications sont aussi économiques. On a assisté à un endettement productif massif des paysans par le biais de l'achat de matériel, endettement qui a impliqué un peu plus encore l'économie paysanne dans les rapports marchands.

Tout ceci a profondément modifié le rapport à la terre et au travail : extension des terres cultivées, augmentation de la productivité du travail, et a produit des

transformations sociales (modification de la division du travail entre hommes et femmes, modification des relations entre le chef et ses dépendants, etc.) Le projet a entraîné aussi la modification de certains comportements paysans, notamment la quasi-disparition de la mise en gage des terres.

Mais la diffusion de l'équipement entraînée par le projet a aussi profondément modifié les conditions de réalisation du processus de différenciation sociale dans les campagnes :

- elle a créé des bases nouvelles de différenciation entre paysans riches et paysans pauvres ;
- elle a donné à cette différenciation une rigidité plus grande que celle qui existait auparavant ;
- elle a contribué à renforcer le rôle occupé dans l'économie agricole par la couche sociale des *Borom barke*, ces paysans commerçants dont le rôle était déjà essentiel à l'époque de l'économie de traite.

L'ensemble de ces conséquences et l'analyse que l'on a pu faire des rapports entre projets et milieu ne condamnent pas pour autant l'existence du projet ; simplement [101] elles mettent en évidence la nécessité tout au long du projet d'une évaluation qui prenne en compte l'ensemble des conditions de sa réalisation et la nécessité d'une possibilité, à chaque moment de l'opération, d'une réorientation des objectifs du projet qui s'articule aux réponses données par le milieu et aux stratégies paysannes. La SODEVA a fait preuve dans la dernière période d'une capacité à ces nécessaires réorientations.

[102]

[103]

Deuxième partie
**Quelques logiques paysannes
face à des opérations de développement**

Chapitre 5

L'opération de rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaises

par G. PONTIE et Th. RUF

[Retour à la table des matières](#)

L'opération de développement que nous nous proposons d'analyser ici a pour objectif de rénover les plantations café-cacao et si possible d'en créer de nouvelles. Elle s'insère dans une zone, le sud-ouest du Togo, de dimensions relativement restreintes – 7,000 km² - mais très diversifiée, comme nous le verrons ; elle concerne une population que l'on peut évaluer à 370,000 personnes, soit 12% environ de la population totale du Togo ¹⁹.

¹⁹ L'essentiel des éléments d'analyse et des conclusions présentées ici sont le résultat d'une mission d'évaluation d'une durée d'un mois (juin 83), réalisée pour le compte du Service des Évaluations du Ministère des Relations extérieures - Coopération et Développement. Cette mission a été effectuée par G. PONTIE, Cl. RAYMOND et Th. RUF, sous la direction de J.-M. FUNEL (MRE, Service des évaluations). Elle a donné lieu à la rédaction d'un rapport, cité en bibliographie.

Ces deux cultures ont tenu et tiennent encore une place très importante dans l'économie togolaise. Elles représentaient en moyenne, pour 1959, 1960 et 1961, 62% de la valeur totale des exportations ; ce taux a considérablement baissé depuis au profit des phosphates (il est de 25% pour la période 1978-1980), mais le tonnage [104] exporté a continué d'augmenter ²⁰ ; le café et le cacao assurent encore au gouvernement togolais des recettes budgétaires non négligeables. Il ne s'agit donc pas ici d'une opération de développement destinée à améliorer les conditions d'existence de paysans marginalisés : des intérêts nationaux sont en jeu et on essaiera de les préserver.

Nous examinerons tout d'abord les méthodes de rénovations proposées et leurs implications, ainsi que le mode d'intervention de la société de développement et son évolution dans le temps en fonction des résultats acquis. Nous essaierons ensuite d'entrer dans la logique des réponses paysannes, allant de l'acceptation au refus, en passant par le détournement de l'opération à des fins autres.

1. La SRCC : un appareil monolithique issu de logiques extérieures au monde paysan

a) La mise en place institutionnelle de la SRCC

(Société de rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaises)

À la fin des années 1960, les experts tirent la sonnette d'alarme. La caféière et la cacaoyère togolaises vont devenir de moins en moins productives parce qu'elles sont déjà anciennes. A partir des premiers travaux de recherche de l'IFCC ²¹ installé à Kpalimé en 1967, et de missions diverses, le FAC ²² et le Gouvernement togolais décident en 1971 de créer une Société de développement dans le but de

²⁰ Moyenne des exportations 1959-1960-1961 : 9,770 tonnes de cacao, 2,727 t de café ; 1978-1979-1980 : 15,700 tonnes de cacao, 9,060 t de café. L'exportation cacaoyère est supérieure à la production togolaise. On doit prendre en compte en effet l'introduction frauduleuse de cacao ghanéen.

²¹ Institut français du café et du cacao devenu par la suite IRCC (Institut de recherche sur le café et le cacao).

²² Fonds d'Aide et de Coopération.

rénover les plantations par tous les moyens disponibles : conseils de cultures, programmes de [105] régénération, et surtout de replantation à partir de variétés issues principalement de Côte-d'Ivoire.

Entre 1971 et 1974, l'IFCC met au point les mélanges clonaux de robusta et choisit des hybrides de cacaoyers adaptés aux conditions bioclimatiques togolaises de l'époque. Dans le même temps, la SRCC établit ses différents services (encadrement, matériel, bâtiments et pistes, approvisionnement...). Elle diffuse les techniques de régénération avec un certain succès sur le cacao, mais sans résultat sur le café canephora *niaouli* ²³. Elle teste la replantation chez les planteurs volontaires. Vis-à-vis du monde paysan, l'encadrement a une fonction de conseil. Il observe les résultats attend la démonstration effective de la réussite technique et financière d'opérations qui supposent une importante surcharge de travail.

Or le gouvernement togolais, les bailleurs de fonds, la SRCC et l'IRCC veulent aller vite. Après plusieurs missions de fiabilité, la SRCC se voit confier un vaste programme de replantation sur 5 ans, avec financement conjoint du FAC, de la CCCE et de la BIRD. L'objectif est la replantation de 4,000 hectares de caféiers et de 4,400 hectares de cacaoyers.

Le dispositif élaboré par les fondateurs du Projet comporte trois éléments-clefs :

- *Le modèle de plantation intensif* : il est mis au point entre 1967 et 1974 par l'IFCC, dans ses stations, avec l'objectif de maximiser le rendement.
- *L'appareil de diffusion du modèle de plantation* : il comprend un service de fabrication du matériel végétal et un service d'encadrement chargé de recueillir les candidatures et de suivre les planteurs. La conception de ces services date des années 71-74. Elle est centrée sur l'idée courante dans les Projets de Développement de diffuser des thèmes techniques simples.
- *L'appareil de crédit* : il est imposé par la Banque Mondiale dans le but d'amener les planteurs à s'insérer dans une économie monétarisée d'entrepreneurs gérant le capital d'exploitation, constitué en partie par l'emprunt. Il fut justifié comme compensation aux pertes de revenus [106] dues à l'arrachage de vieilles plantations, comme vecteur de la diffusion d'intrants

²³ Variétés issues de la station de Niaouli au Bénin, d'où le terme de café niaouli.

(crédit en nature) et comme aide au recrutement de salariés agricoles journaliers au moment des pointes de travail.

b) *Les modèles de plantations*

- le modèle cacaoyer

La méthode jugée la plus performante est de repartir de zéro, c'est-à-dire :

- abattre la vieille cacaoyère,
- créer un ombrage temporaire des jeunes cacaoyers par le bananier plantain,
- utiliser un hybride d'un clone amazonien et d'un clone *amelonado* qui permet de raccourcir la période critique de l'implantation (période durant laquelle les frondaisons se rejoignent et l'auto-ombrage est assuré) et qui a un potentiel élevé de production (1 800 kg/ha en station).

Pour réussir la plantation, il est indispensable de bien l'entretenir.

Cette méthode est préférée à celle de la replantation sous vieille cacaoyère. L'IFCC considère en effet qu'il y aura concurrence entre systèmes racinaires et qu'il faut du « jugement » pour régler l'ombrage en supprimant progressivement les vieux cacaoyers. Mettant en doute la capacité des planteurs à mener cette opération délicate et estimant que les résultats seraient dans ces conditions moins satisfaisants, elle oppose cette méthode « de cultivateurs moyens » à la première dite de « très bons cultivateurs ». En supposant l'itinéraire technique bien respecté, la nouvelle plantation commencera à produire dès la cinquième année.

- le modèle caféier

La méthode de plantation adoptée est aussi radicale que celle de la cacaoyère.
Il faut :

- abattre l'ancienne plantation ou la végétation forestière,

[107]

- planter en lignes les plants issus de clones variés à haut potentiel de production (1 500 kg/ha). Ils sont soit délivrés directement par la SRCC, soit issus de pépinières villageoises ayant reçu des boutures de la SRCC ;
- épandre une certaine dose d'engrais ;
- entretenir régulièrement la plantation (sarclage, paillage ...)

On tolère la pratique d'une culture vivrière intercalaire (maïs ou riz). Si l'itinéraire technique de référence est respecté, la première production sera obtenue dès la troisième année.

c) Conséquences des méthodes choisies

- Elles nécessitent un appareil « lourd » de fabrication du matériel végétal (champs semenciers de la SRCC, pépinière villageoise).
- Elles supposent des disponibilités foncières forestières chez le planteur ou plus souvent des possibilités et la volonté d'abattre la vieille plantation.
- Elles entraînent une mobilisation en travail pendant les premières années de plantation bien supérieure à celle de la conduite des vieilles plantations.
- Elles interdisent aux planteurs la culture en intercalaire de cultures vivrières telle que le manioc, les piments, etc.
- Enfin, d'éventuelles sécheresses, dans une zone où la pluviométrie normale est limitée, entraînent un retard dans l'entrée en production, voire même l'échec de plantations.

La SRCC tire les enseignements des deux premières années (73-74) d'essais de plantation chez des paysans volontaires à qui l'on fournit gratuitement les plants de caféiers. Elle constate que 2 plantations sur 3 ont été réalisées sur d'anciennes parcelles vivrières peu aptes à la réussite de la replantation. Seulement 15% des plantations sont réalisées après abattage de la vieille caféière *niaouli*. Les volontaires n'ont replanté que 20 ares en moyenne.

[108]

L'interprétation ²⁴ que l'on pouvait donner de ce comportement était que les premiers candidats ont voulu tester le matériel végétal là où un échec aurait des conséquences minimales sur leur système de production. C'était donc la minimisation d'un risque, et la validation d'une technique dans les situations agro-écologiques peu favorables, qui permettaient aux planteurs d'adhérer aux futurs programmes.

La réponse technique de la SRCC ne s'inspire pas de cette interprétation. Elle est plus directe : il est nécessaire d'éliminer les anciennes parcelles vivrières ne convenant pas au développement des jeunes caféiers.

La réponse politique togolaise est liée à la crainte d'un retard dans l'opération de replantation : le décret de 1974 institue l'obligation de replanter les vieilles caféières *niaouli* âgées de plus de 20 ans (ou à production jugée insuffisante) en suivant les indications et le contrôle de la SRCC.

La réponse logistique de la SRCC traduit une évolution sensible de ses fonctions en tant que Société de développement : il s'agit pour le service d'encadrement de sélectionner strictement les candidatures. Des critères pédologiques élimineront les parcelles vivrières. La proximité d'une piste carrossable est jugée indispensable pour effectuer les contrôles. L'encadrement rapproché sera facilité par la formation des groupements de producteurs, si possible autour de blocs de plantations. La superficie par planteur devra se situer autour d'un demi-hectare. Ces mesures sont étendues à la replantation de la cacaoyère.

²⁴ Un travail de recherche aurait pu être mené alors pour infirmer ou non cette hypothèse.

À partir de cette connaissance finalement bien incomplète du milieu, le service d'encadrement va recevoir pour fonction essentielle d'assurer la pénétration du modèle technique élaboré dans les stations de l'IRCC : passage direct du milieu contrôlé de la recherche agronomique au milieu réel agro-écologiquement, diversifié. Cette pénétration est quantifiée par un objectif de 4 400 ha pour le cacao et 4,000 ha pour le café : cela correspond aux possibilités de fabrication du matériel [109] végétal, aux objectifs macro-économiques togolais, ainsi qu'au montant du prêt destiné à financer les crédits de plantation et le coût de l'appareil qui les gèrera : l'Unité de Crédit du Projet (UCP).

Le crédit de plantation va jouer un rôle important dans la vie du projet. Il ne s'agit pas simplement d'une fonction d'aide à la plantation, pour compenser les pertes subies après arrachage des vieilles caféières ou cacaoyères, pour fournir des moyens de production et permettre les dépenses de main-d'œuvre. Le crédit va devenir un point de passage obligé pour les planteurs d'un groupement, et l'encadrement utilisera l'échelonnement des versements pour les contraindre à bien respecter l'itinéraire technique de référence, en particulier les entretiens (4-5 nettoyaages nécessitant chacun 10 à 20 journées de travail-homme par hectare).

Ainsi, le prêt (d'un montant de 60,000 CFA/ha pour le café en 1975) est distribué en nature et en argent au cours des 3 premières années. Le remboursement s'opère dès la quatrième année, jusqu'à la neuvième. Ce rythme prêt-remboursement est calqué sur l'entrée en production des plantations constatée dans les stations de recherche, c'est-à-dire la quatrième année. Pour le café comme pour le cacao (entrée en production théorique la cinquième année) la réalité sera différente.

d) *La SRCC face aux résultats acquis*

On ne peut bien comprendre l'évolution de la SRCC et des réponses paysannes qu'en analysant précisément les séquences des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés.

L'évolution de l'action « cacaoyère » est ponctuée par cinq séquences :

- 1975-1977 : l'intervention porte sur les deux zones cacaoyères les plus denses : la région d'Agou et surtout le Litimé. Le petit nombre de candidats dans la plaine du Litimé amène la SRCC à proposer des mesures autoritaires d'abattages de vieilles plantations (à la manière du décret de 1974 pour les caféières *niaouli*), lesquelles sont acceptées par le gouvernement togolais.

[110]

- 1978-80 : les campagnes d'abattages sont mal perçues par les planteurs. Une partie des parcelles sont détournées vers le vivrier.
- 1980 : au moment du bilan de la première phase du projet, l'échec de la replantation est net : à peine 1,700 ha replantés avec plus ou moins de réussite, sur 4 400 ha prévus. Cependant la deuxième phase de financement du projet maintient le volet cacaoyer. En effet, la SRCC estime que l'échec est dû en grande partie au rapport entre « propriétaires » de la terre et métayers s'occupant des plantations. Elle propose un nouveau contrat qui n'aura guère de succès.
- 1980-82 : l'abattage obligatoire est supprimé. Le contrat de métayage revu par la SRCC est rejeté. La sécheresse affecte les plantations, en détruit certaines. La région d'Agou ne plante plus.
- 1983 : dans la Litimé, sous la pression des experts de la Banque Mondiale, la méthode de plantation après abattage total est supprimée au profit de la plantation sous vieille cacaoyère (la fameuse méthode des « très bons » planteurs). Le nombre de candidats n'augmente pas pour autant.

L'évolution de l'action caféière passe par 4 séquences :

- 1975-1979 : l'intervention porte sur les plateaux et la région de Kpalimé-Agou. Le programme de plantation suit les objectifs fixés (plus de 4,000 ha) mais apparaissent des difficultés liées à l'entretien, malgré le contrôle de l'encadrement.

- 1979-1980 : les résultats de production des premières plantations sont très décevants (50% ont des rendements faibles ou nuls), les crédits sont mal remboursés (54% d'impayés).
- 1980-1982 : la sélection des planteurs prend désormais en compte leur passé individuel ou collectif (groupement, village) de bons ou mauvais planteurs. La deuxième phase du projet renforce le volet caféier et y adjoint un volet vivrier, compte tenu de problèmes identifiés dans ce domaine. Ce programme permet en outre de mieux suivre les jeunes plantations (vivrier intercalaire).

[111]

- 1982-83 : certains secteurs ne replantent plus, en particulier en raison de la sécheresse. D'autres poursuivent des programmes importants. Mais la sécheresse de 1983 détruit 80% de la production espérée. Un report général du remboursement du crédit est décidé.

Pour la cacaoyère, la SRCC est confrontée d'emblée à une « apathie » des planteurs. Elle fait employer la manière forte et le moins que l'on puisse dire est qu'elle suscite des tensions sociales graves, parfois violentes. D'autant que le modèle technique préconisé n'a pas fait les preuves de son efficacité puisque la sécheresse affecte des plantations bien conduites. Diverses pressions jouent en 1983 pour l'adoption de la « méthode douce » de replantation sous vieille cacaoyère, mais sans effet immédiat. La BIRD pense alors abandonner le volet cacao et consacrer ses efforts aux zones caféières qui ont bien suivi le projet.

Dans ce domaine en effet, satisfait des résultats acquis dans les années 75-79, la SRCC peut se permettre de refuser des candidats. On plante pratiquement partout, dans les 10 secteurs concernés, sur des parcelles forestières ou d'anciennes plantations. Mais une première sécheresse en 1977-78 ²⁵ et des entretiens plus ou moins fréquents touchent de manière différentielle les divers secteurs et les différents blocs et parcelles. Une plantation sur deux ne donne pas satisfaction, tandis que l'endettement progresse. On assiste alors à une radicalisation de l'encadrement. Un service de vulgarisation « musclé » est rendu autonome et se charge

²⁵ Certains clones sélectionnés s'avèreront trop peu résistants à la sécheresse.

d'une sélection accrue, basée sur le comportement passé individuel et collectif. Certains villages, groupements et planteurs sont exclus de l'accès à de nouvelles plantations sous crédit. En 1983-1984, la superficie plantée décroît globalement.

Certains secteurs de montagne maintiennent un haut rythme, et la plupart des zones de plaine ont de fait abandonné. Elles ont d'ailleurs subi de plein fouet la sécheresse exceptionnelle de 1983 qui succède à deux [112] mauvaises années. Cependant de nouveaux comportements apparaissent comme la replantation non contrôlée par la SRCC, à partir de semences FI issues de clones des plantations nouvelles.

2. La confrontation avec le monde paysan

Il est particulièrement étonnant, mais peut-être significatif de ce type de projet soumis aux contraintes d'une efficacité immédiate, que depuis 1972 ²⁶ aucune étude sérieuse n'ait été menée sur les exploitations agricoles de la région et la place des plantations dans leurs systèmes de production. La littérature existante, même si elle ne concerne que des sous-régions, aurait pourtant permis d'avancer dans ce domaine ²⁷. Pendant toute cette période, les promoteurs de la rénovation ne semblent avoir raisonné qu'en termes de planteurs et de parcelles, sans chercher à comprendre ou du moins à prendre en compte les stratégies et les contraintes vécues par les différentes strates de paysans ²⁸, qui ne les autorisent pas toujours à se lancer dans la replantation avec toute l'ardeur souhaitée.

L'un des soucis de la mission d'évaluation a été d'apporter les premières indications quant aux types d'exploitations familiales, aux stratégies en cours et aux difficultés induites par la transformation de l'environnement tant sur le plan agro-écologique que socio-économique : pourquoi certains plantent et réussissent leur

²⁶ Étude de fiabilité du projet réalisée par la SEDES.

²⁷ Notamment les travaux réalisés par Gu Konou (E.Y.) géographe à l'Université du Bénin, ANTREAUME (B), QUESNEL (A.) et VIMARD (P.), respectivement géographe et démographes à l'ORSTOM.

²⁸ À l'exception d'une ébauche d'étude sur les conditions de métayage dans le Litimé.

plantation, s'inscrivent donc bien dans le projet productiviste de la SRCC, tandis que d'autres plantent sans réussite et que d'autres encore restent en marge ?

[113]

a) *Les enseignements du passé :*

Si l'on veut tenter de comprendre ces réactions très diversifiées et apparemment irrationnelles des planteurs vis-à-vis de l'opération de rénovation menée par la SRCC, il ne faut pas se contenter d'une analyse rapide du présent. En effet, la culture du café et du cacao dans le sud-ouest du Togo n'a pas été introduite par la SRCC au cours des années 1970. Les premières plantations datent du début du siècle et cela n'est évidemment pas sans conséquences. Croire que dans la mesure où l'on introduit une nouvelle culture ou de nouvelles techniques culturales en rupture avec les pratiques antérieures on peut faire table rase du passé, relèverait de l'illusion. Le passé, ici, est particulièrement prégnant et ce, à plus d'un titre.

... des savoirs faire autochtones qui ont fait leur preuve

Une première évidence : en soixante ans d'économie de plantation, le monde des planteurs a accumulé, en matière de culture de café-cacao, des connaissances techniques et des savoir-faire... Ces deux cultures, impulsées de l'extérieur dans un premier temps, ont été réappropriées par les autochtones, intégrées dans un système de production plus complexe, incluant naturellement le vivrier, et cela avec une efficacité certaine si l'on s'en réfère aux résultats passés. Bref, on n'a pas à faire à des novices. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de survaloriser les pratiques autochtones qui bien sûr peuvent être améliorées grâce aux acquis des recherches agronomiques, mais de comprendre la circonspection des planteurs à l'encontre des nouvelles techniques de plantation et d'entretien diffusées par la SRCC qui affectent par contrecoup l'ensemble du système de production ainsi que les rapports sociaux.

Cet attentisme est d'autant plus justifié qu'il ne s'agit pas en l'occurrence, est-il bon de le rappeler, de l'introduction d'une culture annuelle mais d'une opération de replantation de café-cacao après abattage total. Cela suppose un investissement en travail très important dont on [114] ne récoltera les premiers fruits que plusieurs années après ; d'autre part l'immobilisation de la terre sur le long terme et, dans le cas du cacao notamment, et l'abandon pour un avenir incertain des revenus, si modestes soient-ils, que procuraient encore les vieilles plantations. La méfiance des planteurs de cacao est encore renforcée par le fait, nous l'avons signalé, que la méthode de replantation préconisée est loin d'avoir fait ces preuves.

Comprendre cette attitude paysanne - qui à ce stade-là ne préjuge en rien de l'avenir - c'est peut-être admettre aussi que ne se justifient de la part des organes de développement ni découragement hâtif (c'était le cas pour le cacao en 1983), ni recours précipité à des méthodes autoritaires. Le temps du paysan n'est pas toujours celui du développeur.

... un milieu fortement structuré par l'économie de plantation

Soixante ans d'économie de plantation ont par ailleurs entraîné des changements sociaux et économiques très importants, des évolutions ou des ruptures par rapport au passé, qui marquent profondément le présent et, dans une certaine mesure, engagent l'avenir.

Les premières transformations notoires, source d'importantes inégalités, se situent au niveau du foncier.

Le paysan n'acceptera de créer une plantation, forte consommatrice de travail dans un premier temps au moins, qu'à la condition de pouvoir en recueillir les fruits pendant 20 ou 30 ans. La règle d'appropriation lignagère de la terre s'accommodait mal de telles exigences et les changements dans ce domaine ont été très sensibles : on est passé de façon plus ou moins rapide, et plus ou moins radicale selon les zones, de l'appropriation collective à l'appropriation individuelle ou du moins à l'usufruit sur une longue période.

C'est dans le Litimé, alors forêt inhabitée, où l'on ne récoltait guère que quelques lianes à caoutchouc, qu'ont eu lieu les entorses les plus importantes et les

plus rapides à la règle de propriété collective. Des Ewe de [115] retour du Togoland britannique, connaissant déjà la culture du cacao, ont pu acheter de vastes terres cédées à bas prix par des Akposso mal informés. Ailleurs, dans les zones plus densément peuplées, les ventes de terres ont été moins massives et plus étalées dans le temps. Le contrôle lignager était naturellement plus prégnant, et l'aliénation des terres a plutôt concerné des zones éloignées des villages, d'où la prolifération des « fermes ».

L'achat n'était cependant pas le seul moyen d'accès à la terre. Certains « mé-tayers » ont pu en obtenir grâce au système de *dibi-madibi* que nous exposerons plus loin. Des individus ont pu également prélever de la terre sur le patrimoine foncier de leur lignage, mais, dans ce dernier cas, on ne sait pas toujours de façon nette s'il y a eu réelle appropriation de la terre ou seulement des caféiers et des cacaoyers. C'est un point très important. Que va-t-il se passer, en effet, après l'abattage de la vieille plantation ? Y aura-t-il résurgence des règles anciennes et donc récupération par la communauté des terres momentanément aliénées, prélude à une redistribution éventuelle ? Officialisation au profit de l'ancien planteur de droits fonciers jusqu'alors flous ?... La réponse à cette question, variable selon les régions, aura bien sûr un certain impact sur l'attitude du planteur vis-à-vis de l'opération de rénovation.

Mais pour mener à bien une plantation, il ne suffit pas d'acquérir de la terre et des connaissances techniques, encore faut-il disposer d'une main-d'œuvre importante. Dans le cas du Litimé en particulier, mais pas seulement, la main-d'œuvre familiale était insuffisante pour mettre rapidement en culture les vastes terres acquises, il a donc fallu faire appel à la main-d'œuvre extérieure. Cette main-d'œuvre était constituée d'autochtones Ewe ou Akposso qui n'avaient pu acquérir de la terre, et surtout d'allochtones, notamment des Kabyé venus de la région densément peuplée de la Kara, dans le nord du pays.

Plusieurs types de contrats, fortement inspirés des contrats ghanéens, codifiaient les relations entre propriétaires et main-d'œuvre extérieure. Ils méritent quelque attention dans la mesure où ils ne relèvent pas de l'histoire mais continuent d'opérer dans le contexte actuel et [116] de peser sur la décision des uns et des autres d'entrer ou non dans le système de rénovation.

Dans le cadre du contrat de *dibi-madibi* (« tu manges, je mange »), évoqué plus haut, le métayer prend en charge l'intégralité des travaux de mise en place de la plantation (déforestation, trouaison, planting, sarclage...), assure ensuite tous les travaux d'entretien et de récolte, et devient propriétaire de la moitié de la plantation lorsqu'elle est en pleine production (une dizaine d'années après sa création). Pour assurer sa nourriture, il peut cultiver du vivrier en intercalaire sur la jeune plantation, puis, le développement des arbres ne le permettant plus, il recevra en prêt un lopin de terre à vivrier. C'est ce type de contrat qui a permis aux Kabyé, par exemple, de s'approprier de la terre.

Un autre type de contrat, dénommé également *dibi madibi*, imposait au métayer la même somme de travail mais ne stipulait pas le partage de la terre : en compensation, ce dernier ou ses descendants avaient droit à la moitié de la production jusqu'à extinction de la plantation.

Également d'inspiration ghanéenne, le contrat dit *abusan* est proposé par des propriétaires qui, ayant effectué les rudes tâches de création d'une plantation, désirent se décharger des travaux d'entretien et de récolte, soit pour se consacrer à d'autres activités (urbaines par exemple) soit pour acquérir un surcroît de terre par *dibi-madibi*. L'*abusan* reçoit le tiers de la production et bénéficie d'un prêt de champs vivrier. Il s'agit d'un contrat annuel qui peut être remis en cause après chaque récolte.

Dernier type de contrat enfin, spécifique au cacao et particulièrement répandu dans le Litimé, celui de *koto kuano* (« pour une charge »). Il a cours dans le cadre de vieilles plantations au rendement limité mais nécessitant peu d'entretien. L'employé qui a accepté ce contrat doit assurer un entretien sommaire de la plantation et l'intégralité des travaux de récolte, écabossage, fermentation, séchage... En guise de rétribution, il recevait, en 1983, 1000 F CFA (20 F) par charge de 32 kg de cacao, soit environ 1/7 de la production et, en prêt, un champ de vivrier de dimension généralement modeste.

[117]

En marge de ces contrats, globalement mais abusivement appelés de métayage, certains propriétaires, commerçants et fonctionnaires notamment, ont recours au salariat agricole.

La fréquence de ces différents types de contrat, voire leur contenu même, varie dans le temps et dans l'espace, en fonction de l'âge de la plantation, mais aussi du mode d'accès à la terre, du contrôle plus ou moins strict exercé à ce niveau par la communauté lignagère, de l'importance des superficies détenues par le propriétaire, de la main-d'oeuvre familiale qu'il peut mobiliser, et des rapports de force locaux entre employeurs et employés.

Ainsi, si le *dibi-madibi* avec partage de terre fut relativement fréquent dans le Litimé où les propriétaires de vastes terres avaient un besoin urgent de main-d'œuvre, ou dans les zones excentrées du pays akposso, ce ne fut pas le cas dans la région de Kpalimé par exemple.

Quant aux rapports de force locaux, ils sont loin d'être toujours à l'avantage des propriétaires. C'est sous la pression des métayers qu'ont été accordés les contrats de *dibi-madibi* avec partage de terre ; mieux, dans la région de Dayes par exemple, certains métayers ont réussi à obtenir de leur employeur, dans le cadre de ce contrat, non pas la moitié mais les 2/3 de la production, avant le partage de la plantation. A l'inverse, certains propriétaires se sont arrogés le droit de ponctionner une partie du vivrier cultivé par *l'abusan*, en sus des 2/3 de la production de café ou de cacao. Et que dire du statut particulièrement défavorable de *koto kuano* qu'ont été contraints d'accepter, dans les vieilles plantations cacaoyères, les migrants récemment installés dans la région, des kotokobi notamment ? Notons enfin que certains de ces contrats *dibi madibi* sans partage de terre et *abusan*, considérés comme spécifiques à l'économie de plantation, ont été adoptés dans le cadre de la culture vivrière.

Déjà très complexe, la situation se complique encore du fait qu'un même individu peut être à la fois propriétaire d'une plantation et métayer sur un autre - c'est le cas de Kabyé par exemple, soucieux d'accumuler de la terre - ; ou encore *abusan* ou *kotokuano* auprès de plusieurs propriétaires afin d'accroître son revenu en café-cacao [118] mais aussi de multiplier les parcelles de vivrier. De même, ce n'est pas exceptionnel, on peut être propriétaire dans plusieurs zones, de cacao dans le Litimé et de café sur le plateau de Dayes par exemple, et donc concerné à un double titre par l'action de la SRCC.

Bref, à ce stade de l'analyse, une première conclusion s'impose : on est en présence d'une société pluri-ethnique, profondément inégalitaire, constituée de grou-

pes sociaux aux intérêts divergents, voire antagonistes. On est loin de l'image idyllique véhiculée par une certaine ethnologie, d'une société traditionnelle harmonieuse, communautaire, figée dans un équilibre séculaire. Tous les paysans n'ont ni les mêmes aptitudes ni les mêmes intérêts à suivre les injonctions de la société de développement.

**b) *L'état de la situation dans les années 1970 :
la fin d'une période faste***

Les plantations ont vieilli, les revenus ont baissé, l'âge d'or est passé. C'est au cours des années 50-60 que le café et le cacao ont été les plus rémunérateurs. Les planteurs ont pris des habitudes : ils ont notablement investi dans l'amélioration de l'habitat et dans des domaines plus « modernes » encore, infrastructure sanitaire et surtout scolarisation. Les taux de mortalité ont baissé plus rapidement que les taux de natalité : la population a donc augmenté. La scolarisation, fortement ancrée dans les mœurs, s'est maintenue à un niveau très élevé. La conjonction de ces deux phénomènes a eu pour conséquences : une augmentation des bouches à nourrir, un accroissement des frais d'écolage et une diminution de l'importance de la main-d'œuvre familiale, dans un contexte général de diminution des revenus. Plutôt que de rester à la terre, les scolarisés préféreront en effet monnayer leurs connaissances en ville, d'autant que les chefs d'exploitation refusent, de leur vivant, de partager avec leurs descendants une plantation en production. Mais les liens ne sont pas coupés pour autant entre jeunes urbanisés et planteurs restés au village qui sont souvent eux-mêmes partie prenante dans ces stratégies urbaines. C'est un point important : si l'on veut comprendre l'attitude [119] paysanne vis-à-vis d'une opération de développement rural, on ne peut pas faire abstraction du fait que l'univers du paysan ne se limite pas nécessairement à ses champs et à ses cultures.

Ce tableau, un peu sombre, mériterait bien sûr d'être nuancé : toutes les plantations n'ont pas le même âge et sont donc inégalement affectées par la baisse de la production ; certaines zones, plus enclavées, Akposso et Akebou en particulier, ou certaines ethnies (les Kabyé par exemple) sont moins touchées par l'exode rural des jeunes et la raréfaction de la main-d'œuvre familiale.

Autre élément à prendre en considération, nous l'avons brièvement évoqué : une situation foncière encore floue, mais caractérisée par de profondes inégalités. Inégalités dans l'absolu : certains propriétaires disposent de plus de 100 ha, alors que d'autres doivent se contenter de moins de 3 ha ; inégalités régionales aussi : 4/10 des propriétaires du Litimé possèdent plus de 10 ha alors que de telles superficies sont extrêmement rares dans l'Akposso et le Kloto par exemple ²⁹.

Enfin cet état de la situation serait très incomplet si l'on n'évoquait trois contraintes qui pèseront d'un poids certain sur l'action de la SRCC.

Tout d'abord, des possibilités extrêmement limitées d'extension des superficies cultivées en café-cacao. Seules quelques régions, telles l'Akposso et l'Akebou, disposent encore de maigres réserves forestières ; le Litimé par exemple où sont concentrés 50 % environ des cacaoyères est un monde clos depuis quelques décennies déjà. La SRCC n'aura guère d'autres solutions que de régénérer des plantations encore en âge de produire ou de replanter sur d'anciennes parcelles de café-cacao.

En deuxième lieu, une politique des prix peu incitatif. En 1973-74, le café sain était payé au producteur 90 CFA/kg, soit le même prix qu'en 1959-60 ; le cacao, 95 CFA/kg contre 100 CFA en 59-60. A partir de 1975, les prix ont régulièrement augmenté ³⁰ mais sans commune mesure avec ceux du vivrier.

²⁹ Étude réalisée par la SEDES en 1972.

³⁰ En 1977-1978 les prix étaient les suivants : Café : Togo : 145 CFA/kg, Cameroun : 230 CFA/kg, Côte-d'Ivoire : 250 CFA/kg. Cacao : Togo ; 150 CFA/kg, Cameroun : 220 CFA/kg, Côte-d'Ivoire : 250 CFA/kg.

[120]

[121]

Si l'on peut comprendre la volonté de l'État de préserver ses recettes budgétaires ³¹, on ne peut s'étonner non plus que le paysan accorde la plus grande attention à la culture du vivrier. C'est le cas, par exemple, dans la région d'Agou et de Kpalimé, d'anciens planteurs qui, depuis 1980, se désintéressent de l'opération de rénovation au profit de la production de vivrier qu'ils peuvent facilement commercialiser dans la ville proche, voire même à Lomé. On voit bien, à ce propos, que la société de développement n'est pas maîtresse du jeu : il lui faut compter non seulement avec les réactions paysannes mais aussi avec la politique de l'État.

Dernier point enfin, sur lequel on n'a guère de moyens d'action : la sécheresse de 1977 et plus encore de la période 1981-83, qui a fortement affecté les jeunes plantations. Les dégâts ont été d'autant plus importants que, pendant la sécheresse, plus encore qu'en période normale, les paysans consacrent au vivrier l'essentiel de leurs efforts.

Autant d'éléments qui n'ont pas facilité l'action de la SRCC.

c) A diversité de situations, réponses monolithiques

Les résultats physiques enregistrés par la SRCC jusqu'en 1980 font apparaître un semi-échec sur le cacao et une réussite mitigée sur le café ³². Ces deux cultures méritent donc d'être traitées séparément.

³¹ En 1977-1978, le pourcentage de prélèvement de l'État était de 77,9% sur le kg de cacao et de 77,4% sur le kg de café.

³² Entre 1975 et 1980, 2,163 ha de cacao ont été plantés contre 4,400 ha prévus et 5,739 ha de café contre 4,000 ha prévus. Mais les rendements sont loin de répondre aux espérances ; par exemple : 27% (bon et très bon), 16% (moyen), 56% (faible ou nul).

Le cacao : de nombreux obstacles à la replantation

Le cacaoyer a ceci de particulier par rapport au caféier : le vieillissement de l'arbre entraîne une diminution, mais non un arrêt brutal de la production. La méthode de replantation après abattage, préconisée ou [122] parfois autoritairement imposée par la SRCC, sera donc médiocrement appréciée et cela pour plusieurs raisons.

En premier lieu, elle va remettre en cause des situations acquises. Ainsi le métayer *dibi-madibi* (sans partage de terre), qui avait droit à la moitié de la production jusqu'à extinction de la plantation, se trouve lésé si l'on abat la cacaoyère. Il fera pression sur le propriétaire pour que ce dernier refuse l'abattage, ou se montrera très exigeant sur les conditions qui lui seront faites dans le cadre de la rénovation. Seront également lésés les bénéficiaires de terres gagées : extinction de la plantation signifie en effet extinction de la dette et donc récupération de la terre par l'ancien propriétaire.

Elle ne sera pas non plus du goût de tous les propriétaires. Ainsi, les vieux chefs d'exploitation du Litimé par exemple, qui tirent encore un revenu substantiel de leurs vieilles plantations - en raison de l'importance des superficies - ne veulent-ils pas s'engager dans la rénovation risquée de cacaoyères dont ils ne veraient peut-être pas mûrir les premières cabosses.

La méthode sera évidemment encore moins appréciée lorsqu'elle sera autoritairement appliquée : une part importante des plantations abattues sur ordre ont été réutilisées par leurs propriétaires pour faire du vivrier.

Elle pose également de gros problèmes à ceux qui souhaitent effectivement rénover leur plantation. Elle impose en effet, nous l'avons signalé, une force de travail beaucoup plus importante : si la main-d'œuvre familiale ne suffit pas, c'est fréquemment le cas, il faudra faire appel à la main-d'œuvre extérieure et, à cet effet, disposer de terre à vivrier plus étendues que par le passé. Si le *kotokuano*, par exemple, pouvait se contenter d'un champ de vivrier de dimension modeste pour entretenir sommairement des vieilles plantations de grande extension, il n'en sera plus de même en période de rénovation. C'est une première difficulté.

La seconde difficulté a trait aux conflits d'intérêts entre propriétaires et main-d'œuvre qui ne manqueront pas de réapparaître. Le métayer qui accepte la rude tâche de rénovation d'une plantation veut profiter de l'occasion pour acquérir de la terre par *dibi madibi*. Les propriétaires, dont certains ont dû accepter déjà par le passé [123] le partage de leur plantation, ne souhaitent pas aliéner encore une partie de leur patrimoine foncier : tous n'en ont d'ailleurs pas le droit. La solution adoptée sera une fois encore fonction des rapports de force locaux.

On constatera, au passage, que ces conflits ne sont pas fondamentalement différents de ce qu'ils étaient il y a un demi-siècle, à ceci près que les différents protagonistes ont acquis en la matière une longue expérience. C'est le cas des patrons par exemple qui soupçonnent volontiers les métayers d'être plus intéressés par le vivrier, en culture pure ou intercalaire, que par l'entretien du caféier ou du caoyer.

La SRCC a compris qu'il y avait des problèmes de métayage, plus ou moins bien identifiés, et des pertes de revenus dus à l'abattage des vieilles plantations. Elle a tenté d'y remédier en proposant un contrat-type de métayage et en instaurant le système de prime-crédit.

Le contrat proposé a eu très peu de succès, notamment auprès des métayers. Il excluait le partage de la terre, alors qu'une grande partie de la main-d'œuvre le sollicitait ; il comportait une série de clauses modulant la part du métayer en fonction de l'importance du rendement obtenu, explicitement liée donc à son ardeur au travail ³³ ; enfin il pouvait être dénoncé après une période de 12 ans ³⁴, remettant en cause le principe jusque-là admis du partage de la production jusqu'à extinction de la plantation.

La prime d'abattage primitivement attribuée au propriétaire n'a pas eu l'efficacité souhaitée : la plantation abattue était souvent reconvertie en champ vivrier. Elle fut supprimée au profit d'une prime d'abattage-crédit de plantation jumelé, attribuée s'il y avait effectivement replantation et respect de l'itinéraire technique préconisé.

³³ L'expérience prouvera qu'en matière de rendement, la sécheresse avait aussi son mot à dire.

³⁴ Portée à 18 ans dans une seconde mouture du contrat.

Ce système de crédit - qui mériterait de longs développements - a indiscutablement permis à des planteurs de rénover ou de créer une plantation. Pour certains, son montant était trop faible pour faire face à toutes les dépenses. D'autres enfin auraient préféré rénover sans [124] crédit de façon à échapper à l'encadrement serré de la SRCC, ou emprunter directement à la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Enfin, on a essayé d'imposer la constitution de blocs de cultures et de groupements paysans collectivement responsables du respect de l'itinéraire technique et des remboursements de crédits. Nous reviendrons plus en détail sur ce point à propos du café.

Bref, face à des situations très diversifiées, à des équilibres fragiles dans les relations entre propriétaires et employés, à des inégalités notoires quant à l'aptitude à suivre le modèle technique proposé, on a eu recours à des mesures monolithiques, par traditionalisme peut être, ou par méconnaissance, au moins partielle, des réalités locales.

De ce point de vue, il est symptomatique de constater que, dans le Litimé notamment, la frange la plus dynamique des rénovateurs est constituée de propriétaires-métayers ³⁵ et de métayers qui ont obtenu, contrairement à ce que prévoyait le contrat de métayage établi par la SRCC., un *dibi mabidi* avec partage de terre. Les grands propriétaires terriens ne sont guère intéressés par la replantation ³⁶ ; quant aux planteurs disposant à la fois de parcelles de café et de cacao, ils rénovent leur caféière en priorité.

Le café un objectif prioritaire pour le paysan ou un élément de sa stratégie ?

Les résultats enregistrés sur le café, en terme de superficies plantées du moins, sont bien meilleurs : pourtant l'investissement en travail est aussi important, si non plus, que pour la rénovation cacaoyère. Le fait que le modèle technique préconisé

³⁵ À la fois propriétaires d'une plantation et métayer sur une autre.

³⁶ Ils auraient préféré la méthode de replantation en régie, telle qu'elle est appliquée par la SONAPH pour le palmier à huile.

ait rapidement fait ses preuves n'est certainement pas étranger à cet état de fait, mais ce n'est pas le seul élément explicatif. En effet, toutes les zones concernées et, à l'intérieur de ces zones, [125] tous les planteurs potentiels n'ont pas répondu de la même façon.

Les conditions requises pour entreprendre dans de bonnes conditions la rénovation caféière ne diffèrent pas sensiblement de celles que l'on a évoquées à propos du cacao. Il faut disposer de terres et d'un surcroît important de main-d'œuvre familiale ou extérieure. Mais le recours à la main-d'œuvre extérieure implique que l'on puisse mettre à sa disposition, à moyen terme, des terres à vivrier et parfois l'on accepte le principe du partage de la plantation. Ce n'est pas le fait du hasard si l'on a planté dans l'Akebou, de 1975 à 1980, 1,026 ha de café sur un total de 5,730 ha pour l'ensemble du Togo. Il s'agit en effet d'une région relativement enclavée, peu affectée par l'exode rural et disposant encore de réserves forestières. La main-d'œuvre familiale est importante, les terres à vivrier ne font pas défaut, il est donc possible, si besoin est, d'avoir recours à la main-d'œuvre extérieure, voire même d'octroyer, c'est souvent le cas, un contrat *dibi madibi* avec partage de terre. On retrouve des conditions de plantation assez identiques dans le secteur Akposso-sud, où nombre de métayers peuvent avoir accès au partage de la plantation.

Il en va par contre différemment sur le plateau de Dayes par exemple, densément peuplé, et qui répond pourtant favorablement à l'opération de rénovation. Dans cette région, contrairement à ce que l'on a pu noter dans le Litimé par exemple, les règles d'appropriation foncière ne semblent pas définitivement fixées. Certes, il y a eu des achats de terres ou des appropriations par *dibi madibi* qui ne seront vraisemblablement pas remis en cause, mais nombre de planteurs avaient prélevé la terre sur le patrimoine lignager et ne sont pas sûrs de l'avenir. Pour certains d'entre eux, adhérer à l'opération SRCC ou à une opération voisine portant sur les produits vivriers ³⁷ peut être considéré comme un moyen d'affirmer ou d'acquérir des droits fonciers. Il n'est donc pas étonnant que ces deux sociétés de développement suscitent, ou réactualisent par leur action, des conflits fonciers entre candidats planteurs. C'est un des éléments [126] d'explication de la réussite de l'opération à Dayes, mais ce n'est vraisemblablement pas le seul, et il serait très prétentieux de croire que l'analyse socio-économique permet d'expliquer toutes les

³⁷ Société des Produits Vivriers Dayes-Notse.

situations dans toutes leurs dimensions. Le cas de Dayes, il n'est pas unique, est intéressant ici, dans la mesure où il représente l'exemple type de détournement d'une opération de développement : les planteurs utilisent la SRCC plus pour avoir accès à la terre que pour cultiver intensivement le café.

Les superficies plantées dépassent les espérances, mais les rendements sont faibles. La sécheresse n'y est certainement pas étrangère, mais entre également en ligne de compte cette stratégie d'extensivité des paysans face à un projet résolument tourné vers l'intensification.

Confrontée à cette situation, la SRCC a réagi par une sélection accrue des planteurs et un encadrement plus serré encore que ce n'était le cas sur le cacao. Mais le schéma est resté fondamentalement le même : contrat de métayage-type, incluant ici le partage de la terre ³⁸, instauration d'un système de crédit, constitution de blocs de cultures et de groupements paysans, contrôle strict du respect de l'itinéraire technique... Quant à la responsabilité collective, elle est ici bien réelle : au niveau du groupement paysan, lors des déblocages de crédits soumis à l'exécution par tous les paysans concernés des opérations culturelles prescrites ; au niveau des villages parfois lors du remboursement des crédits. Ainsi ont pu être exclus de l'opération des villages considérés comme mauvais payeurs. Cet encadrement serré et les sanctions prises à l'encontre des récalcitrants ont peut-être permis d'éliminer des planteurs « paresseux », mais ont aussi découragé de bons planteurs potentiels, qui essaient de rénover eux-mêmes ou se détournent de la plantation de peur d'être victimes à leur tour de telles pressions. Habités de longue date à l'individualisation des revenus et à la gestion personnelle de leur plantation, les planteurs sont d'une façon générale peu enclins à entrer dans un système basé sur la responsabilité collective.

Ici encore, nous l'avions déjà noté à propos de la rénovation cacaoyère, ce ne sont pas les grands propriétaires [127] qui font preuve du plus grand enthousiasme, mais les petits planteurs, les propriétaires-métayers et les métayers, ainsi qu'une frange de jeunes - anciennement urbanisés parfois - qui n'ont aucun passé de planteurs ; c'est là un signe encourageant pour les promoteurs de l'opération, sur le plateau de Dayes et dans l'Akebou notamment.

³⁸ Ce contrat n'a pas eu non plus beaucoup de succès.

**d) *Un objectif prioritaire pour le paysan :
la sécurité alimentaire***

Un point pour terminer mérite une attention particulière : la nécessaire prise en compte, dans ce type d'opération, des contraintes vivrières.

Cultiver du vivrier et si possible acquérir des terres était bien l'objectif prioritaire de la main-d'œuvre allochtone en particulier, qui s'est embauchée dans les plantations caféières et cacaoyères. Cette stratégie vivrière s'est renforcée par la suite en raison de la baisse de rendement des plantations et du prix peu rémunérateur du café et du cacao. C'est encore le cas dans le cadre de la rénovation, et ce n'est pas toujours sans raison que les propriétaires se méfient des métayers qui consacraient au vivrier l'essentiel de leur énergie.

Il ne faut pas voir dans cette attitude la marque d'un attachement séculaire plus ou moins mythique à la culture vivrière, mais la conséquence à la fois d'un calcul économique et d'une nécessité vitale née de la sécheresse et de l'accroissement de la densité de population.

Calcul économique d'abord : il est évident, nous l'avons vu, chez d'anciens planteurs de la région de Kpalimé et d'Agou qui se tournent résolument vers le vivrier en vue de sa commercialisation ; c'est également le cas, sur le plateau de Dayes, de jeunes, de métayers et de femmes qui « exportent » vers Kpalimé et Lomé des produits spécialisés, des fruits en particulier.

Nécessité vitale ensuite : le cas du Litimé est de ce point de vue exemplaire, 83% des superficies cultivées le sont en cacao. Peut-être faudra-t-il admettre que la réussite de la rénovation cacaoyère dans cette zone est subordonnée à l'extension des superficies vivrières. Les planteurs [128] le suggèrent eux-mêmes puisqu'une part importante des vieilles plantations abattues sont transformées en champs vivriers.

Mais c'est le cas aussi ailleurs, de façon peut-être plus occulte mais tout aussi réelle. En année normale, la production d'un hectare de vivrier représente approximativement l'équivalent de 15 à 20 quintaux de céréales. Il permet de nourrir une famille de 8 à 10 personnes. On cultive généralement du maïs en premier cy-

cle, du riz, du niébé et parfois du maïs en second cycle, le manioc étant généralement associé à ces cultures. Selon les cas, la parcelle est cultivée de la même façon l'année suivante, ou seulement en 1er cycle, ou encore mise en jachère. Vu les techniques culturales utilisées - écobuage suivi d'un travail du sol à la houe - le maintien de la fertilité des sols passe par une longue jachère. Et c'est au détriment de cette durée de jachère que s'opère l'extension des superficies vivrières. Certes le phénomène est plus ou moins prononcé selon les secteurs et les familles ³⁹, mais il constitue pour l'avenir un danger certain. Dans un premier temps en effet, il est en partie occulté par le fait que le paysan en situation de pénurie pourra augmenter sa production vivrière en rénovant une plantation grâce aux cultures intercalaires ⁴⁰. Mais qu'advient-il lorsque la taille des arbres exclura cette possibilité ?

Conclusion

On est en présence d'une opération de développement on ne peut plus classique, même si elle vise non à promouvoir une nouvelle culture mais à rénover des plantations de café-cacao vieillissantes, selon un calendrier pré-établi. [129] On a injecté des capitaux, sollicité la recherche agronomique, créé une société chargée de diffuser un matériel végétal sélectionné et un itinéraire technique intensif élaboré en station... Par contre on n'a pas jugé bon d'analyser, de façon quelque peu approfondie, « le milieu humain » et de tirer les enseignements de soixante ans d'économie de plantation dans la région. Estimait-on que les planteurs seraient nécessairement intéressés par l'opération où devraient bon gré mal gré s'y insérer ?

Les résultats acquis - ils ne sont pas négligeables - n'ayant pas été à la hauteur des espérances, les promoteurs du développement semblent intéressés par toute

³⁹ On rencontre en plaine des cas de cultures continues ou de courtes jachères (2 à 4 ans). La situation est meilleure sur les plateaux (5 à 10 ans de jachère), sauf sur le plateau de Dayes, plus densément peuplé (2 à 8 ans de jachère).

⁴⁰ Consciente du risque, pour les jeunes plantations, d'une culture vivrière intercalaire trop intensive, la SRCC est récemment intervenue pour tenter de la contrôler. Des variétés de maïs et de riz, sélectionnées par l'IRAT, sont vivement conseillées aux planteurs.

étude, notamment de sciences sociales, susceptible de fournir des éléments explicatifs à cette réussite mitigée.

Pour réconfortante qu'elle soit, cette attitude présente cependant quelques risques. Tout d'abord, il ne faudrait pas - après les avoir négligées - surestimer les capacités des sciences sociales à comprendre le milieu, ou du moins à en prévoir les évolutions, et croire qu'une meilleure connaissance des problèmes fonciers, des relations de travail, des stratégies vivrières... permettra de corriger le « tir » et de garantir ainsi la réussite de l'opération. En second lieu - c'est une erreur fréquente et pas toujours innocente chez les développeurs - il ne faudrait pas attribuer à la seule « résistance du milieu » ce qui peut également relever d'erreurs ou d'insuffisances techniques.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

ANTHEAUME (B.), Des hommes à la rencontre des arbres. Le cacaoyer et les Akposso dans le centre-ouest du Togo. In *cah ORSTOM, Ser. Sci. Hum, vol. XVIII*, n° 1, Paris, 1981-1982, pp. 47-62.

Ne dites pas à mon patron que je vends des produits vivriers, il me croit planteur de café. In *Economie rurale*, n° 147-148, Paris, janvier-mars 1982, pp. 120-122.

GU KONOU (EY.), Plantations paysannes et stratégie de l'espace dans le sud-ouest du Togo. In *Deux notes sur [130] l'économie de plantation dans le sud ouest du Togo*. ORSTOM, Université du Bénin, Lomé, 1979, pp. 14-35.

QUESNEL (A.) et VIMARD (P.), *Dynamique de population en économie de plantation. Le plateau de Dayes, sud-ouest Togo*, ORSTOM, Paris, 1983, 505 p. multig + annexes.

PONTIE (G.), RAYMOND (Cl.), RUFF (Th.), *Évaluation a posteriori de la rénovation de la caféière et de la cacaoyère au Togo*. Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement, Paris, 1984, 360 p.

[131]

Deuxième partie
**Quelques logiques paysannes
face à des opérations de développement**

Chapitre 6

Bilan d'une expérience rizicole en Côte-d'Ivoire

Logique des développeurs
et réalités des développés

par J.-P. DOZON

[Retour à la table des matières](#)

Nous présentons ici l'histoire d'un échec, celle d'une tentative de développement de la riziculture irriguée qui s'est déroulée en Côte-d'Ivoire entre 1971 et 1977.

En fait d'échec, on examinera les illusions et les incohérences propres aux décideurs et aux responsables de l'opération (État ivoirien compris) et en contrepoint les capacités d'appropriation et de détournement de tous ceux qui de près ou de loin ont été impliqués dans cette tentative.

1. Objectifs et implications de projet rizicole

En 1971, les autorités ivoiriennes créent une nouvelle société nationale de développement, la SODERIZ. Cette initiative est a priori heureuse puisqu'elle a pour but de satisfaire définitivement les nationaux en riz. Jusqu'à [132] cette date la Côte-d'Ivoire importait plus de cent mille tonnes de riz par an - les trois cent mille qu'elle produisait par ailleurs étant principalement auto-consommées par les populations rurales (notamment celles de l'ouest ivoirien qui cultivent davantage que d'autres le riz pluvial). Pour réaliser efficacement cet objectif, on opta pour la riziculture irriguée, soit une innovation agricole et technique rompant avec l'ancien système de production du riz pluvial.

Que signifie et qu'implique un tel choix de développement rizicole ?

La riziculture irriguée (essentiellement sur bas-fond) signifiant intensification de la production et augmentation spectaculaire de la productivité du travail, la Côte-d'Ivoire s'assure un excellent financement international (nombreux bailleurs de fonds, RFA, FED, CCCE), ce qui lui permet en théorie d'élaborer une véritable stratégie de développement national (la plupart des régions du pays sont concernées). Ce faisant, elle reproduit les termes de la dépendance : les investissements sont lourds et requièrent l'achat de matériels et de produits (engrais, insecticides, etc.) dans les pays offrant leurs prêts. En outre, le projet exige l'assistance d'un nombreux personnel étranger : français, hollandais, chinois.

Rompant avec l'ancien mode de production du riz pluvial (dans les meilleures régions), celui-ci mobilise 120 jours de travail par an et par hectare alors que la riziculture irriguée en requiert le double). Ce choix exige l'émergence d'un nouveau type de producteur : le riziculteur.

Faute de pouvoir s'appuyer sur un salariat rizicole (coût trop élevé, fixation aléatoire de la mise en œuvre), la SODERIZ est censée solliciter et convaincre les paysans locaux de la rationalité et de la rentabilité de la riziculture irriguée.

Cette sollicitation implique deux choses :

- une situation de concurrence avec les autres sociétés de développement ivoiriennes, lesquelles adoptent à peu près la même démarche, c'est à dire proposent un produit et tout un ensemble technique aux mêmes paysannats ;
- l'élaboration d'un système original de rapports [133] sociaux on seulement sur la base d'une innovation agricole mais sur celle d'un espace foncier particulier, le bas-fond : lieu de table rase où les droits coutumiers sont effacés, et où la rationalité rizicole seule doit transparaître. Ce point est capital car il procède d'une méthode de développement qui prétend créer ex nihilo à la fois du technique et du social et qui croit naïvement mettre en parenthèses les réalités locales.

La SODERIZ a été en principe créée pour résoudre un problème vivrier national. Mais en tant qu'institution, elle exécute un programme qui obéit à une pure logique technicienne et qui, d'entrée de jeu, se boucle sur lui-même sans étudier au préalable d'autres possibilités de développement et d'intervention dans le domaine rizicole.

Le recours aux sciences sociales est donc parfaitement ambigu. L'essentiel ayant déjà été décidé, le sociologue ne peut qu'évaluer l'impact du dispositif choisi, mais sans que ses éventuels conseils ne puissent en modifier le moindre élément.

2. Les modalités concrètes d'intervention de la SODERIZ

Comme on l'a dit, organiser de nouveaux rapports sociaux sur la base d'une innovation agricole et d'un espace foncier aménagé par ses soins, telle est la tâche essentielle de la SODERIZ. Pour parvenir à ses fins, elle imagine d'une manière apparemment cohérente les modalités suivantes :

- l'aménagement des bas-fonds implique leur nationalisation ;

- les riziculteurs sont sollicités sur la base du volontariat. Ce qui signifie l'abandon de toute référence à la notion de propriété privée ; les portions de bas-fonds sont mises à la disposition des volontaires afin qu'ils utilisent au mieux leur force de travail (rendement espéré 8 t/ha pour 2 récoltes/an en zone forestière) ;
- chaque volontaire doit recevoir en principe moins [134] d'un ha. Il s'agit donc de promouvoir un petit paysannat ;
- afin d'engager et de responsabiliser les volontaires de la mise en valeur des bas fonds, il est prévu :

a) un contrat de culture : les volontaires sont tenus de respecter les normes de production et de vendre l'essentiel de leurs récoltes à la SODERIZ. Si ces principes ne sont pas respectés par l'un d'eux, il est congédié et remplacé. Il doit également rembourser en riz - 650 kg/ha - les investissements initiaux de la SODERIZ (aménagement des bas fonds).

b) Un processus d'organisation collective de la production. Dans un premier temps, il s'agit simplement d'un groupement (c'est-à-dire l'ensemble des riziculteurs mettant en valeur un bas-fond) dont la seule tâche (par l'intermédiaire de son président) consiste à faire en sorte que le contrat de culture soit respecté par tous. Dans un second temps, et si l'opération se déroule comme prévu, le groupement doit se transformer en coopérative et s'instaurer en entreprise de production et de commercialisation.

Nous sommes donc en présence d'une conception « socialisante » : égalité des producteurs, valorisation du travail et de la solidarité. S'ajoute un problème spécifique mais crucial, la SODERIZ doit être, outre un organisme de production, une entreprise de commercialisation. En effet, pour maîtriser le développement de la riziculture irriguée, il lui faut contrôler l'achat au producteur, détenir le monopole de la commercialisation aux dépens des circuits « privés ». Ceux-ci étant connus pour leur souplesse et leur efficacité, seul l'État (et non simplement le respect du contrat de cultures) peut aider, par une politique soutenue des prix aux producteurs, la SODERIZ à conquérir ce monopole.

[135]

3. Une analyse locale de l'opération « riziculture » irriguée

Les généralités définies plus haut concernent, à quelques exceptions près, l'ensemble du dispositif national. On se propose d'examiner maintenant la rencontre de cette innovation agricole avec un système socio-économique local. Plus simplement avec l'une des régions de l'ouest forestier, la région de Gagnoa, qui fut pour la SODERIZ une sorte de zone pilote où devait se jouer l'extension du programme de développement rizicole. Le principal intérêt de cette confrontation réside en ceci : la table rase sur laquelle devait se développer la riziculture irriguée et qu'incarnait parfaitement le bas-fond aménagé n'a pas résisté à la trame et à la dynamique des rapports sociaux de cette région, à la force des contradictions et des enjeux locaux.

Coupée volontairement de ce qu'il faut bien appeler la réalité (prétendant fonder un univers socio-économique sur la base d'une logique d'intervention définie *a priori*), l'opération rizicole s'est progressivement immergée en elle et fut finalement détournée de ses principaux objectifs.

La région de Gagnoa : histoire et structures d'une économie de plantation locale.

La région est dominée par l'arboriculture (café, cacao), ou parce que l'on appelle communément « l'économie de plantation ». Elle est ancienne et s'est élaborée sur la base de rapports sociaux assez complexes. Cette économie émerge, en effet, autour des années 1925-30, peu de temps après la fin de la conquête militaire française ; elle est d'abord le fait d'étrangers : colons européens (qui se taillent

d'importances exploitation de plusieurs centaines d'ha) et allogènes ivoiriens et non-ivoiriens ⁴¹.

[136]

L'expansion de cette économie est étroitement liée à la multiplication des vagues migratoires encouragées par le pouvoir colonial, puis par l'État ivoirien. Mais progressivement les autochtones de la région, les Bété, s'adonnent aux cultures arbustives et deviennent à peu près tous planteurs dans les années 1950, période de généralisation de l'économie de plantation grâce à l'abolition du travail forcé et à de fortes hausses des prix payés aux producteurs.

Cette généralisation s'est effectuée sur la base de relations complexes entre autochtones et allogènes qui sont devenues pour la région de véritables données structurelles.

On peut les classer en deux types :

a) des relations de travail : les autochtones utilisent la main-d'œuvre étrangère sur leurs petites plantations sous trois formes principales :

- forme dérivée du métayage : partage en nature de la récolte entre le planteur et sa main-d'œuvre ;
- forme contractuelle (main-d'œuvre rémunérée à la tâche ou à la journée) ;
- forme salariale (main-d'œuvre payée au mois) ;

b) des relations foncières : en même temps qu'ils les utilisent comme main-d'œuvre, les autochtones aident et surtout vendent leurs terres aux allogènes. Ils peuvent ainsi fixer la force de travail et découvrent la propriété privée par l'intermédiaire de l'aliénation foncière, celle-ci leur apportant des revenus au même titre que les cultures arbustives.

Présenté ainsi, le système socio-économique local repose sur la complémentarité fonctionnelle des groupes autochtones et allochtones. Aussi longtemps que les deux facteurs de production, terre et travail, qui ont présidé à sa généralisation

⁴¹ Dioula d'abord (ainsi désigne-t-on en zone forestière, différentes populations originaires du nord et notamment les voltaïques), Baoulé ensuite (l'ethnie baoulé occupe l'est du pays et est majoritaire sur le plan démographique).

sont relativement abondants, le système fonctionne sans problème majeur. Il se caractérise simplement par la domination de la petite plantation (les grandes plantations européennes et africaines deviennent minoritaires à partir des années 1950). Dans cet univers, [137] où les superficies cultivées sont inférieures à 10 ha, on remarque quelques inégalités : les plantations des autochtones sont en moyenne de l'ordre de 2 ha, alors que celles des allochtones tournent autour de 3-4 ha. Mais cet écart n'est guère significatif car chacun des deux groupes est lui même stratifié et se recoupe donc largement avec l'autre.

La reproduction d'un tel système dépend de sa capacité d'autorégulation, c'est dire que les migrations d'allogènes et les ventes de terres doivent se moduler en fonction des disponibilités foncières, lesquelles sont nécessairement limitées. Or au lieu de se moduler le mouvement s'est amplifié. Les migrations se sont accélérées et intensifiées principalement après l'accès de la Côte-d'Ivoire à l'indépendance : de nombreux gens du nord ou Dioula ont continué à s'installer mais surtout des originaires de l'est ivoirien, les Baoulé. Ces derniers organisent un véritable processus de colonisation ; sans aucune relation de travail avec les Bété, ils leurs achètent uniquement des parcelles afin de se constituer des terroirs autonomes et mettre en valeur ces plantations atteignant en moyenne 6 à 7 ha.

Le système s'est donc progressivement dégradé. Terre et travail, sources de l'expansion de l'économie de plantation locale, deviennent des facteurs rares. La pression foncière est de plus en plus forte (bon nombre de terroirs à force d'aliénations foncières sont totalement saturés) et la main-d'œuvre se raréfie (une bonne partie de cette main-d'oeuvre ayant accédé à l'exploitation des cultures arbustives la demande en force de travail augmente tout en ne permettant plus comme avant un accès facile à la terre). En conséquence, les données s'inversent : de complémentaires, les différents groupes, autochtones et allochtones, deviennent concurrentiels : l'enjeu c'est la terre, mais surtout la force de travail.

Dans ce contexte récent de vive concurrence, les autochtones sont en position défavorable. Ne disposant que d'une faible main-d'œuvre familiale (les épouses principalement), les autochtones ont nécessairement besoin de l'appui de la main-d'œuvre allogène. Cet appui est désormais compromis, non seulement parce qu'ils n'ont plus, en maints endroits, la possibilité d'attirer les [138] étrangers par la terre, mais aussi parce que les planteurs allochtones, de leur côté, contrôlent beaucoup mieux la main-d'œuvre en tissant de véritables réseaux de recrutement de-

puis leur milieu d'origine. Les plus efficaces en ce domaine sont incontestablement les Baoulé. Ceci explique leur place en haut de la stratification sociale locale. Sur ce fond de pénurie croissante des facteurs de production s'est développée chez les Bété une idéologie d'autochtonie (revendications des droits ancestraux sur la terre, mise en cause de la présence allochtone) laquelle, surdéterminée par des facteurs politiques, a donné lieu à toute une série de conflits, notamment à une dramatique rébellion, survenant un an avant la création de la SODERIZ (1970).

L'intervention locale de la SODERIZ : d'une opération de développement à son détournement, deux phases :

- * 1971-73 : La riziculture irriguée reste à la périphérie du système socio-économique local. Les bas-fonds aménagés sont nombreux et le prix du riz est tel (30 FCFA) qu'il ne suscite que l'indifférence des autochtones. Seuls les allochtones (dioula et voltaïques) se portent volontaires.
- * 1973-76 : Les autorités ivoiriennes décident une augmentation spectaculaire du prix du paddy : 70 FCFA/KG. On assiste alors à une véritable ruée sur les bas-fonds (désormais plus nombreux). Cette ruée touche aussi bien les allochtones que les autochtones. Apparemment seule la motivation économique explique la mobilisation paysanne. En réalité, il en va tout autrement.

Signification du volontariat autochtone

Le volontariat autochtone est tout d'abord la réponse à une contradiction interne au niveau du mode de développement rizicole ; alors que la SODERIZ nationalise les bas-fonds et exige du volontaire une attitude non individualiste, le riz cesse d'être un simple produit vivrier. À [139] 70 FCFA/KG, il devient culture marchande, voire spéculative. Ceci implique que, comme pour le café et le cacao, la terre est virtuellement une marchandise et susceptible d'appropriation privée. De sorte, qu'en se portant volontaire les Bété se réapproprient un espace dont ils ont, de fait, été dépossédés par la SODERIZ.

Ce volontariat traduit, par ailleurs, une opposition au volontariat concurrent des allochtones qui voient précisément dans le dispositif SODERIZ une opportunité intéressante pour accéder à la terre. L'enjeu pour les Bété est d'importance car une riziculture appropriée par les allochtones diminuerait encore davantage le volant local en main-d'œuvre et surtout permettrait à ces derniers d'accéder à la terre sans passer par leur intermédiaire.

Finalement les Bété, par leur volontariat, reprennent l'initiative. Il s'agit de faire en sorte que l'intervention de la SODERIZ s'adapte trait pour trait à l'économie de plantation locale, de faire aussi écran entre la société de développement et les allochtones afin que ces derniers ne travaillent sur les bas-fonds rizicoles qu'en reproduisant les rapports sociaux propres à cette économie. Cela signifie concrètement :

- mise en place de faire-valoir indirects et utilisation d'une main-d'œuvre rémunérée sur les bas fonds,
- possibilité de vendre les parcelles de bas fonds aux allochtones.

De telles pratiques ont effectivement eu lieu sans que la SODERIZ puisse intervenir. La trame et les enjeux du système socio-économique local ont pris le pas sur son dispositif d'intervention et l'ont détourné de ses objectifs.

Signification du volontariat allochtone

Du côté allochtone, le processus n'est guère différent. Sur de nombreux bas-fonds (que les Bété, pour des raisons très locales, n'ont pu se réapproprier) émerge une couche de volontaires qui n'a strictement rien à voir avec le petit paysannat imaginé par la SODERIZ. Ce sont surtout des citadins aux professions les plus variées (libérales et salariales) ou des « bigmen » locaux (gros planteurs [140] ou gros commerçants) qui ont la capacité de drainer et de fixer une main-d'œuvre permanente sur les bas-fonds. Souvent du reste, par un système de prête-nom, ils accaparent plusieurs hectares de rizières. Il s'agit donc de volontaires absentéistes et cumulateurs. Par ailleurs, se reproduisent ça et là des rapports de dépendance personnelle (le volontaire met au travail l'un de ses dépendants).

Ce qui prévaut, donc, ce sont les rapports marchands locaux, les inégalités sociales et les stratégies individuelles. Fondamentalement, de tels volontaires réalisent les virtualités du développement rizicole, en l'occurrence le salariat agricole, et lui donnent une efficacité que le groupement ou la coopérative prévue par la SODERIZ n'auraient sans doute jamais atteint.

4. L'échec global de la SODERIZ

La SODERIZ fut dissoute en 1977. Les causes ne sont pas directement liées aux stratégies de détournement menées par les volontaires dans la seule région de Gagnoa. En fait, tout s'est joué au niveau de la commercialisation qui fut précisément le cadre d'une autre opération de détournement mais, cette fois-ci, beaucoup plus décisive.

Dans les mois qui ont suivi l'augmentation spectaculaire du prix du riz, la SODERIZ se métamorphose en office de commercialisation : elle détient le monopole du commerce du riz (à 70 FCFA/kg, les circuits privés ne sont capables d'aucune surenchère). Mais ce qui entre majoritairement dans ses magasins, ce sont des dizaines de milliers de tonnes de riz pluvial. Que s'est-il passé ? La SODERIZ offre en fait deux types de prix : l'un payé aux riziculteurs sur leurs lieux de production (65 FCFA), l'autre payé directement à l'usine (75 FCFA). Le bonus va être l'occasion pour les circuits privés de s'adapter parfaitement à la situation. Ce sont eux qui vont livrer à la SODERIZ le riz acheté aux paysans et qui vont ainsi percevoir la « rente de transport » qu'elle a imprudemment instaurée. Comme pour la production, c'est un [141] mécanisme privé qui l'emporte sur une tentative de « socialisation ». Mais, il y a pire. Alors que la SODERIZ accumule des stocks fabuleux de paddy, tandis qu'elle s'endette auprès de son unique créancier, l'État, les circuits de distribution que les pouvoirs publics n'ont à aucun moment envisagé de nationaliser élaborent une véritable stratégie de sabotage. Ils n'achètent plus qu'au compte goutte les stocks accumulés par la SODERIZ. Si bien qu'à une apparente surproduction succède une toute aussi artificielle pénurie. Les stocks se dégradent et les prix à la consommation augmentent en flèche.

Faute d'avoir envisagé la question rizicole dans toute son ampleur, en confiant à la SODERIZ le secteur de distribution, les autorités ivoiriennes ont livré leur

société de production aux mains des groupes de pression et des lobbies mercantiles.

La SODERIZ dans sa définition (société sectorielle de production) et dans sa conception du développement rizicole s'est heurtée à deux obstacles incontournables : d'un côté l'illusion qu'elle a délibérément entretenu de lieux de production (les bas-fonds) qui seraient uniquement investis de ses techniques et de sa rationalité économique : confronté au réel, aux logiques d'un système socio-économique local, l'organisme de développement s'est révélé finalement incohérent et inadapté. De l'autre, l'État ivoirien qui ne lui a pas donné les moyens de contrôler l'ensemble du secteur rizicole (la distribution notamment) et qui l'a en quelque sorte trahie en augmentant trop fortement le prix du riz et en donnant ainsi au secteur privé et aux groupes de pression les armes pour la saboter.

[142]

[143]

Deuxième partie
**Quelques logiques paysannes
face à des opérations de développement**

Chapitre 7

Mise en valeur coloniale et développement

**Perspective historique
sur deux exemples ouest-africains**

par J.P. CHAUMEAU

[Retour à la table des matières](#)

Ce qu'oublient souvent les théories du développement, même les plus ouvertes à la légitime spécificité des « développés », c'est que le développement fait déjà partie de l'expérience historique de ces populations. Au moins dans la plupart des régions de l'Afrique occidentale, notamment francophone, la « mise en valeur » coloniale qui a suivi la sujétion politique a généralisé l'intervention extérieure. On est en droit de penser que celle-ci, constituant la toile de fond de l'existence des populations, a été en quelque sorte intériorisée par elles non seulement pour « s'adapter » à la situation nouvelle - selon une terminologie empruntée à la biologie, donc à manier avec précaution comme toute analogie - mais encore pour se reproduire dans sa spécificité. Bien des « traditions », repérées comme « obstacles » au changement imposé par les colonisateurs ou les développeurs contemporains, sont ainsi ni plus ni moins des créations de la situation coloniale ou « de développement ».

[144]

CARTE DES ETHNIES

Mandé du nord ou Manding	1	} GROUPES MANDE	—	Limite de groupes
Mandé du sud	2		---	Subdivisions ethniques
	3	GROUPES VOLTAÏQUE		
	4	GROUPES KROU		
	5	GROUPES AKAN		
	A		Limite nord du CAFÉ	
	B		Limite nord du CACAO	

Plus encore, l'intégration de la situation coloniale ou de développement dans les processus internes de reproduction [145] sociale peut aller jusqu'à ce que l'on pourrait désigner comme une « appropriation » de cette situation par les sociétés concernées. C'est en général le cas des « développements réussis », comme la généralisation de l'arachide en Sénégal, de l'économie de plantation au Ghana, en Côte-d'Ivoire et au Nigeria, de la culture du palmier à huile au Dahomey ou au Nigeria encore. Le « développement » de ces cultures d'exportation durant la période coloniale sera considéré - notamment par les colonisateurs français, davantage portés que les anglais à ramener tout changement aux effets de leur propre action directe - comme le résultat prédéterminé d'une politique cohérente et suivie avec détermination. L'analyse historique montre au contraire que, chronologiquement, l'expansion des cultures d'exportation a précédé la colonisation proprement dite et que, structurellement, c'est la reconversion endogène des économies africaines qui explique les conditions de cette expansion beaucoup plus que les politiques économiques et les opérations ponctuelles de mise en valeur coloniale.

De ce point de vue aussi, le discours dominant du développement n'a guère changé, qui attribue les échecs aux « blocages » des collectifs « à développer » et les réussites à l'action des « développeurs ». En réalité l'intervention extérieure, et précisément celle conduite et planifiée par le Pouvoir colonial et par les États contemporains au nom du bien-être des populations, n'est du point de vue de celles-ci qu'un élément important de leur propre pratique historique. Je vais essayer de le montrer à partir de deux exemples concrets en insistant particulièrement sur la période durant laquelle le « développement » était plus connu sous le nom de « mise en valeur coloniale ».

***L'économie de plantation ivoirienne :
« développement réussi »
ou détournement du projet colonial ?***

Le premier exemple concerne l'histoire de l'économie de plantation en Côte-d'Ivoire. Je présenterai d'abord la [146] version que l'on pourrait appeler « officielle » de cette histoire, couramment admise et véhiculée dans maints travaux universitaires et dans les documents administratifs et d'expertise. Je lui opposerai une reconstitution à partir de dépouillement d'archives coloniales et d'enquêtes de terrain ; puis je commenterai le sens de cet « écart ».

Arrivée récemment au 1er rang mondial pour la production de cacao, au second pour le café, l'économie ivoirienne est dominée par l'économie de plantation. Celle-ci est avant tout le fait d'une multitude d'exploitations villageoises très généralement de petites dimensions (environ 3-4 ha). Popularisée par l'ouvrage de Samir Amin sur « le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire », l'image dominante de cette économie paysanne est d'être un héritage de la colonisation et de constituer le type même de l'économie dominée et extravertie.

Son histoire, telle qu'elle est couramment admise, débiterait dans le sud-est du pays, précisément dans les petits royaumes agni proches de l'actuel Ghana, sous les influences conjointes suivantes : introduction de la culture du cacao et sa vulgarisation autoritaire par l'Administration coloniale en 1908 dans l'ensemble des régions « pacifiées » à cette date ; aptitude particulière de la société agni à accueillir les innovations économiques du fait d'une structure sociale « évoluée » (c'est-à-dire stratifiée et tournée vers l'accumulation de biens) et d'une histoire très anciennement ouverte aux échanges avec les Européens ; enfin exemple des premières plantations européennes dans la région et de celui de l'économie cacaoyère de la Gold-Coast d'alors (l'actuel Ghana), d'autant plus prégnant au regard des Agni que c'était leurs « cousins » akan qui se lançaient, de l'autre côté de la frontière coloniale, dans cette nouvelle spéculation. Ainsi, après quelques hésitations dues au caractère autoritaire des mesures coloniales et à l'insuffisance des voies d'évacuation, les années 1920 voient, toujours selon l'histoire communément admise, un véritable engouement des populations agni à suivre la politique coloniale.

Malgré des mesures identiques prises par l'Administration pour diffuser la cacao-culture dans l'ouest du pays (« pacifié » plus tardivement), ces régions (gouro, bété, « krou » en [147] général) restent réfractaires à la nouvelle économie marchande : elles demeurent engoncées dans une production d'autosubsistance et ne brisent leur « isolement sylvestre » que pour fournir de la main-d'œuvre aux chantiers du sud-est et de la côte.

La diffusion de la caféiculture dans les années 1930 suit le même schéma « officiel ». Malgré la crise économique sévissant à cette époque, l'action administrative, l'exemple des plantations européennes et les hauts cours du café déterminent une adoption spontanée de cette culture, particulièrement dans le centre de la colonie (pays baoulé) et, cette fois, également dans l'ouest, où des « étrangers » originaires des savanes du nord et du sud-est prennent une part importante à sa diffusion.

Enfin, après la Seconde Guerre mondiale et avec l'amélioration des voies d'évacuation grâce au financement administratif (comptes café et cacao, FIDES...) l'économie de plantation se diffuse en quelque sorte mécaniquement soit par l'émigration dans l'ouest de colons dynamiques originaires des cercles du nord et de l'est, soit par l'adoption de l'économie de plantation par les populations de l'ouest enfin sorties de leur torpeur traditionnelle.

En fin de compte, malgré les mesures impopulaires et les abus de la colonisation, la politique de mise en valeur aurait porté ses fruits. Elle a conquis les populations qui, après quelques hésitations, se sont rendues à l'évidence de son bien-fondé, à tout le moins à la conclusion que, dominées pour dominées, le cacao et le café étaient des cultures payantes. D'abord obligées par la contrainte ou par le paiement de l'impôt, elles ont été finalement « adoptées » ; mais la progression spectaculaire de la production reste considérée comme le résultat d'une politique agricole cohérente et soutenue. La preuve de la nécessité de l'intervention administrative est apportée par le fait que, laissées à elles-mêmes, les populations risquent de transformer ce « développement réussi » en une hypothèque sur l'avenir : la culture *extensive* caractéristique des plantations villageoises (mise en culture d'une superficie maximale au détriment des soins cultureux, de la productivité et même de la capacité en main-d'œuvre pour assurer la récolte totale) est source de dangers : [148] déforestation, développement du parasitisme, menace de l'équilibre foncier, dépendance des exploitants vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère.

Ces craintes sont exprimées par l'Administration dès le début de « l'engouement » pour le cacao en pays agni vers 1920, alors que, pourtant, l'opération était encore loin d'être assurée. La méfiance des services agricoles à l'égard d'une économie de plantation indigène laissée à elle-même et caractérisée, en quelque sorte et par définition, d'« anarchique », ne fera que croître.

D'un côté les colonisateurs se félicitent des résultats de leur action concernant l'extension des plantations qu'ils attribuent à leurs propres incitations (distribution de semence, création de champs de démonstration, surveillance des plantations allant jusqu'à l'interdiction des défrichements nouveaux, etc.), d'un autre côté ils ne voient en l'initiative « indigène » que source de problèmes futurs.

*

* *

Cette série d'interprétations de l'historiographie dominants est quelque peu remise en question par la reconstitution minutieuse des faits.

Il est aisé de montrer tout d'abord que les circonstances, généralement avancées, de la naissance de l'économie de plantation ivoirienne sont le fruit d'une interprétation a posteriori ne traduisant nullement la réalité. En premier lieu, les premières exploitations indigènes de cacao et de café ont été créées à partir de 1880 dans la région de Tabou, à l'extrême sud-ouest du pays. A cette époque et jusqu'à la Première Guerre mondiale, les Krou et Grebo de cette région participaient à l'économie d'échange libérienne vers laquelle ces productions étaient évacuées. C'est bien au contraire l'occupation et l'intervention administrative françaises qui ont eu pour résultat de couper cette région de son débouché historique. Cette petite production marchande villageoise a vivoté ensuite jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale ; le délaissement de cette région au profit de celle du sud-est, mieux lotie en centres d'achats [149] et en pistes d'évacuation, mais aussi les obligations en recrutement de main-d'œuvre plus fortes à l'ouest, l'ont ensuite fait disparaître. Notons au passage que cette économie de plantation s'était donc créée hors de toute intervention administrative - c'est plutôt celle-ci qui l'a condamnée en instaurant une inégalité de traitement entre l'est et l'ouest du pays. Remarquons en outre qu'elle est apparue dans des groupes sociaux réputés sans organisation politique et sociale « évoluée » : des sociétés segmentaires sans pouvoir centralisé et dénuées de fortes hiérarchies sociales peuvent fort bien s'intégrer à une production marchande dès lors que les conditions extérieures s'y prêtent. Il

en résultait en général non une centralisation politique et un développement des écarts statutaires et hiérarchiques internes mais la mise en place d'un réseau commercial entre petites cités autonomes et incorporation d'esclaves dans les groupes de production comme dans la plupart des groupes spécialisés dans le courtage sur le littoral ouest-africain au cours du XIXe siècle.

L'exemplarité des premières plantations européennes du sud-est et la proximité des plantations indigènes de Gold-Coast comme facteur d'adoption du cacao par les Agni doivent être également relativisées. Les plantations européennes du début du siècle ont été un échec économique. La première et la plus importante, celle d'Élima dans le Sanwi agni, ne se mit au cacao que tardivement et la mauvaise qualité de l'encadrement technique européen en fit surtout une exploitation forestière. Quant aux plantations indigènes de Gold Coast, elles débutèrent en pays akwapim, dans le centre de la zone forestière du pays, et gagnèrent d'abord le pays ashanti, assez éloigné de la frontière ivoirienne. Le pays « agni » de Gold Coast resta toujours en décalage par rapport aux grands centres cacaoyers de l'actuel Ghana. D'autre part, si les Agni de Côte-d'Ivoire étaient parfaitement au courant de ce qui se passait chez leurs « cousins » orientaux de par leurs relations historiques et sociales, les conditions du développement cacaoyer furent très différentes dans la colonie anglaise où toute intervention coloniale directe et autoritaire sur les structures de production était évitée au [150] profit d'une politique de libre accès au réseau des maisons de commerce.

Reste à évaluer précisément l'efficacité de l'intervention coloniale française. On a vu que le cacao et le café étaient cultivés avant celle-ci dans le sud-ouest ; le café existait d'ailleurs à l'état spontané et ces variétés furent effectivement exploitées par les paysans lorsque l'administration encouragea la vente de ce produit. Il s'agit donc, si l'on parle de l'« introduction » de ces produits par l'administration, d'une introduction toute symbolique. On peut montrer qu'en réalité l'efficacité de l'intervention coloniale ne se situe pas du tout là où elle le prévoyait (l'instauration d'exploitations encadrées) et que ce sont les effets inintentionnels de son action qui ont déterminé les conditions d'un développement endogène des plantations villageoises (« développement » inégal des régions, ponction de travail forcé, migrations de travail, conditions différentielles de reconversion pour les économies précoloniales des différentes régions sur lesquelles je ne peux d'ailleurs m'étendre ici).

Examinons rapidement les principales mesures ponctuelles et sectorielles prises par l'Administration pour « introduire » le cacao. Organisée à partir de 1908, la distribution de semences assortie de l'obligation de planter et les champs de démonstration furent un échec. Les « plantations collectives » obligatoires qui suivirent - imaginées sur la base du « collectivisme » et du respect de l'autorité supposés inhérents à l'esprit africain - ne survécurent que grâce à un dispositif de surveillance et de sanction renforcé. A partir de 1917, l'Administration maintient le dispositif bien qu'elle note l'apparition de « parcelles individuelles » et que les plantations collectives passent pour la propriété des chefs. Les distributions de semence par les premières stations agricoles sont réservées à ces plantations encadrées, aux auxiliaires indigènes de l'Administration, à quelques commerçants africains et bien sûr aux planteurs européens. Les planteurs agni achètent eux-mêmes des cabosses en Gold Coast ou auprès de planteurs européens. Le service agricole du cercle de l'Indénié se voit interdire par les paysans l'accès aux plantations individuelles car « elles n'appartiennent pas à l'Administration ». Bien d'autres indications encore [151] montreraient que, loin de suivre les incitations de l'Administration, les plantations villageoises se sont constituées contre les modalités que celle-ci entendait imposer. Après avoir constaté avec un étonnement non dissimulé l'extension des plantations dans tout le sud-est à partir de la fin de la première guerre, les colonisateurs sont en fait contraints d'adopter une politique de laisser-faire, notamment en instaurant la possibilité de rachat du travail forcé dans ces régions, pour ne pas entraver un dynamisme tout à fait étranger à l'action administrative. Telle la mouche du coche, l'administration se proposera ensuite, avec persévérance et sérieux, de convaincre les populations d'intensifier un mouvement que celles-ci avaient inauguré en contournant les mesures coloniales et qu'elles continuaient sans demander son avis au pouvoir colonial.

Bien au contraire, à l'ouest du pays, chez des populations considérées avant même qu'elles soient réellement administrées comme « sauvages » et isolées, l'Administration accentue la ponction en main-d'oeuvre pour les colons européens de la région et les chantiers publics et privés de la côte et du sud-est. Après avoir imaginé une migration de ces « peuplades arriérées » pour mettre en valeur le sud-est, elle prône dans les années 1930 la colonisation de l'ouest par les populations travailleuses et « évoluées » du nord et de l'est. Mais là encore elle ne fait que prendre le train en marche, le mouvement étant déjà amorcé par des Dioula,

Baoulé et Agni. Le résultat inattendu le plus important de la politique autoritaire de l'Administration concerne le recrutement de travail forcé. Si à l'ouest, considéré comme réservoir de main-d'oeuvre au même titre que le nord, il constitue un facteur de démobilisation à l'égard de l'économie de plantation, le courant de main-d'œuvre orienté au départ vers les entreprises coloniales est rapidement détourné vers les plantations africaines de la côte et du pays agni. Les fuites des chantiers, les migrations clandestines pour échapper aux contraintes coloniales bien plus lourdes à l'ouest, enfin l'installation sur place au terme de l'obligation de travail fournissent aux planteurs agni une main-d'oeuvre « cliente », bientôt rémunérée en terre, en produit ou en argent à l'égal des travailleurs voltaïques qui affluent à [152] partir de la fin des années 1930. Dans ce dernier cas également le projet colonial contenu dans l'intégration au territoire de la Côte-d'Ivoire de la partie méridionale de la Haute-Volta (1932) est largement perverti. Prévus pour alléger les obligations en travail forcé des populations forestières, qui se consacraient alors à leurs petites exploitations familiales, les Voltaïques et notamment les Mossi désertent dès qu'ils le peuvent les entreprises européennes et s'emploient auprès des planteurs agni avant d'établir eux-mêmes leurs plantations. Et, dans cette même période, les plantations européennes soutenues à coup de recrutement forcé de main-d'œuvre et de prix d'achat surpayés périssent...

Le grand « boom » de l'économie de plantation après la seconde guerre, que les hauts prix du début des années 1950 ne font qu'amplifier, est consécutif à l'abolition du travail forcé et du code de l'indigénat en 1946-47. Cette mesure, décidée contre l'opinion européenne locale par le gouvernement de l'immédiat après-guerre, va permettre à l'économie de plantation ivoirienne d'accoucher de toutes ses potentialités. Les luttes syndicales et politiques consisteront jusqu'en 1952-1953, pour les leaders politiques issus du Syndicat agricole africain créé en 1944, à abattre les dernières résistances opposées par les tenants d'un colonialisme archaïque. D'une certaine façon la victoire du RDA mené par Houphouët-Boigny consacrait l'autonomie de l'économie de plantation vis-à-vis de l'action colonisatrice et de ses projets de développement. A partir de 1953 c'est autant la politique coloniale qui choisit de collaborer avec les leaders représentatifs de l'économie de plantation indigène que l'inverse. Dès lors l'action administrative se cantonnera à des interventions incitatives discrètes sur le milieu paysan, reconnaissant sa faible capacité à influencer sur ce vaste mouvement de généralisation des plantations.

Après l'Indépendance, la politique de laisser-faire de l'État ivoirien assurera la continuité des revendications nées de la lutte anticoloniale. Le slogan « la terre appartient à celui qui la travaille » facilite effectivement la mise en valeur de l'ouest forestier sous la pression d'une immigration massive venue du nord et surtout du pays baoulé. Assez vite cependant les mêmes problèmes se [153] posent qu'à l'époque coloniale, mais cette fois avec une vigueur accrue par la dimension prise par l'économie de plantation : la « course à la terre » suscite une déforestation réelle, les problèmes fonciers sont renforcés par leur aspect ethnique... Dès la fin des années 1960, l'État ivoirien et son encadrement technique européen reprennent le même langage que l'État colonial. Le mot d'ordre est d'intensifier, de rationaliser, d'encadrer les plantations. Le gouvernement a cependant toujours répugné à engager des opérations coercitives et radicales, au contraire d'autres secteurs comme le coton ou le palmier à huile, et sans doute parce que les dirigeants conservaient en mémoire le poids historique des planteurs. Mais certainement aussi parce que, mieux que les experts étrangers et les jeunes cadres ivoiriens, les anciens dirigeants dont beaucoup sont d'anciens planteurs savent à quel point une intervention extérieure « prend » difficilement sur ce secteur de plantations villageoises.

On peut résumer ainsi l'analyse : l'économie de plantation villageoise n'apparaît en fin de compte comme un développement réussi que dans la mesure où la dynamique paysanne s'est approprié ce secteur contre les plans et projets ponctuels de l'Administration, systématiquement détournés de leurs objectifs. Les moyens de cette réussite furent d'une part l'« auto-transformation » sociale des sociétés rurales sur laquelle je ne peux m'étendre et où l'action coloniale a pesé, ici encore, de façon inintentionnelle en instituant dès le départ des inégalités régionales ; d'autre part une méthode de culture dite extensive, privilégiant la productivité du travail sur la productivité à l'hectare, en rapport avec la rationalité interne de la production paysanne (stratégies foncières, attirance de la main-d'œuvre rémunérée par accès au faire-valoir direct, association des cultures pérennes et des cultures vivrières dont la vive croissance durant la période coloniale reste largement méconnue, etc.)

C'est certainement dans cet aspect technique de l'économie de plantation que résident les principales contradictions. Il est inséparable de la logique économique et sociale paysanne et il est l'élément moteur de la réussite globale de ce secteur,

réussite qu'a pu s'attribuer le pouvoir colonial et que peut s'attribuer l'État indépendant à [154] condition de « gommer » dans l'historiographie officielle un certain nombre d'événements ou de processus de l'histoire réelle. Mais la technique extensive comporte ses propres limites qu'elle rencontre inévitablement à terme : saturation foncière, déséquilibre écologique, disponibilité en main-d'œuvre non familiale. Ces limites étaient déjà perçues par l'Administration coloniale sur la base d'un raisonnement techniciste juste ; bien qu'elles ne soient pas objectivement atteintes à l'époque, elles étaient utilisées par le pouvoir colonial comme preuve de l'« anarchisme » et de « l'irrationalité » du système « indigène ». Il n'empêche que c'est bien ce système, parfaitement rationnel dans le cadre global de la logique paysanne, qui a pu, seul, assurer la « prise » et le développement de l'économie de plantation. A l'heure actuelle les limites techniques de ce système commencent à être objectivement atteintes. La colonisation des terres de l'extrême sud-ouest du pays constitue son ultime « ballon d'oxygène ». Le problème fondamental est que l'intensification du système ne peut se faire qu'au prix d'un encadrement des exploitations, d'un aménagement de l'emprise foncière et des techniques culturelles, d'un accroissement des « inputs » en produits de traitement et en engrais, donc de la soumission de l'organisation de la production paysanne à une intervention exogène. Or toute l'histoire du développement de l'économie de plantation, la clé de sa réussite, résident en ce mouvement progressif d'autonomisation à l'égard de l'intervention extérieure. « Rationaliser » l'exploitation paysanne ne risque-t-il pas de casser tout simplement le ressort de son dynamisme ? Et, aussi important, une action de ce type, forcément coercitive dans une large mesure et nécessitant un endettement croissant des paysans, ne risque-t-elle pas de couper définitivement l'État ivoirien de cette masse de planteurs, petits, moyens et grands originaires d'une multitude d'ethnies, qui a constitué sa base sociale contre le pouvoir colonial et semble avoir largement « balisé » ses revendications traduites en termes d'opposition ethnique ?

[155]

[156]

***La pêche maritime artisanale sénégalaise :
la redécouverte d'un développement « informel »***

Le « développement » de la pêche maritime artisanale sénégalaise fut entrepris essentiellement à partir de la Seconde Guerre mondiale et est poursuivi aujourd'hui dans des termes assez semblables. Sa logique, du point de vue des colonisateurs-développeurs est comparable à celle que nous venons d'examiner à propos de l'économie de plantation. Sa dimension supplémentaire réside dans le fait qu'il s'agit d'une activité de subsistance « traditionnelle » (j'insiste sur les guillemets pour les raisons que l'on va voir).

Il est utile, ici encore, de partir de la vision courante et superficielle ayant cours dans le milieu des « décideurs » et des experts. On doit cependant distinguer selon que l'on se situe avant ou après le phénomène qui a le plus profondément marqué l'activité de pêche : la motorisation des pirogues. Je précise que je parlerai essentiellement ici de la pêche maritime piroguière. Bien que celle-ci ait toujours entretenu des relations avec les débouchés et même la production dite « industrielle », je ne parlerai qu'incidemment de ces derniers qui offrent pourtant à l'analyse de la situation « de développement » des perspectives tout aussi intéressantes. De même, je laisserai de côté la pêche continentale.

Jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale la pêche qualifiée d'indigène ne retint guère l'attention du colonisateur-développeur, parce que jugée « traditionnelle » et donc archaïque. Concernant la mise en valeur des richesses halieutiques des côtes sénégalaises, parmi les plus poissonneuses d'Afrique occidentale pour des raisons climatiques et hydrographiques, l'administration française tablait sur la pêche industrielle européenne. Malgré l'échec de l'appel et des incitations dirigés vers l'armement industriel français (seul répondit le secteur artisanal breton et basque pour faire face à une crise de reconversion de ce type de pêche en métropole), les services coloniaux se désintéressèrent de la pêche piroguière considérée comme « peu susceptible d'évoluer ».

C'était déjà une vue bien erronée des choses. Si les [157] colonisateurs avaient été en mesure de prendre en considération l'histoire économique et technologique de ce secteur, ils auraient eu bien des surprises. Les techniques de pêche et de navigation, considérées comme archaïques et peu évolutives, révèlent bien des transformations et même de véritables révolutions. Je ne peux m'étendre ici sur ce sujet passionnant. J'indique seulement qu'une reconstitution des faits, depuis les premiers témoignages portugais du XVe siècle, montre l'importance économique de la pêche, de la transformation du poisson et de la navigation de commerce dès cette époque. Le XVIIe siècle voit l'adoption de voiles et de gréements complexes sur les pirogues monoxyles utilisées à la pêche et au cabotage dans un contexte de fort développement des échanges, notamment avec les Européens. Aux techniques de pêche déjà connues (harpon, ligne, filet maillant, filet coulissant) s'ajoute la grande senne de plage. Au XVIIIe siècle se développe la traite des esclaves, renforçant l'influence européenne, enrichissant les aristocraties guerrières mais désastreuses pour les populations d'agriculteurs et les activités d'échanges du littoral. Autour de l'établissement français de Saint-Louis se développent toutefois des activités de pêche et de navigation spécialisées d'où va naître progressivement la petite pirogue contemporaine avec bordées ajoutées, éperons et gréements à livarde, alors que dans d'autres parties du littoral la navigation régresse, les gréements complexes disparaissent, le séchage du poisson décline. Enfin dans la deuxième moitié du XIXe siècle, l'extension de l'économie arachidière (antérieure à l'occupation coloniale elle-même) et la multiplication sur le littoral de petits ports d'évacuation redonnent à la pêche maritime indigène une nouvelle vigueur avec l'expansion du marché du poisson frais et transformé : un nouveau procédé de transformation apparaît en effet, utilisant le sel ; l'utilisation de la coque et de la paille d'arachide permet à la technique du braisage de s'étendre ; l'armement piroguier mis au point à Saint-Louis est peu à peu adopté par les pêcheurs du sud : les pêcheurs du nord entreprennent des campagnes saisonnières de pêche jusqu'en Casamance, d'autres combinent campagnes de pêche et navigation de commerce... Toutes ces activités, toutes ces transformations concernent [158] des groupes qui ne sont pas tous « ancestralement » voués à la pêche en mer ou à la pêche tout court...

Si on ne peut exiger des colonisateurs qu'ils s'intéressent à l'histoire des peuples qu'ils assujettissent, on pourrait penser qu'ils sont attentifs aux transforma-

tions économiques induites directement ou indirectement par leur présence. Une enquête approfondie sur la pêche maritime indigène fut effectuée au début du siècle. Curieusement, l'ouvrage décrit minutieusement son importance et sa variété... mais conclut à l'inéluctabilité de fonder le développement de la pêche maritime sur les pêcheries européennes. Un peu plus tard, la principale préoccupation du service technique spécialisé dans la pêche sera toujours d'amener la pêche indigène à ressembler au plus près ou à s'associer à la pêche européenne : introduction d'embarcations européennes ; développement du procédé européen de salage du poisson ; approvisionnement du secteur de transformation européen (salé-séché, conserve) ou, durant les guerres et les crises, du marché de consommation métropolitain lui-même. Il est intéressant de noter que, pourtant, durant cette période qui s'étend jusque vers 1950, les seules pêcheries ou industries de transformation européennes qui subsistent utilisent presque exclusivement des techniques de pêche locales ou s'approvisionnent auprès des pêcheurs sénégalais...

C'est même cet approvisionnement qui contribue au développement des techniques et à l'importance de la pêche artisanale africaine. Il apporte à celle-ci un débouché rémunérateur supplémentaire de celui que constitue le marché de consommation local, lui-même élargi par le développement des escales et de l'économie arachidière d'une part, des techniques de transformation d'autre part, mais qui reste limité quant aux prix payés aux producteurs par le niveau de revenu des populations. Ainsi les pêcheurs restent-ils toujours sensibles aux incitations du secteur européen : ce fut le cas durant les années 1940 concernant le salé-séché pour approvisionner la métropole et le requin dont on extrayait la vitamine A. Aujourd'hui encore, aussitôt qu'un marché ponctuel rémunérateur s'offre à eux, les pêcheurs piroguiers savent saisir l'opportunité (par exemple, aujourd'hui, pêcherie de céphalopode, de requin, de crevette en Casamance, de [159] sardinelle pour l'usine de farine de Djifère, ou de poissons nobles pour le maréyage d'exportation). Mais dans bien des cas ces opportunités s'avèrent conjoncturelles. Ce fut le cas notamment de l'approvisionnement des entreprises de transformation européenne des années 1940. Celles-ci périclitèrent avec la libération des échanges de l'après-guerre et la découverte de la synthèse de la vitamine A.

C'est dans cette conjoncture fatale aux entreprises et aux très rare armements locaux européens qu'est mis en place un service administratif consacré spécialement au développement de la pêche. Il expérimente en 1950 une opération de

motorisation des pirogues. Elle avait plusieurs objectifs : fixer sur la grande Côte, entre Saint-Louis et le Cap-Vert, les pêcheurs saint-louisiens (Saint-Louis était alors la capitale de la colonie du Sénégal, Dakar étant le siège du Gouvernement général de l'AOF) ; en augmentant la productivité et la production grâce à la motorisation, relancer les petites industries de transformation européennes ou syro-libanaises en leur assurant un approvisionnement régulier ; enfin susciter l'adoption d'un armement motorisé spécialisé différent des pirogues. L'opération réussit dans les moyens qu'elle se proposait (220 pirogues motorisées en 1955, 400 en 1958), mais guère dans ses objectifs. La motorisation suscita au contraire un allongement et une complexification des campagnes de pêche et surtout permit aux pêcheurs de se rapprocher des marchés et des centres de maréyage les plus importants. Le réseau de maréyage africain, lui aussi bien improprement qualifié d'informel, favorisa en effet la progression des débarquements et la vulgarisation des méthodes de pêche. Dans ce cas l'expansion du marché local se retourna contre l'objectif d'assurer l'approvisionnement de la petite industrie. Je cite le rapport du service technique des pêches de 1955 : « L'achat sur plage, le transport, la revente, le détaillage et l'achalandage sont organisés d'une façon remarquable et économique. Des prêts et avances en nature, le règlement des ventes après la liquidation, les avantages et faveurs pour les anciens marins-pêcheurs font que la profession est très bien défendue, si bien même qu'elle a porté un dur coup à l'activité du poisson traité. » Enfin, loin de [160] faire disparaître les pirogues, la construction s'adapta à la motorisation et aux nouvelles conditions de pêche (aujourd'hui des pirogues peuvent dépasser 20 mètres et porter plus de 20 tonnes de poissons sans être de conception radicalement différente des petites pirogues d'avant-guerre).

Durant cette période des années 1950, la pêche sénégalaise est le domaine quasi exclusif de la pêche artisanale. L'approvisionnement du marché de consommation local est le moteur de l'expansion : les prix au détail suivent ceux de l'arachide payés aux producteurs, qui conditionnent l'ensemble des transactions du pays. Les prix à la production augmentent moins vite (ils s'alignent plutôt sur l'évolution des salaires urbains et des prix des produits alimentaires). L'augmentation des prises à la fin des années 1950 détermine un tassement de l'évolution des prix du poisson à la consommation mais la demande est si forte que les prix restent soutenus.

Le problème de la commercialisation et des prix préoccupe l'administration coloniale, dépassée par l'expansion de la production et du maréyage. Une organisation « coopérative » de commercialisation est mise sur pied par l'Administration en 52-54 (Coopmer). Mais l'organisation des mareyeurs leur permet de pratiquer de hauts prix d'achat aux pêcheurs et des prix de « dumping » aux détaillants qui se trouvent en mesure d'offrir aux consommateurs les mêmes prix que la COOPMER. Celle-ci ne peut supporter la concurrence du maréyage et disparaît.

Des coopératives de droit commun existent également. Elles émanent des mesures administratives et politiques prises en faveur de l'organisation coopérative depuis 1948. Elles relèvent en fait des stratégies politiques au Sénégal dans l'après-guerre. Leur activité est réduite et leur résultat est plutôt d'asseoir des relations de clientèles. D'autre part, la Mutuelle sénégalaise des pêcheurs motorisés est créée en 1952 et constitue un simple groupement d'achat à crédit des moteurs.

C'est donc en dehors de l'encadrement administratif qu'il faut chercher la dynamique d'expansion de la pêche artisanale. La motorisation des pirogues est certes initiée par le Service des pêches (elle repose d'ailleurs sur une [161] organisation essentiellement commerciale et sur une subvention relativement faible). Mais elle n'explique pas en totalité l'expansion de la pêche artisanale en mer (et a fortiori dans les bras de mer où la motorisation n'intervient pas : Saloum et surtout Casamance).

C'est dans les années 1950 que la pêche artisanale acquiert définitivement la forme qui est la sienne aujourd'hui : celle d'une activité reposant sur une organisation du travail domestique mais dont l'essentiel de la production est destiné au marché par l'intermédiaire des femmes de pêcheurs (surtout sur la Grande Côte), des mareyeurs (surtout sur la Petite Côte) et de la vente aux entreprises d'exportation européennes (notamment pour les crustacés).

Le développement de cette forme de « petite production marchande » (par opposition à une production où seul le « surplus » est commercialisé, ou à une production organisée sur la base du salariat) suscite une plus grande spécialisation de la pêche. C'est à cette époque que l'agriculture est définitivement abandonnée par les Guet-ndariens, qu'elle décroît fortement dans les villages lebu du Cap-Vert et que de nombreux paysans serer de la Petite Côte viennent s'initier à la pêche en mer et s'installent à Mbour et Joal, où, déjà, des Niominka se sont fixés. Ceux-ci

délaissent la culture de l'arachide et développent une forte intégration de la navigation de transport et de la pêche en Gambie et en Casamance.

Avec l'Indépendance et la mise sur pied d'une administration autonome des pêches les mêmes tendances sont décelables. D'un côté la généralisation de la motorisation, qui se poursuit, et l'introduction de la senne tournante coulissante, rapidement adoptée dans les années 1970, suscitent un certain triomphalisme des services administratifs. D'un autre côté la reconstitution des faits montrent que le moteur essentiel de l'expansion reste le marché de consommation local, hors de portée de l'action administrative, et que les innovations que s'attribue celle-ci reposent sur des conditions endogènes antérieures : les incitations administratives sont sélectionnées par les pêcheurs et « retraduites » en quelque sorte à leur propre usage. Les coopératives encouragées par les pouvoirs publics demeurent limitées à leur fonction de [162] groupement d'achat de moteur et de matériel : les tentatives d'organisation du circuit commercial ont toujours tourné à l'avantage du mareyage indépendant ; l'évolution de la technologie des pirogues ne favorise pas mais s'oppose plutôt à une transformation des embarcations correspondant à la vision « moderniste » de l'administration ou des experts. Le poids du marché de consommation local et l'ancienneté de la « modernisation par l'intérieur », si l'on peut dire, de la pêche piroguière assurent à ce secteur « informel », selon la terminologie en vogue, la capacité de conserver une forte maîtrise de son évolution.

Avec la régression de l'économie arachidière, la pêche maritime retient de plus en plus l'attention du gouvernement sénégalais et des organismes de développement. Ceux-ci redécouvrent l'importance de ce secteur « informel », attribuant, par une lecture non historique des faits, l'essentiel de son évolution aux innovations introduites par les services administratifs coloniaux ou contemporains. En réalité le dispositif de développement antérieur a souvent été amené à « prendre le train en marche » et les « développés » ont largement manipulé le cadre et les moyens d'intervention qui leur étaient appliqués pour les intégrer à leur propre logique et dans un sens qui ne concordait pas toujours avec les objectifs des développeurs.

L'intervention de développement se propose toujours de « dynamiser » ce secteur informel et la mentalité, toujours jugée « conservatrice », des pêcheurs. Mais il est à craindre qu'une intervention trop contraignante de l'État « rationnel » limite là marge de manœuvre de l'innovation interne, celle qui a assuré dans les faits

l'expansion de la pêche piroguière maritime et cela même si le « produit fini » ne correspond pas à la conception que se font de la « modernité » les techniciens du développement. Ainsi s'expliquent aujourd'hui l'inutilisation du port et des infrastructures de pêche de Saint-Louis construits à grands frais mais inadaptés au fonctionnement de la pêche piroguière ; l'interruption pour des raisons de non-rentabilité financière d'une usine de farine de poisson avec les conséquences subies par les pêcheurs piroguiers qui s'étaient équipés en confiance pour [163] l'approvisionner ; ou encore les risques financiers ou de gestion inhérents au grand projet en cours de chaîne de froid pour approvisionner le marché intérieur alors que les secteurs de mareyage et de transformation « traditionnels » ne bénéficient guère d'aide à l'équipement.

Conclusion :
le développement comme objet d'étude

L'économie de plantation en Côte-d'Ivoire et la pêche maritime artisanale au Sénégal sont, une fois n'est pas coutume, des exemples de « développement » réussis. Mais dans l'un et l'autre cas la reconstitution des faits renverse quelque peu l'interprétation mécaniste et techniciste du développement. Inauguré par l'administration coloniale, mis en œuvre en des termes semblables par les États et les organismes spécialisés contemporains, ce développement n'a « réussi » dans les exemples précédents que dans la mesure où sa dynamique interne a su en partie s'approprier, en partie s'opposer aux objectifs tracés par les développeurs. De ce point de vue la continuité est certaine entre la conception de la « mise en valeur » coloniale et celle du « développement contemporain ». Ce qui est le plus illustratif de cette continuité, c'est le décalage entre les processus réels et la représentation que s'en font les « décideurs » institutionnels. La réussite ne peut qu'être le produit de leur intervention, l'échec est toujours attribuable à l'archaïsme, au conservatisme des « développés », aux défauts dus au caractère « informel » du secteur d'activité concerné. Seule une lecture historique et attentive des faits permet de renverser ces évidences qui sont étroitement liées à une situation elle-même historiquement située.

Cette lecture nous engage à concevoir la recherche scientifique sur le développement d'une tout autre manière que celle qui en fait un instrument technique opératoire pour modifier un milieu ou une activité en fonction d'objectifs déterminés, ou encore celle qui se donne des raisons politiques, sociales ou humanitaires. [164] Quels que soient les débats contradictoires sur le contenu du développement et ses visées, il aboutit d'abord à ce que l'on peut appeler une « situation de développement » où coexistent et interagissent au moins deux logiques globales : pour simplifier celle des « développeurs » et celle des « développés ». C'est cette dualité, sans cesse dépassée et reconstituée dans la pratique historique, qui est au cœur de l'observation scientifique du développement, même si « développeurs » et « développés » ne constituent pas, loin s'en faut, des entités homogènes et même si, surtout du côté des « développés », c'est leur hétérogénéité qui explique l'existence de stratégies internes et donc leur capacité de s'auto-transformer en rapport avec les conditions extérieures.

Il y a tout simplement « développement » là où il y a des « développeurs » ; là où un des groupes se réclamant de la mise en œuvre du développement organise un dispositif d'intervention sur d'autres groupes sociaux. Le terme même de « développement », hérité de l'évolutionnisme social propre à la pensée occidentale et de sa conception de l'État héritée des Lumières, ne date d'ailleurs pas, comme on le voit souvent en ce qui concerne l'Afrique occidentale, de l'époque des Indépendances. Dès la première moitié du XIXe siècle, « un riche et fécond développement » du Sénégal est attendu de la croissance de l'agriculture indigène après la fin de la traite des esclaves et l'échec des tentatives de colonisation agricole européenne. C'est, nous l'avons vu, le « Plan de développement » mis en œuvre par le gouverneur Angoulvant en Côte-d'Ivoire à partir de 1908 qui est considéré comme l'initiateur de l'économie de plantation dans cette colonie. En 1921, le « programme général de mise en valeur des colonies françaises » du ministre Sarraut éclipse cette terminologie mais s'inspire des mêmes principes. De son côté la Grande-Bretagne instaure dès 1929 un « Colonial Development Fund ». Rappelons enfin le FIDES de 1946 (Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social), pour écarter cette idée que le terme et la préoccupation d'un développement planifié ont été instaurés vers 1960.

Une étude scientifique du développement est donc d'abord une étude sur le développement ainsi défini, sur [165] (je cite Marc Augé) « l'action même de dé-

velopper », sur « l'ensemble complexe formé par les « développeurs » et les « développés ». Un tel objet d'étude intègre l'analyse de la logique des développés qui montre comment, dans nos deux exemples précédents, le « développement » n'intervient pas sur une table rase. Mais l'objet d'étude intègre aussi l'analyse du dispositif d'intervention lui-même, les représentations qu'il se fait de son action et des collectifs « à développer ». En tant qu'objet historique, le développement nous invite à un retour sur nos propres sociétés, sur leur anthropologie ou leur ethnologie, sur les conditions d'émergence, bien avant que la colonisation soit effective, de cette catégorie de « développement » appliqué à l'Autre.

OBSERVATIONS ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

1. Sur l'économie de plantation en Côte-d'Ivoire.

(La présentation repose sur les recherches en cours effectuées conjointement par J.P. DOZON et moi-même dans le cadre de l'équipe « Autonomie et dépendance » du département « Conditions d'un développement indépendant » de FORSTOM).

J.P. J.-P. CHAUVEAU et J.-P. DOZON, « Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte-d'Ivoire », à paraître dans les *Cahiers ORSTOM Sciences humaines*.

J.-P. CHAUVEAU, J.-P. DOZON et J. RICHARD, « Histoires de riz, histoires d'igname : le cas de la moyenne Côte-d'Ivoire », *Africa* 51(2), 1981.

2. Sur la pêche maritime artisanale au Sénégal

(La présentation repose sur mes recherches en cours dans le cadre du département « Connaissance et mise en valeur des systèmes aquatiques » de l'ORS-

TOM et de l'Institut sénégalais [166] de recherche agricoles - Centre de recherches océanographiques de Dakar-Thiaroye).

Il n'y a pas d'articles ou d'ouvrage *édités* concernant la perspective choisie. On pourra consulter néanmoins :

DOMINGO (J.), « Deux expériences de développement de la pêche maritime au Sénégal », *Cahiers d'Outre-Mer*, 35 (137), janvier-mars 1982.

GERLOTTO (F.), STEQUERT (B.), BRUGGE (W.-J.), « La pêche maritime artisanale en Afrique de l'Ouest : la pêche au Sénégal », *La Pêche maritime*, 20 février 1979.

GRUVEL (A.), *Les pêcheries des côtes du Sénégal et des Rivières du sud*, Paris, Challamel, 1908.

NGUYEN VAN CHI-BONNARDEL (R.), « Économie commerciale et migrations de travail sur le littoral sénégalais », *Cahiers d'Études Africaines*, XX-3, 1980.

3. Sur le « développement »

ACHARD (P.), « "Sociologie du développement" ou sociologie du "développement" », *Revue Tiers monde*, XXIII, 90, avril-juin 1982.

AUBERTIN (C.), CABANES (R.), CHAUVEAU (J.-P.), COUTY (P.), PONTIE (G.) et ROBINEAU (C.), « Histoire de développer... », *Revue Tiers monde*, XXIII, 90, avril-juin 1982.

AUGE (M.), « Sous-développement et développement : terrain d'étude et objet d'action en Afrique francophone », *Africa*, XLII, 3, 1972.

BASTIDE (R.), *Anthropologie appliquée*, Petite Bibliothèque Payot, 1971.

WEBER (J.), « Le développement : concept, doctrine ou idéologie » in *Le développement idéologies et pratiques*, ORSTOM, 1983.

[167]

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

Troisième partie

Sur certaines formes d'intervention

[Retour à la table des matières](#)

[168]

Les contributions qui composent cette partie sont d'un autre statut que les textes précédents. Il ne s'agit plus en effet du produit des problématiques scientifiques largement convergentes de chercheurs extérieurs aux institutions de développement, mais de présentations en quelque sorte « de l'intérieur » (ce qui n'exclut pas une réflexion parfois très critique ; cf. le texte de Freud) de trois formes d'intervention sur le milieu rural : les sociétés de développement, les ONG, les projets soutenus par le ministère de la Coopération. Ce ne sont pas là des études sociologiques ou anthropologiques à proprement parler, car, et cela a déjà été souvent souligné, l'étude des « développeurs », bien qu'indispensable, est nettement en retard sur celle des « développés ». Mais la présentation qui est faite de chacun de ces trois niveaux d'action intègre, du fait des formations et des préoccupations des auteurs (même si ceux-ci sont « partie prenante » des institutions respectives qu'ils analysent ici), un certain « recul sociologique », et fournit ainsi des éléments précieux à un débat sur les méthodes d'intervention qui est trop souvent uniquement idéologique, ou dont on occulte la complexité au nom de quelques idées « chic et choc ».

J.-P. Olivier de Sardan

[169]

Troisième partie
Sur certaines formes d'intervention

Chapitre 8

Le rôle des sociétés de développement

par B. DIOUF

1. Esquisse de définition de la Société de développement

[Retour à la table des matières](#)

Avant de tenter de définir le rôle des Sociétés de développement, il importe tout d'abord d'indiquer dans quelle problématique elles s'insèrent, et quelle conception du développement justifie et fonde leur existence.

A cet égard, il faut rappeler que dans la plupart des pays et en particulier dans les pays nouvellement indépendants d'Afrique, la tâche de promouvoir le développement incombe en premier lieu à l'État.

Celui-ci conçoit la politique de développement et les modalités de son exécution.

Les Sociétés de développement apparaissent donc dans la panoplie des moyens que les Pouvoirs publics mettent en œuvre pour gérer la « fonction développement ». De ce fait, elles sont créées ou au moins autorisées par l'État. Cela signifie qu'elles reçoivent de lui leurs missions et les modalités d'exécution de celles-ci. La nature des rapports qui existent originellement entre les Sociétés de

développement et l'État expliquent, dans certains cas, l'exiguïté de leur marge de manœuvre dans [170] la conduite de leurs programmes. On rencontre généralement deux types de sociétés :

- les sociétés nationales créées par l'État et dépendantes exclusivement de lui ;
- les sociétés privées plus ou moins autonomes.

Dans le premier cas, ce sont les Pouvoirs publics, avec ou sans l'association de capitaux extérieurs, qui mettent sur pied la Société, déterminent sa mission et les modalités de son fonctionnement.

Ces organismes se répartissent généralement dans trois types de statut juridique ;

- les Sociétés d'économie mixte à gestion privée et à autonomie financière (type SODEVA - SAED - SODAGRI - SODEFITEX pour le Sénégal, AVV pour le Burkina-Faso, ex OACV pour le Mali, etc.),
- les Établissements publics à caractère industriel et commercial (SONAR Sénégal, et ZAPI Cameroun),
- les Établissements publics à caractère administratif (SOMIVAC Sénégal, ORD (Burkina-Faso etc.).

Comme l'indique leur statut juridique, ces Sociétés ont : soit une grande souplesse de gestion, cas des Sociétés d'économie mixte et des Établissements Publics à caractère industriel et commercial ; soit un mode de gestion très proche de celui en vigueur dans les structures administratives classiques, cas des Établissements Publics à caractère administratif (SOMIVAC au Sénégal, ORD au Burkina-Faso).

Elles se retrouvent sous plusieurs appellations : Société, Projet, Organisme régional de développement, Opération, Zones d'action prioritaires intégrées (ZAPI).

Ces Sociétés sont fortement tutellisées et subissent le poids de l'environnement. En effet, elles n'ont souvent aucune emprise sur les éléments-clefs de celui-ci : politique de prix, organisation de la commercialisation, [171] mesures institutionnelles telles que l'organisation des coopératives, etc.

La seconde catégorie est constituée de Sociétés à fort taux de participation extérieure. Initialement, c'étaient des Sociétés étrangères (SATEC, CFDT, BDPA) qui sont devenues nationales sous d'autres noms, SODEFITEX au Sénégal et CMDT au Mali en substitution à la CFDT.

Leur intervention initiale dans les pays s'expliquait par la nature du financement de leurs programmes qui était, soit multilatéral (BIRD, FED, PNUD) avec appel d'offre international pour l'exécution des projets, soit bilatéral CCCE, FAC, avec la clause de préférence pour les entreprises du pays d'origine du financement.

La grande marge de manœuvre dont elles disposaient procédait de leur statut d'entreprise étrangère et de leur grand pouvoir de négociation du cadre général de gestion de leur programme. Elles bénéficiaient, en effet, de l'appui de l'organisme de financement.

La plupart de ces Sociétés étrangères fournissent aujourd'hui de l'assistance technique à celles qui ont pris leur relève. Elles participent pour une part importante au capital des nouvelles Sociétés et de ce fait restent fortement impliquées dans leur gestion.

Actuellement les Sociétés de relève présentent pratiquement les mêmes caractéristiques que les autres Sociétés nationales du point de vue de leur capacité d'action sur l'environnement. Mais d'un autre côté, elles se distinguent nettement des autres en matière de financement. Le fait qu'elles s'occupent quasi exclusivement d'un produit d'exploitation (coton, café, cacao, etc.), avec maîtrise de la commercialisation, leur garantit les recettes nécessaires à leur fonctionnement.

De plus, les bailleurs de fonds extérieurs sont plus intéressés à financer leurs projets, sauf naturellement si le produit qu'elles exploitent connaît un effondrement de son cours sur le marché international, comme c'était le cas récemment pour le café et le cacao.

Ce type d'organisme présente d'autres caractéristiques. En effet, ils assurent la maîtrise de la filière d'un produit de l'amont à l'aval de la production, à l'opposé des autres Sociétés nationales qui, elles, font soit de l'encadrement de la production de plusieurs cultures et [172] ne maîtrisent généralement pas les problèmes d'approvisionnement et de commercialisation, soit assurent uniquement l'une des fonctions suivantes :

- approvisionnement,
- crédit,
- commercialisation,
- transformation.

Ces Sociétés de relève disposent en général de moyens plus importants que les autres Sociétés et interviennent dans des zones plus réduites.

Le troisième type d'institution, totalement privé, est l'organisation non gouvernementale (ONG) qui, dans le cadre d'une convention avec le gouvernement, exécute des opérations de développement dans une zone restreinte. Il y a deux générations d'ONG :

- Celles de la première génération étaient des organisations de bienfaisance dont l'intervention purement caritative contrastait avec la pratique des Sociétés nationales et des services administratifs. Ce qui ne manquait pas de créer des conflits, (exemple conflit DFADEC/SAED), lorsqu'elles intervenaient à l'intérieur des régions affectées à ces derniers.

Elles pratiquaient la « politique du cadeau » inhibitive à la prise en charge de leur développement par les populations et de toutes façons impossible à perpétuer. Leurs programmes étaient sectoriels et n'avaient un impact important ni sur la croissance globale de l'économie ni sur le développement.

- La deuxième génération d'ONG, tout au moins au Sénégal, vise d'autres objectifs. Sa philosophie et ses méthodes sont plus insidieuses. Leur dessein inavoué est de se substituer aux Sociétés nationales, afin selon les promoteurs du projet de développement des collectivités locales et de l'initiative privée en milieu rural ⁴², de libéraliser l'économie et de favoriser l'initiative privée. Ces ONG poursuivent en plus de la liquidation du secteur [173] public et para-public en milieu rural un but de libéralisation totale de l'économie par une privatisation de tout l'appareil de promotion.

⁴² Projet de création d'une ONG dans la région du Sine-Saloum, élaboré et financé par la mission USAID à Dakar.

Elles deviennent en fait, les chevaux de bataille de la volonté de l'administration américaine d'exporter, partout et quel que soit l'environnement, la « magie du privé ».

Le projet cité plus haut d'un montant de 9 millions de dollars ne traitera qu'avec les ONG auxquelles il permettra d'assister les populations et les petites entreprises privées.

La Société nationale qui travaille dans la zone ne pourra pas bénéficier de son assistance, ce qui revient à dire qu'elle sera boudée par les populations.

Sans rejeter en bloc ce type d'assistance, nous estimons que toute structure de coopération doit fournir son assistance non seulement en harmonie avec les conceptions du pays bénéficiaire, mais encore de façon complémentaire à l'activité des structures nationales.

Dans la plupart des pays de l'Ouest africain, l'intervention directe des structures administratives classiques devient de plus en plus réduite au profit des Sociétés et projets de développement. Cette situation résulte essentiellement de l'importance de la part de l'aide extérieure dans le financement du développement.

En effet les sources extérieures de financement estiment que les règles et procédures de gestion de l'Administration ne sont pas compatibles avec la souplesse et la célérité requises dans la conduite des projets de développement. Elles ont aussi la crainte que le financement obtenu pour des programmes de développement ne soit utilisé pour combler les déficits du budget général de l'État.

Au total les services administratifs n'ont le plus souvent aujourd'hui, qu'un rôle de coordination et de contrôle des activités des Sociétés de développement et des ONG. Du reste, ils assurent difficilement ce rôle compte tenu de la modicité des moyens mis à leur disposition.

L'émergence des sociétés de développement procède donc moins d'une option délibérée des gouvernements que de la répartition du financement du développement entre l'État et l'Aide extérieure, celle-ci fournissant et de [174] loin la plus grande partie. Cela pose le problème de la responsabilité réelle des États du Tiers monde dans la conception et la mise en œuvre de leur politique de développement.

En effet que valent les Sociétés comme instrument de promotion de développement si leur existence n'est liée en fait qu'à la disponibilité de financements extérieurs ?

Leur situation actuelle au Sénégal est de ce point de vue très révélatrice. Elles sont toutes, à l'exception de la SODEFITEX, menacées de disparition parce que les bailleurs de fonds ne veulent plus financer les programmes, sans la définition d'une politique agricole claire.

Dès lors, la problématique de leur existence ne se pose plus en terme de « quels rôles elles peuvent encore jouer dans le pays », même remodelés et ramenés à des dimensions plus raisonnables, mais en « comment obtenir leur financement ». La préoccupation de trouver un financement vient paradoxalement avant celle de l'identification des missions à leur confier. La prise en charge de leurs coûts par l'État n'est pas envisagée parce que jugée impossible a priori.

Cet état d'esprit des Pouvoir publics sénégalais, provient, il faut le reconnaître, du fait que toutes ces Sociétés ont développé, malgré l'inscription d'un objectif institutionnel de dépérissement dans leur mission, une logique de pérennité et sont de ce fait devenues des « monstres tentaculaires ».

Ce phénomène de gigantisme est le résultat de l'action conjuguée de deux facteurs, la rareté des emplois et l'utilisation par l'appareil politique au pouvoir de ces structures pour consolider sa base électorale. La mise en œuvre des projets est l'occasion de recrutement d'un personnel dont on ne se sépare pas à la fin du programme. Tant et si bien que le personnel d'encadrement à la base est dans la plupart des cas incapable de renouveler son message parce que ces capacités se limitent aux seuls tâches qui étaient les siennes au début des opérations.

Parfois les paysans se retrouvent au même niveau que les encadreurs, et ceux-ci deviennent parfaitement inutilisables.

[175]

2. Rôle des Sociétés de développement

Nous avons été naturellement amené à aborder un peu le rôle des Sociétés de développement en essayant de les définir.

À présent, nous allons davantage expliciter ce rôle en montrant les phénomènes historiques qui rendent compte des missions qui leur ont été confiées, de la colonisation à la période post-indépendance.

Les premières Sociétés créées ont toutes eu pour mission de promouvoir les cultures d'exportations que sont le café, le cacao, le palmiste, l'arachide en Afrique occidentale française pendant la période coloniale. Dans les pays qui n'en produisaient pas initialement, ces cultures ont été introduites et développées pour les besoins de l'industrie et de la consommation de la Métropole.

Le pouvoir colonial a aussi implanté les structures permettant leur expansion comme la recherche agricole, les services d'approvisionnement en intrants, de vulgarisation et de commercialisation. Y. Marie-Sainte écrit à ce sujet : « La saturation du facteur travail dans la fonction de production arachidière se fit sentir au Sénégal. » La vulgarisation de la culture fut donc décidée et l'on adopta la traction asine.

Ainsi en 1927 et 1928 furent successivement introduits dans les structures agricoles traditionnelles au Sénégal la houe mécanique et le semoir ; en 1935, les agents de la vulgarisation pouvaient écrire : « La culture attelée est entrée dans les mœurs » ⁴³.

Mais si le développement de ces productions devaient profiter essentiellement à la puissance coloniale, il créait en fait des liens de dépendance étroite entre les territoires coloniaux et la France.

⁴³ Y. Maire-Sainte, La culture attelée au Sénégal, 1963, Dakar cité par P. THE-NEVIN et J.-M. YUNG in Évaluation de la filière arachidière au Sénégal, novembre 1982.

En effet il a introduit dans ces territoires non seulement l'économie d'échange monétaire, mais encore de nouveaux besoins de consommation. Ainsi étaient installés les mécanismes de fonctionnement d'une relation [176] dialectique, non pas seulement chez les agriculteurs, mais aussi, plus tard, au niveau des États. Tant et si bien qu'après l'indépendance, ceux-ci se trouvèrent plus ou moins contraints de se maintenir dans la logique de l'ancien système.

Ils y ont été aidés par la division internationale du travail qui veut que les pays du Tiers monde soient les pourvoyeurs de matières premières et les pays industrialisés les fournisseurs de produits manufacturés et de biens d'équipement.

L'aide de ces derniers pays devait donc consolider cette position et concerner d'abord l'accroissement de ces productions de matières premières et ignorer, tout au moins jusqu'à une époque récente, les productions vivrières des pays de l'Ouest Africain.

C'est cela qui explique la primauté et la priorité donnée à ces cultures dans les missions assignées aux Sociétés de développement.

Mais au fil du temps est apparu un déséquilibre qui était prévisible, dans les rapports entre les cultures de rente et les vivrières. Il a été d'abord vécu par les exploitants qui ont pris des mesures correctives en renversant le rapport entre les surfaces consacrées aux cultures d'exportation et celles destinées aux productions vivrières. C'était là un réflexe de survie puisqu'avec la détérioration des termes de l'échange, ils se sont rendus compte de l'érosion de leur pouvoir d'achat en denrées importées, alimentaires et autres. Cette prise de conscience est devenue aiguë depuis les années 70 avec l'apparition de la sécheresse.

Ce constat a été fait aussi par les Gouvernements. Les recettes d'exportation couvraient une part de plus en plus faible des coûts d'importation.

C'est alors que fut décidée la deuxième série d'objectifs assignés aux Sociétés de développement, à savoir promouvoir la diversification de la production agricole en mettant un accent particulier sur les cultures vivrières. Cette deuxième priorité ne fera pas, dans beaucoup de pays d'Afrique occidentale, l'objet d'autant d'attention que les premiers objectifs des Sociétés.

En effet, deux raisons fondamentales font que la croissance des productions vivrières restera longtemps en [177] deçà des niveaux obtenus pour les cultures

d'exportation. La première réside dans le fait que la Recherche Agronomique n'avait souvent rien à proposer en matière de matériel végétal à haut potentiel de production, absorbée qu'elle était par l'amélioration des cultures d'exportation.

La deuxième raison est l'absence d'organisation, par les Pouvoirs publics, à l'instar des produits d'exportation, de circuits de commercialisation des produits vivriers. Cette deuxième raison restera longtemps le frein principal du développement de ces cultures, puisque la Recherche et les Sociétés de développement fourniront un effort important pendant la deuxième période pour augmenter leur rendement.

Aujourd'hui, à notre connaissance, très peu de pays de la région ont résolu avec succès ce problème, alors que tous proclament poursuivre une politique d'autosuffisance alimentaire. Dans certains cas, des institutions sont créées pour assurer la collecte des produits vivriers, leur stockage et leur revente dans les villes et les zones rurales déficitaires. Certains pays ont enregistré certains succès dans ce domaine. Par contre dans un pays comme le Sénégal, l'apparition d'un modèle de consommation basé sur le riz en milieu urbain, et favorisé par les anciens échanges entre territoires coloniaux (Indochine, AOF), limite, pour le moment, l'action du Commissariat à la Sécurité alimentaire dans ce domaine.

La mission confiée aux Sociétés de développement connaîtra une troisième phase, avec des objectifs de développement intégré prenant en compte tous les aspects de la promotion des communautés paysannes.

Cette phase sera une tentative d'intégration par les Sociétés de développement, dans leurs zones de l'intervention, de toutes les actions précédemment menées par des services administratifs : animation rurale, éducation coopérative, santé, alphabétisation, etc. Les programmes ne poursuivent plus uniquement des objectifs d'augmentation de la production agricole au sens large, mais prennent également en compte l'amélioration de la vie de la paysannerie. Ils font une place plus importante à la participation de celle-ci aux décisions qui engagent son avenir.

Nous avons survolé brièvement les rôles des Sociétés [178] de développement globalement et dans le temps. Une étude approfondie de l'une d'entre elle aurait certainement permis de mieux saisir dans le détail les contenus précis de leur mission dans le temps. Il nous paraît toutefois intéressant d'examiner la façon dont les sociétés de développement se sont acquittées et s'acquittent encore de leurs mis-

sions. Pour ce faire nous ferons référence à la SODEVA implicitement ou explicitement.

3. La façon dont les sociétés s'acquittent de leurs missions

Puisque leur raison d'être première consiste à opérer des modifications dans les modes de production utilisés jusque-là par les paysans, les Sociétés ont toutes mis en place un réseau d'encadrement chargé de diffuser les nouvelles techniques de production censées être meilleures que celles pratiquées dans le milieu d'intervention.

Au plan du contenu, ces techniques étaient pratiquement les mêmes partout (introduction de nouvelles variétés, nouvelles opérations culturales mécanisées, utilisation d'engrais, et de pesticides). Bien sûr dans la plupart des cas, ces « thèmes techniques » étaient gradués par degré de complexité, mais aussi vulgarisés en série sous forme de « paquet technologique » permettant d'obtenir un accroissement de rendement dû à leur interaction.

Les mêmes méthodes se retrouvaient aussi partout sous les noms de « vulgarisation de masse », « paysans pilotes », « théorie de la tâche d'huile », « méthode de l'arche », « formation de leaders paysans », et « système de formation et de visite » plus connu sous le nom de « méthode Banor » fortement recommandée par la Banque Mondiale.

L'appareil de vulgarisation est souvent très dense, fortement hiérarchisé (corporatisme). Sa structure est à peu près la même partout et comprend généralement :

- des encadrateurs ou vulgarisateurs à la base,
[179]
- des superviseurs,
- des responsables de l'approvisionnement et du crédit,
- des formateurs.

Essayons à présent d'analyser le contenu, la méthode et le réseau de vulgarisation.

Le contenu

Il y a lieu de distinguer deux types d'innovations parmi les thèmes techniques vulgarisés.

Les premiers sont des améliorations légères, appelées « thèmes légers » dans le vocabulaire des vulgarisateurs.

Ce sont :

- la diffusion des variétés sélectionnées,
- l'introduction du matériel agricole léger, (semoir et houe tractés par l'âne ou le cheval),
- le traitement des semences aux pesticides,
- les semis en ligne,
- l'épandage d'engrais à bonne dose,
- les sarclo-binages fréquents,
- la récolte à maturité.

Les seconds sont des thèmes plus complexes, dits « lourds ».

Au Sénégal, on peut considérer que les thèmes légers ont connu un certain succès en ce qui concerne l'arachide, du moins certains d'entre eux. Mais l'examen de leur adoption par les paysans révèle :

a) Que contrairement à l'objectif poursuivi, ils ont été adoptés de manière sélective.

En effet, ceux parmi eux qui présentaient des risques, comme l'épandage d'engrais, ont été les moins acceptés. Par contre, l'utilisation du semoir qui permettait d'augmenter les emblavures et partant la production a connu un réel succès. L'efficacité de l'engrais suppose une bonne pluviométrie, ce qui est le cas une fois sur trois dans certaines régions du Bassin arachidier.

b) Que certains d'entre eux, bien qu'agronomiquement [180] pertinents, comme la fréquence des sarclo-binage, sont rejetés parce que trop exigeants en journées de travail.

c) Que, de façon générale, le paquet ainsi proposé de façon uniforme à toutes les exploitations, ne tenait pas suffisamment compte de la situation particulière et des contraintes spécifiques de chacune d'elles.

Les thèmes plus « lourds » ou « intensifs » comprenaient :

- l'utilisation de la traction bovine,
- la rotation des cultures,
- le phosphatage de fond,
- le labour,
- l'utilisation de fumure forte,
- la diversification des cultures,
- le dessouchage des parcelles,
- le reboisement.

La complexité accrue de ce paquet technologique, son coût en investissement et les gros risques qu'il présente pour l'exploitant seront les causes de son application très limitée. En effet seules les exploitations de grandes dimensions aussi bien en surface disponible qu'en main-d'œuvre et capital, soit moins de 5% des agriculteurs, l'adopteront. Ce seront les paysans de pointe, ou les TBFF (Traction bovine - Fumure forte) selon la typologie à trois catégories de la SODEVA ⁴⁴. Naturellement, comme les « thèmes légers », les « thèmes lourds » ont rarement fait l'objet d'une application intégrale. En plus, dans les exploitations TBFF, souvent l'application de ces thèmes n'était faite que sur une partie. Tout au plus cette phase d'intensification de la production n'a eu pour résultat tangible que le développement de la traction bovine. Le sous-objectif diversification de la production,

⁴⁴ Par ordre de technicité les exploitations étaient classées en :

- TL (thème légers),
- TB (traction bovine),
- *TBFF* (traction bovine –fumure forte).

notamment vivrière, s'étant heurté à l'inorganisation de la commercialisation des céréales.

Le caractère peu probant des résultats obtenus en [181] intensification et en diversification de la production amena les responsables de la SODEVA à entamer une réflexion critique sur leur action qui aboutit en 1979 à des propositions de réorientation. C'est ainsi que furent battues en brèche la vision techniciste et la démarche élitiste des périodes antérieures et que débuta l'évolution vers une intégration avec, certes, le maintien de la vulgarisation de techniques de production, mais surtout avec la prise en compte plus marquée des autres éléments. Cette mutation a été favorisée par des modifications institutionnelles ; la SODEVA est devenue la Société régionale de Développement du bassin arachidier, selon la nouvelle réforme du gouvernement.

Les programmes de promotion des ruraux apparaissent. La formation des paysans n'est plus uniquement technique. Elle doit lui permettre d'assurer sa propre promotion, de mieux gérer son exploitation, grâce entre autres à l'alphabétisation fonctionnelle. Les leaders paysans des Communautés villageoises sont formés à assurer la relève de l'encadrement. Ce sont les relais qui aideront aussi bien à la gestion des coopératives, à l'alphabétisation des villageois. Cette dimension « formation de l'auto-encadrement paysan » devra permettre de prendre davantage en considération les véritables besoins des communautés paysannes, grâce à un autodiagnostic, une auto-programmation et une auto-évaluation. Elle représente naturellement une démarche plus difficile et plus complexe.

La méthodologie

Dans la première série d'objectifs il s'agissait de diffuser et de faire adopter à la grande majorité des paysans les améliorations techniques que constituaient les thèmes. La méthode consistait à faire du porte à porte. Les vulgarisateurs devaient aller vers le paysan et le contacter là où il se trouvait, aux champs comme au village. Il leur fallait user de tous les moyens de persuasion : démonstrations, visites organisées, pour l'amener à adhérer aux nouvelles propositions. Une fois cette adhésion [182] obtenue, il fallait lui donner les connaissances pratiques nécessaires à l'exécution des thèmes.

Comme signalé déjà plus haut cette démarche était uniforme, applicable dans tous les cas.

Il fallait par ailleurs agir auprès des services d'approvisionnement pour permettre aux paysans de disposer des intrants. La SODEVA n'avait pas toujours, contrairement à une opinion assez répandue, les moyens d'agir efficacement sur l'approvisionnement en facteurs de production. C'est que révélera l'opération d'assainissement des comptes des coopératives en 1980. Dans beaucoup d'organismes coopératifs un petit nombre de responsables s'attribuaient jusqu'à 80 % du crédit octroyé.

Par contre, pendant la phase dite d'intensification, la démarche était nettement sélective et élitiste. « La stratégie de vulgarisation était focalisée sur cette entreprise de promotion des paysans du grade inférieur TL vers le grade supérieur TBFF » ⁴⁵.

Comme l'on peut s'en douter les critères de sélection des paysans TB et TBFF par les encadreurs ne faisaient pas appel à une analyse approfondie des caractéristiques réelles de leurs exploitations. Étaient retenus généralement les surfaces disponibles, l'influence et les rapports les liant aux encadreurs. C'est ce qui explique que certains de ces paysans TBFF n'appliquaient même pas correctement les thèmes légers.

Il a été reproché à la SODEVA pendant cette période d'adopter une démarche de « koulakisation » puisque ces TBFF bénéficiaient gratuitement du phosphatage de fonds et de l'utilisation de certains matériels lourds placés en démonstration.

Les faibles résultats enregistrés pendant cette période et la présence des signes avant-coureurs du dérapage du crédit agricole ont conduit les responsables de la SODEVA, en 1978, à définir une typologie des exploitations. Celle-ci devait permettre de fournir aux exploitations des conseils adaptés à leur situation particulière. Mais cette démarche fut sans lendemain du fait du dérapage effectif du système de crédit.

⁴⁵ P. THENEVIN et J.-M. YUNG, *Évaluation de filière arachide au Sénégal*, op. cit.

[183]

L'appareil de vulgarisation

Il était au départ dimensionné à la mesure de l'objectif de vulgarisation de masse et de la méthode d'encadrement rapproché. C'était une pyramide très large à la base, puisque ce sont les encadreurs qui assuraient le contact avec les paysans à raison d'environ 150 carrés ⁴⁶ pour chacun d'entre eux.

Le nombre de cadres était limité puisqu'ils avaient essentiellement une fonction de formation et de contrôle.

Le niveau des encadreurs était très bas mais généralement suffisant pour ce qu'on leur demandait de faire. Il leur suffisait de maîtriser le contenu des thèmes et de savoir les présenter. Ce type d'agent a été « formé » pour prendre très peu d'initiative et a fait la preuve de son incapacité d'adaptation à un travail plus exigeant en réflexion.

L'échelon supérieur de cadres nationaux était, lui aussi, au départ, fortement encadré par l'assistance technique et n'a conduit les opérations de façon autonome que tardivement. Cependant ses nouvelles responsabilités l'ont conduit à faire aujourd'hui preuve d'une bonne capacité d'analyse de la situation dans le milieu rural et son expérience devait en faire un interlocuteur de qualité dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement.

Pendant la deuxième phase, le personnel de base a commencé à perdre pied du fait de la complexité des thèmes. Il a éprouvé énormément de difficultés à faire du conseil individualisé par exploitation.

Les cadres quant à eux ont amorcé leur propre révolution et sont sortis des carcans des méthodes et de la philosophie d'encadrement productivistes. Ils ont mesuré les difficultés à conserver telles quelles des structures de développement fort coûteuses et dont l'impact n'est pas toujours évident.

La situation actuelle se caractérise par une volonté des Sociétés et de l'État de redimensionner celles-ci afin de les rendre supportables par les finances publi-

⁴⁶ (Exploitations familiales élargies.)

ques, tout en leur déterminant des missions de développement [184] selon des programmes intégrés. Cette mutation passera nécessairement par l'élimination de tous les agents qui ne pourront pas être utiles et par, le cas échéant, la signature de contrat à durée déterminée si des financements extérieurs étaient obtenus.

En guise de conclusion, on peut rappeler :

1. que le rôle premier des sociétés de développement était de promouvoir l'accroissement de la production des cultures d'exportation,
2. que leur mission s'est vue modifiée du fait de la détérioration des termes de l'échange et, dans la zone soudano-sahélienne, de l'aggravation de la sécheresse,
3. qu'aujourd'hui leur existence comme outil de développement est problématique du fait de la structure de leur financement et de leur gigantisme,
4. que, malgré tout, elles restent utiles surtout pour promouvoir un développement intégré et endogène et pour mettre en œuvre la politique d'autosuffisance alimentaire.

[185]

Troisième partie
Sur certaines formes d'intervention

Chapitre 9

Les ONG dans le développement rural Quelles alternatives ?

par Michel DIDIERLAURENT

[Retour à la table des matières](#)

L'OCDE, en 1981, dans son répertoire des Organisations Non Gouvernementales de coopération et de développement (ONG), dénombrait quelque 1700 associations de solidarité internationale.

Ce répertoire distinguait les ONG qui ont pour objectif l'éducation pour le développement de celles qui sont des organismes d'aide au développement, y compris les aides d'urgence. Leurs contributions totales en 1981 dépassaient les 2 milliards de dollars.

Certains auteurs se sont appliqués à dresser une typologie des ONG selon des critères antinomiques : elles sont religieuses ou laïques, nationales ou internationales, avec une approche sectorielle ou globale. Sont-elles autonomes ou dépendantes ? Collaborent-elles ou non avec les autorités locales ? Certaines financent les opérations, d'autres interviennent physiquement.

En fait les tentatives de classement traduisent une extrême variété des ONG, de leurs approches, de leurs discours vis-à-vis des problèmes de développement.

[186] Diversité bien perçue par C. Condamines qui s'interrogeait dans un article :
« Des ONG pour quoi faire ? »

« Certaines n'ont pas de densité associative. D'autres sont des émanations d'institutions sociales importantes (Églises, organisations professionnelles ou syndicales). Certaines reçoivent l'essentiel de leurs moyens des gouvernements. D'autres tiennent de leurs propres fonds la plus grande partie de leurs ressources.

Certaines sont en fait des bureaux d'études. D'autres s'inscrivent davantage dans la vivante perspective d'un mouvement social.

Certaines disposent de moyens financiers et humains relativement importants. D'autres ont un budget correspondant seulement à quelques milliers de FF.

Certaines ont une organisation nationale ou même internationale. Dans d'autres cas, il s'agit simplement de groupes ayant une action purement locale.

Certaines sont spécialisées dans des secours d'urgence. D'autres dans le soutien à des projets de développement dans le Tiers monde. D'autres encore dans la sensibilisation de l'opinion publique occidentale. Certaines enfin s'efforcent d'agir dans ces trois directions à la fois. »

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les ONG aient trouvé une identité commune dans une définition négative : elles sont *non* gouvernementales comme si elles craignaient finalement de dévoiler les objectifs qu'elles poursuivent.

Les ONG sont toutes des associations (loi 1901) quant à leurs statuts et leurs formes juridiques. Plus de 20 000 associations se créent en France chaque année : certaines d'entre elles sont des ONG de développement (elles sont plus de 350 actuellement).

Pour la plupart, elles sont nées dans les années 1960, époque des indépendances africaines et ont été marquées par la fin de la guerre d'Algérie. Elles se sont développées en faisant appel à des volontaires : d'abord les missionnaires laïcs et le réseau des églises, puis les Volontaires du progrès (1963), Frères des hommes (1965)...

Les années 1970 furent caractérisées par le « mythe du retard à rattraper » pour les pays du Sud. Le modèle occidental est la référence, et les pays industria-

lisés ont [187] des techniques du savoir-faire, des capitaux, des produits... disponibles.

Avec les années 1980 et toute l'expérience acquise, marquée par l'émancipation de groupes locaux, la dégradation des relations entre les pays du Nord et ceux du Sud, une crise généralisée induite en partie par celle de l'énergie, plus personne ne parle de rattrapage : le mal-développement est généralisé.

Des actions prophétiques

Face à ce désordre international, Rouillé d'Orfeuil voit certains types d'actions privilégiées, dont certaines par les ONG.

- Au niveau macro (principalement réservé aux coopérations multi et bilatérales pour lesquelles les ONG sont consultées) des structures de concertation existent, comme en France la commission « coopération et développement ».
- Au niveau 'micro', des actions prophétiques et prémonitoires d'un nouvel ordre international ouvrent des voies alternatives au nord comme au sud.
- Des actions de solidarité (au niveau micro toujours) font face aux situations d'urgence.

L'action des ONG est orientée vers ceux qui sont considérés comme les plus déshérités et vers les groupes sociaux qui ne bénéficient pas ou très peu des dispositifs mis en place par l'État, ou qui sont sinistrés.

Le but des ONG est de favoriser, auprès des groupes sociaux, les conditions d'accès à un processus de développement. L'adhésion des populations, leur participation, la définition de leur propre projet de société, la satisfaction de leurs besoins essentiels sont autant d'étapes nécessaires, définies par les ONG comme des priorités.

Lutter contre la faim, lutter pour le développement, tels sont les défis de la solidarité. Dans l'un et l'autre [188] cas, les interventions de terrain des ONG militantes soutiennent les dynamiques locales. Pour relever ces défis, les ONG s'ap-

puient sur des partenaires, recherchent avec eux les moyens de l'appropriation pour que les actions se démultiplient.

Le partenariat

Le partenariat n'est pas une mode. Il est une nécessité et une manière de se comporter. Une nécessité car toute opération de développement, même de modeste dimension, est un acte très complexe, techniquement et socialement, qui oblige à recourir à d'autres pour des compétences particulières et à mobiliser des ressources humaines plus larges.

Mais surtout le partenariat traduit un changement de comportement et constitue un symbole de l'évolution souhaitée des relations nord/sud.

En septembre 1981, à Bobo Dioulasso, la Conférence régionale du service volontaire international (CRSVI) s'est réunie sur le thème du « partenariat et service volontaire » avec pour sous-titre « de l'Afrique ustensile à l'Afrique partenaire ».

Le partenariat n'est pas facile à assimiler tant sont ancrées les habitudes et les attitudes issues de la colonisation. L'image dominante est toujours celle du coopérant ou celui du volontaire.

« Nous ne pouvons parler de solidarité et de développement réciproque, et encore moins de partenariat, si nous continuons à penser et à croire qu'il y aurait d'un côté des gens qui auraient l'exclusivité du développement et de l'autre des gens qui auraient l'exclusivité du sous-développement. Une telle conception ne peut qu'engendrer une relation d'assistants à assistés, de donateurs à receveurs, qui n'est finalement et dans le meilleur des cas, qu'une vision paternaliste maintenant les autres dans la dépendance et l'irresponsabilité. » Ainsi s'exprimait le président du colloque, M. Mutualé Balume.

Le partenariat suppose la réciprocité. C'est pourquoi, de plus en plus, les ONG du sud demandent à leurs partenaires [189] du nord de « participer à la restructuration de leur propre société » pour modifier les relations nord/sud qui contribuent au mal-développement.

L 'appropriation

L'appropriation est une dimension essentielle de l'action des ONG. L'exemplarité ou la formation sont loin de suffire pour qu'une innovation technique se diffuse dans une société donnée.

On reste encore désarçonné par les réactions ou les résistances des populations à l'égard des technologies nouvelles proposées dans les pays du sud. Elles s'intègrent rarement dans leurs systèmes sociaux ou productifs.

Peu à peu on s'aperçoit qu'une appropriation réelle ne peut être l'aboutissement d'une relation inégale, hiérarchisée et verticale dans laquelle le nord par le canal des ONG dispense son savoir. Elle est bien plutôt la résultante d'échanges horizontaux entre des acteurs qui partagent en quelque sorte les mêmes trajectoires ou qui sont partenaires dans un même projet.

L'appropriation exige des méthodes d'investigation et d'interventions nouvelles, issues du partenariat.

Beaucoup d'ONG proposent des paquets d'innovations technologiques ou sociales et assurent leur diffusion et leur appropriation. Certaines sont des relais technologiques destinés à favoriser la recherche, à exploiter les ressources locales et à diffuser les informations.

Les ONG sont sensibles à la promotion de technologies dites alternatives ou appropriables mais n'en maîtrisent pas toujours le mode d'appropriation. De plus les groupes locaux servent souvent de champ d'expérimentation pour des techniques qui vont du bricolage à des techniques d'avant-garde en passant par celles de nos grands-pères, avec l'arrière-pensée qu'il existe une technique adaptée à un type de situation et de civilisation, comme s'il y avait un modèle scientifique de développement.

Les cimetières technologiques envahissent le Tiers monde mais surtout le coût économique et social de ces expériences est supporté souvent par les bénéficiaires.

Néanmoins les diverses évaluations faites par des bailleurs de fonds concernant les projets ONG sont riches d'enseignements sur la pratique de ces dernières et les priorités qu'elles se donnent. L'une d'elles, animée par B. Lecomte, dans le cadre de la CEE, tirait les conclusions suivantes :

- Les projets des ONG suscitent ou au moins permettent une mobilisation des ressources des collectivités de base intéressées, et même une certaine prise en mains par elles-mêmes de leur développement.
- Les projets parviennent plus facilement à la satisfaction directe des besoins qu'ils n'accroissent les capacités d'auto-développement qui est pourtant le but recherché.
- Les populations concernées participent également à l'exécution des travaux mais elles interviennent moins au stade de l'initiative, ou même de la conception.
- Les initiateurs et réalisateurs des opérations sont généralement en contact très étroit avec les populations bénéficiaires. Ils assurent ainsi l'adaptation des actions à leurs besoins, désirs et capacités, ainsi qu'une mobilisation effective de leurs ressources.

Les ONG dans le développement rural

La poursuite de leurs objectifs amènent les ONG à certains comportements et à s'engager dans des stratégies stimulantes. Mais tout d'abord, compte tenu de la nature des problèmes ou de la perception qu'en ont les ONG, ces dernières interviennent le plus souvent dans les économies agraires et les sociétés rurales.

Les stratégies alimentaires, les famines, la sécheresse, l'exode rural, le ravitaillement des villes, un accroissement non maîtrisé du secteur urbain, une pression démographique très forte, tout indique que le développement des secteurs rural et agricole est un levier important pour aider un certain nombre de pays à sortir de l'impasse.

Relativement rares en effet sont les ONG qui interviennent en secteur urbain, encore que cette tendance se [191] développe compte tenu du glissement progres-

sif des problèmes vers les centres urbains et les pouvoirs que ceux-ci représentent. Même dans ce cas elles s'appuient sur la participation, le volontariat, l'appropriation, dans une relation de codéveloppement.

Qu'est-ce que la participation sinon la manifestation que le projet est bien celui de la population dite bénéficiaire ? C'est le concept de partenariat traduit en acte. Mais surtout elle exprime des dynamiques qui passent par des structures de décision ou, comme le dit Rouillé d'Orfeuil, des « trajectoires » paysannes. Car les systèmes agraires sur lesquels se projettent les opérations sont aussi des systèmes sociaux qui s'inscrivent dans un espace et dans une histoire. Les groupes sociaux par exemple ne se caractérisent pas par une activité exclusive. Les échanges et les migrations répondent à des besoins économiques de base et complètent les activités d'agriculture ou d'élevage.

Un regard sur la vallée du Sénégal illustre clairement ce propos. Les migrations internationales des actifs masculins constituent le premier poste économique de la moyenne et haute vallée.

Pour une maîtrise locale du développement

Très souvent un projet comporte une dominante sectorielle assez forte (les aménagements irrigués par ex.) et très rares sont les projets intégrés dignes de ce nom. Le plus souvent ils ne sont en effet que la compilation de sous-projets sectoriels et ne sont pas sous-tendus par une vision globale, une approche systémique qui prend en compte les articulations entre l'ensemble des acteurs et facteurs de production - sociaux, économiques, écologiques, organisationnels...

C'est pourquoi la participation des intéressés à l'identification et à la conception même est ressentie comme une nécessité car les « bénéficiaires » sont les seuls à pouvoir adapter et intégrer le projet dans leur propre dynamique ou trajectoire.

C'est aussi pour cette raison que les ONG ont repris ou redécouvert le chemin du village, retrouvant ainsi les [192] entités de base : le paysan, la parcelle, l'exploitation agricole, le terroir villageois... Or même à ce niveau, le temps d'obser-

vation doit être suffisant pour faire la part entre les situations circonstantielles et les tendances profondes.

Sinon il y a risque de réduction à une seule échelle car une collectivité villageoise (ou d'éleveurs) ne peut être considérée comme une simple juxtaposition d'entités de base : un village n'est pas la simple addition de 50 familles.

La nécessité d'intervenir à d'autres niveaux de décisions, de trouver des partenaires et une participation à des échelles plus significatives, est devenue une évidence : c'est le niveau des structures paysannes intermédiaires.

Celles ci sont loin d'être toujours spontanées et se stratifient de différentes façons : groupements de producteurs, communes rurales, coopératives multifonctionnelles, fédérations de villages, organisations paysannes intervillageoises...

Dans bien des cas, ces structures se sont mises en place avec l'appui d'ONG. Elles peuvent répondre aussi à des orientations politiques. Le but des ONG est de créer une capacité locale qui puisse prendre en mains son devenir, à assurer en quelque sorte une maîtrise locale du développement.

Dans le dialogue avec les pouvoirs publics et la planification nationale, ces niveaux intermédiaires d'organisations et de décisions du monde paysan sont des interlocuteurs et des partenaires. Ils contribuent à définir des stratégies et des projets de plus vaste envergure, qu'ils soient globaux ou sectoriels (l'approche systémique intègre et détermine des priorités spécifiques). Il ne suffit pas de construire une structure de projet, il faut rejoindre les structures locales et inciter les acteurs à formaliser leurs groupements et leurs projets.

La participation volontaire

La participation, vue sous cet angle, est un pas franchi dans le *dialogue entre macro/micro*, les structures de l'État et les trajectoires paysannes, dialogue qui [193] améliore le processus de planification et de décision : cohérence plus grande avec la satisfaction des besoins et les impératifs nationaux (commerce extérieur, développement urbain...).

Des opérations ponctuelles ou coup-de-poing ne peuvent avoir de sens que si elles ont été commandées par une approche globale, avec une stratégie définie. Seuls la durée et l'accompagnement permettent de mesurer la réalité et l'importance de ces trajectoires paysannes et des organisations intermédiaires dont elles sont issues.

Les ONG *de volontariat* répondent en partie à ce souci avec une double préoccupation : mieux connaître en vivant avec et ne pas faire supporter à la communauté le poids de leur présence.

Mais le volontariat est aussi une caractéristique de la *participation villageoise*. C'est même une des clés de l'appropriation : mettre son temps, son savoir faire pour approprier une démarche, une technologie, dans le cadre d'un projet collectif qui est à même de satisfaire une partie de ses besoins plus personnels ou familiaux.

Nombre de petits barrages au Burkina, de pharmacies villageoises au Sénégal ont été réalisés grâce à une participation volontaire des villages.

Les financements

Les projets nécessitent des investissements. Or les financer par une épargne locale quasi inexistante est pratiquement impossible. Ni les paysans, ni les niveaux intermédiaires d'organisations villageoises n'ont accès au crédit. Après les échecs des structures d'État mises en place pour encadrer le monde paysan (ONCAD, pour ne citer que l'exemple sénégalais), les projets de développement financés par les coopérations multi et bi-latérales se sont substitués aux banques. De même les ONG.

Prêts et dons sont les façons les plus courantes de procéder. Pendant longtemps les ONG ont répugné à prêter, fonctionnant elles-mêmes par des dons.

Le don est nécessaire pour des raisons évidentes : les groupes sont particulièrement fragiles et vulnérables, socialement et économiquement, constituant ainsi un [194] handicap supplémentaire à la rentabilité économique du projet, et donc à la capacité de remboursement. Par ailleurs, les projets ruraux, même à caractère productif, dans une économie globale également fragilisée, atteignent rarement

une rentabilité suffisante. Aussi les ONG se tournent plutôt vers une formule de dons en ce qui concerne l'investissement initial ; l'entretien et le renouvellement (amortissement) étant à la charge de la communauté en développement.

Lorsqu'il s'agit de projet ruraux, les financements doivent coïncider avec les rythmes agricoles sous peine de perdre une année de campagne. Or les financements de coopération classique sont rigides et exigent des délais relativement longs pour se mettre en place.

Les ONG ont des possibilités de financements et de mobilisation certes plus rapides, mais elles font de plus en plus appel à des co-financements, perdant ainsi une partie de leur souplesse initiale.

Des effets pervers

On a pu dire que les ONG constituaient une alternative aux opérations de coopération classique. Elles n'en sont pas moins soumises à des contraintes inévitables que le discours tente de corriger.

Des effets pervers apparaissent et tempèrent les ambitions des ONG.

L'investissement humain

En matière de participation par exemple, l'investissement humain masque parfois une méconnaissance des réalités sociales. Ainsi on considère que dans les pays sahéliens la saison sèche est une période morte et que la population est disponible pour des travaux d'infrastructure.

Les ONG intègrent l'investissement humain dans leurs [195] projets comme étant la preuve qu'il s'agit bien d'un projet villageois.

Quelques décennies auparavant, les corvées obligatoires étaient aussi, pour l'administration coloniale, de l'investissement humain. Aujourd'hui, les ONG n'ont pas toujours perçu que la participation exigée des villageois pouvait aller aussi à l'encontre des dynamiques locales, traditionnelles ou non.

En effet, la saison sèche n'est pas socialement inactive, c'est la traite, le commerce, la perception de l'impôt, les funérailles qui s'organisent, sans compter un repos bien mérité.

Par ailleurs, les fortes chaleurs ne sont guère propices à des travaux physiques de force, mais c'est aussi la période où la population active recherche une activité rémunératrice saisonnière, en ville notamment.

Dans ces conditions, les travaux d'infrastructures réalisés en investissement humain par des villageois (non rémunérés, ni en argent ni en nature) doivent tenir compte des manques à gagner éventuels. Mais l'investissement humain, en tant que participation populaire, estimée et valorisée en journées de travail rémunérées, est une manière d'augmenter la capacité de co-financement des ONG auprès de leurs bailleurs de fonds.

La maîtrise du financement est aussi l'occasion de quelques entorses dans le partenariat : la CRSVI déjà citée dénonçait les relations pyramidales que les ONG entretiennent souvent avec les organisations paysannes.

« Les relations entre ONG et associations locales relèvent le plus souvent, malgré les précautions oratoires, d'une structure pyramidale.

Dans un village arrive une ONG ou un volontaire qui la représente, et avec lui un type d'action que l'on appelle un projet. Dans le projet, l'expatrié a tendance à occuper une position-clé. A travers lui transite souvent l'argent venant d'Europe : à travers lui l'ONG répertorie les besoins et formule un programme d'intervention. Quant aux décisions elles sont fréquemment prises par le volontaire expatrié. Dans le meilleur des cas, il y a consultation de la population et participation à l'exécution du programme, mais la population ne décide pas.

L'échelon inférieur dépend des échelons supérieurs. [196] Le village ne se développe pas à partir de son propre dynamisme. Il est animé par un projet, qui se réalise avec un encadrement et des financements.

Les homologues (africains) qui travaillent dans le projet dépendent du volontaire expatrié qui coordonne l'ensemble de l'action.

Le volontaire ou l'ONG rend compte à son organisme ou à ses sources de financements du déroulement et de l'évolution du projet. Cette structure hiérarchique élimine pour les agents de développement la possibilité d'être des partenaires, en ne laissant ni à la population, ni aux homologues, la possibilité de traiter sur une base d'égalité.

Une intervention étrangère cherche toujours à se justifier face aux donateurs, sur des éléments de rentabilité. Avec un certain activisme à la clé, il faut réussir à tout prix ».

Cette structure hiérarchique développe également le transfert de modèles de développement élaborés en Europe à travers les expatriés. C'est l'un des arguments avancés par Frères des Hommes - organisation de volontaires - qui s'est davantage orientée vers la sensibilisation de l'opinion publique (*campagne Frères des Hommes*) et qui récuse certaines formes de volontariat ou de coopération qui induiraient dans les pays du sud des formes de « civilisation » qui leur seraient étrangères et destructrices.

Les ONG risquent donc de monopoliser l'initiative et de freiner la responsabilité propre des populations. Parfois elles justifient cet excès de pouvoir en arguant de leur responsabilité vis-à-vis des bailleurs de fonds.

La bonne volonté et l'amateur

La maîtrise du financement induit souvent celle du choix des investissements. Or on sait que ceux-ci ne sont pas neutres sur le plan social. Il n'est pas indifférent de proposer un forage au lieu d'un puits, un système d'exhaure à traction animale plutôt qu'à énergie solaire, un aménagement irrigué au lieu de jardins familiaux.

La nature de l'investissement oriente l'opération dans [197] une direction pré-déterminée. On connaît la logique du forage : investissement lourd, il nécessite un système d'exhaure le plus souvent motorisé. L'eau était rare mais gratuite, elle devient disponible mais onéreuse. Il faut rentabiliser son coût d'utilisation par des spéculations agricoles rentables du point de vue monétaire, dans une logique de marché et amortir les frais d'infrastructure et de fonctionnement.

Des organisations caritatives, sous couvert d'urgence ou d'aide, se sont laissées enfermer dans ce piège pour avoir méconnu les réalités sociales. Elles n'ont pas su faire émerger un projet social et économique maîtrisable par les populations : la logique du forage a prévalu.

Dans ce domaine, pas plus qu'ailleurs, le militantisme n'est un label de qualité et ne saurait remplacer la compétence. Les apprentis sorciers en la matière sont

légion. Pour certaines ONG, de plus en plus rares cependant, l'amateurisme est encore une vertu.

Une appropriation perversie de l'aide

L'aide est accordée le plus souvent sous la forme de dons aux populations bénéficiaires. Ainsi la population se sent moins responsable de la bonne utilisation de l'aide.

Par ailleurs, la multiplication des aides entraîne parfois auprès des organisations de base des stratégies de surenchère et de mise en concurrence des aides, avec une perversion du projet initial et un détournement des dynamiques locales au profit d'ambitions personnelles. Il y a un marché de l'aide que les organisations du Sud tentent de conquérir.

En effet, les ONG du Nord sont capables de mobiliser des fonds mais ne sont pas toujours en état d'identifier des projets : elles sont en quête de partenaires locaux qui puissent leur offrir une occasion d'intervenir. Des structures locales ont bien compris ce phénomène et multiplient souvent les occasions de solliciter l'aide internationale provoquant ainsi un suréquipement qui n'est pas toujours maîtrisé.

On pourrait reprendre ici les conclusions de l'évaluation CEE déjà citée :

[198]

Dans leurs relations avec les populations, les ONG visent à long terme l'autonomie des groupes qu'elles aident.

Mais à court terme, elles restent habituées à exercer une tutelle sur ces mêmes groupes.

Souvent elles conçoivent le projet puis cherchent la participation des populations.

Certains groupes de populations sont privilégiés par l'aide. Celle-ci n'utilise pas assez la technique du remboursement et ainsi limite la diffusion des effets et la justice sociale.

Enfin, bien que les ONG soient le plus souvent attentives à la formation des populations, elles leur permettent rarement d'utiliser les fonds di-

rectement et de réaliser des projets à partir de leur savoir-faire sans passer par l'initiative de l'ONG. Ceci fait que les réalisations sont parfois encore des « projets de l'aide ».

Les ONG évaluent rarement leurs opérations, et le fait de rendre compte aux bailleurs de fonds ne peut remplacer cette étape essentielle. Les critères d'appréciation répondent davantage à des exigences qui ne sont pas liées au développement : image de marque à protéger, crédibilité à garantir ou préserver, support pédagogique pour les campagnes de sensibilisation à venir...

Les tendances actuelles

Les initiatives de développement ont souvent été le résultat de l'aide et de l'urgence. En 20 ans, on constate une évolution considérable des pratiques des comportements, des concepts. Les ONG y ont fortement contribué. La prise de conscience d'une nécessaire transformation dans les relations nord/sud pour améliorer les conditions de lutte « contre la faim et pour le développement » doit beaucoup aux ONG.

En dehors des aides d'urgence liées aux famines provoquées par les guerres civiles et qui amplifient les conséquences de la sécheresse, les ONG participent de moins en moins directement et physiquement, mais accompagnent [199] les initiatives locales qu'elles ont contribué à promouvoir.

Et surtout elles soutiennent les structures paysannes dans leur effort d'émancipation, d'organisation, de recherche de financement, de concertation, en les incitant à s'intégrer davantage dans un espace horizontal plus large, favorisant ainsi les échanges entre organisations du sud.

Par ailleurs, les ONG sortent peu à peu de l'enveloppe « micro-réalisation » dans laquelle elles s'étaient plus ou moins laissées enfermer. Elles participent davantage aux grandes négociations internationales pour l'instauration d'un nouvel ordre économique.

Les ONG étendent leurs actions dans des opérations de dimension régionale ou internationale (aménagement du territoire, échanges sud-sud, réseaux interna-

tionaux...) : ainsi par exemple les opérations triangulaires d'achat de vivres pour les zones sinistrées.

Elles accèdent également à une dimension macro-économique en intégrant le phénomène urbain dans leurs projets. En effet la ville, en tant que pôle de consommation et d'activités, entraîne le monde rural dans l'économie marchande. En cas de sécheresse par exemple, les flux sont inversés puisque c'est la ville, qui à travers l'aide alimentaire, nourrit la campagne : ce sont des rapports sociaux qui basculent, provoquant des ruptures parfois tragiques.

La concertation existe entre les ONG du nord et les pouvoirs publics. Elle s'instaure dans les pays du sud, mais surtout les ONG peuvent mobiliser les opinions sur des thèmes particuliers, comme par exemple l'exigence de disposer de *fonds non affectés* pour intervenir rapidement, de disposer des résultats d'auto-évaluation afin de cerner plus étroitement les contraintes locales, de permettre l'accès, pour les organisations de base, au crédit en impliquant dans les risques les pays du nord par un fonds de garantie.

Les négociations entre ONG et institutions multi et bilatérales deviennent plus fructueuses surtout si l'on considère que les ONG sont des vecteurs d'innovations et d'appropriations.

Enfin, *la coopération internationale* décentralisée [200] ouvre de nouveaux champs aux ONG en offrant des capacités accrues à la mobilisation de l'opinion sur un certain nombre de problèmes ici et là-bas : les nouveaux pauvres, les travailleurs immigrés et les deuxièmes générations, la sécheresse, les réfugiés, la famine, la coopération économique et industrielle.

La coopération décentralisée s'appuie sur des groupes de base et fait appel aux différents acteurs sociaux, notamment professionnels. Pour l'instant les initiatives prises ne sont pas toutes clarifiées mais elles ont déjà le mérite de promouvoir une société interculturelle.

[201]

Troisième partie
Sur certaines formes d'intervention

Chapitre 10

Projets de coopération ou aide aux politiques de développement

par CI. FREUD

[Retour à la table des matières](#)

Les projets sont en quelque sorte la forme spécifique qu'ont prise depuis toujours les interventions des aides extérieures. Le vocable désigne à la fois un financement, une action, une organisation. Leur but est d'amener ces pays à l'économie mondiale. Leurs objectifs sont d'accroître la productivité agricole ou de diversifier l'économie.

Mais qu'est-ce qu'un projet ? En Europe, nous ne connaissons pas cette notion. Le développement ne s'y est pas réalisé à coup de projets. Il a été diffus et s'est fait à partir d'une accumulation prélevée sur le développement de l'agriculture, dû au progrès des techniques et à l'accroissement de la productivité, qui se sont étalés sur plusieurs siècles.

Ceci n'est pas le cas pour les pays qui nous intéressent ; le développement, ici, est volontariste, organisé, planifié. Il est totalisant, voulant contrôler tous les processus techniques, économiques, sociaux... En un mot, technocratique, sa traduction est le projet.

N'ayant pas de base nationale, par manque d'accumulation primitive, son existence ne peut provenir que d'un financement extérieur. Sa condition première est la recherche d'un financement.

[202]

Ceci implique une intervention extérieure et de là naturellement un contrôle.

Le contrôle extérieur du bien-fondé de la demande va alourdir considérablement des procédures de mise en place du financement et se traduire par des délais extrêmement longs pour le démarrage du projet, en particulier chez les financiers réputés sérieux comme la Banque Mondiale ou le FED, où ces délais atteignent de 3 à 5 ans.

Voyons ce qui se passe pour un projet financé par l'aide française :

1re phase :

- Établissement d'une fiche de présentation du projet par la représentation française sur place avec l'aide des services techniques nationaux, ou inversement par les services techniques nationaux avec l'aide de la représentation française.
- Étude de cette fiche par les services techniques du Ministère de la Coopération, qui la prennent ou non en considération.

2e phase :

- Élaboration du dossier des études techniques et économiques préalables. Établissement du devis et des termes de référence des études, par les experts du pays.
- Étude de ces propositions par le service technique compétent du ministère de la Coopération.
- Établissement d'un dossier de présentation des études de préfaisabilité.
- Présentation de ce dossier au comité de financement du FAC.

- Envoi d'un bureau d'étude pour réaliser l'étude.

3e phase :

Établissement du dossier de projet

- * Étude technico-financière.

[203]

- * Établissement du dossier économique et technique par le bureau d'études.

- Examen par les techniciens du Département.

- Négociations éventuelles avec d'autres sources de financement pour un financement conjoint.

- Présentation au comité directeur du FAC (Fond d'aide et de coopération) pour le financement.

4e phase :

- Signature d'une convention avec l'État bénéficiaire.

- Établissement d'un marché avec un bureau d'études pour la réalisation du projet.

- Établissement de marchés sur appels d'offres pour la fourniture du matériel et des équipements nécessaires à la vie du projet.

Ce contrôle bien entendu continuera à s'exercer pendant toute la vie du projet, par des missions de supervision du service technique concerné. Dans le cas particulier du Ministère de la Coopération, étant donné que les crédits alloués sont découpés en tranche de 2 ans, le projet devra à nouveau être présenté au Comité Directeur du FAC pour y être examiné, lors de cette échéance.

Des procédures aussi pesantes, avec des centres de décision aussi éloignés, ne peuvent que déposséder les nationaux de la conception et de la conduite des projets ; il en résulte qu'ils se soucient plus d'obtenir les financements que d'examiner le contenu des projets.

Ce contenu, quel est-il ?

Le contenu du projet bien souvent se résume en un devis des moyens mis en œuvre.

Ces moyens sont : tout d'abord l'assistance technique. Elle varie, selon la hauteur des financements du projet, de 3 à 30 personnes. C'est elle qui dirige le projet. Elle dispose de crédits de fonctionnement (logements, bureaux). Si ceux-ci n'existent pas sur le terrain, le projet prendra en charge leur construction, ce qui n'ira pas sans perturber le fonctionnement, car tant que les assistants techniques ne seront pas installés, le projet ne pourra pas démarrer, cela peut prendre deux ans. Elle a aussi à sa disposition une logistique (véhicules, matériel et mobilier [204] de bureau) ainsi que les matières consommables afférentes au fonctionnement de cette logistique (essence, papier).

Le projet prendra en charge partiellement les compléments de salaire, les moyens logistiques (mobylettes, motos...) ainsi que les frais d'essence et de pièces détachées de l'encadrement national. Il finance aussi les équipements nécessaires à la réalisation des travaux dans le cadre du projet : camions, tracteurs, hangars, ainsi que des biens de consommation, tels le ciment, les semences sélectionnées. Un fonds de roulement pour l'achat d'intrants agricoles (engrais, produits insecticides) ou de matériel agricole, qui seront rétrocédés aux paysans à des prix subventionnés, sera mis en place.

Comme on peut s'en rendre compte, le projet a un faible contenu en dépenses locales, l'assistance technique, les équipements, le matériel sont achetés à l'extérieur, en devises.

Ceci conduit à s'interroger sur l'intérêt du projet pour l'économie nationale. Il existe, mais il est faible. D'une part, il soulage les finances locales, par la prise en charge partielle des coûts de l'encadrement national et il permet à cet encadrement de disposer des moyens de travail (véhicules, essence...), et surtout, d'autre part, il participe à la création d'infrastructures économiques et sociales : pistes, puits, écoles, dispensaires.

Les moyens mis en place par le projet doivent concourir à la réalisation d'objectifs. Ces objectifs sont d'accroître la productivité de l'agriculture ou de diversifier l'économie. La fonction du projet sera d'aider à débloquer les goulots d'étranglement les plus contraignants. Le coût prohibitif des transports sera abaissé par la construction de pistes, le manque de main-d'œuvre sera compensé par l'introduction de la culture attelée, la mise en place d'un crédit permettra aux paysans d'acheter les intrants, le matériel végétal rustique sera remplacé par des semences ou boutures sélectionnées de haute productivité, etc. Ceci est le schéma idéal selon lequel est construit le projet. Mais qu'en est-il lorsqu'il est confronté à la réalité ?

Devant l'échec patent des économies des pays avec lesquels nous coopérons, qui se traduit par une faillite de [205] l'État et le recours au FMI (10 états sur 14 dans nos anciennes colonies), une entreprise d'autojustification a été menée par les pays donateurs de l'aide, sous forme d'une enquête sur l'efficacité de l'aide. Les résultats de cette enquête sont flatteurs : les projets mis en œuvre par l'aide extérieure sont des réussites dans 80% des cas.

On pourrait s'étonner, à juste titre, de l'incohérence de ce résultat, car si les projets de développement sont efficaces, comment se fait-il que ces pays soient dans une situation aussi dramatique ?

De fait, le problème est mal posé. La question n'est pas de savoir si les projets sont efficaces, mais de savoir si ces pays sont sur la voie du développement.

Or, le sujet du développement n'est pas le projet, mais le milieu dans lequel évolue le projet.

La lecture des évaluations montre qu'il y a divorce entre le projet et le milieu.

- Divorce entre un appareil de gestion et d'encadrement lourd et centralisé, organisé autour de la promotion d'un discours technique universel, et un monde paysan très hétérogène, dont les stratégies divergentes ne semblent pas trouver, dans ce discours, des réponses à des problèmes fonciers et économiques.
- Divorce entre des objectifs de maximisation d'une production et une politique des prix guère incitative pour les Paysans.

- Divorce entre un appareil de production très coûteux pour la collectivité dont on attend qu'il fournisse en grand la consommation urbaine, et des quantités livrées dérisoires (cas du riz de la vallée du fleuve Sénégal).
- Divorce entre une filière officielle de commercialisation déficitaire et une filière traditionnelle qui affiche des résultats nettement meilleurs.
- Divorce entre une politique nationale de rigueur budgétaire, et des activités, dont le coût pour l'État n'a pas de commune mesure avec la richesse nette supplémentaire qu'elle crée.

Cela est dû au fait que la conception des actions s'est peu modifiée depuis 20 ans (paquet technique et mode de mise en œuvre, organisation et fonctionnement des projets, objectifs des actions) alors que les échecs très fréquents auraient dû provoquer des réorientations.

[206]

Les actions visent trop souvent un objectif unidimensionnel (rendement à l'hectare d'une culture, rendement en viande d'un troupeau), évacuent les contraintes en raisonnant en moyenne (année moyenne pour la pluviométrie, prix moyen, « exploitation » moyenne) alors que les acteurs du développement, paysans et éleveurs ou commerçants, ont de multiples objectifs et contraintes dans un environnement très variable. Trop souvent une action ne tient pas compte des contraintes et comportements au niveau de l'unité de production (risque, force de travail disponible, division sociale du travail, manque de terre, inégalité dans le foncier ou les possibilités financières d'équipement, pratique de multiples activités, émigration, etc.). De même les contraintes villageoises ou régionales (espace agropastoral, différenciation sociale, ressources en sol ou en eau), les contraintes économiques (efficacité dans le commerce des intrants et de la production, prix, crédit, bilan pour les acteurs : « projet, État, paysans) sont souvent mal appréhendées.

Actuellement on raisonne sur une fiction en oubliant qu'une activité fait partie d'un système de production, qu'une unité de production est dans un village et une société, que des individus sont partiellement autonomes dans une unité de production familiale, que des équilibres macroéconomiques doivent être respectés.

Dans ces conditions, l'encadrement est inutile et inefficace, les paysans détournant ou refusant nécessairement la plupart des actions proposées. Le dualisme s'accroît (secteur informel, commerce parallèle) car il est imposé par la stratégie de survie des paysans et éleveurs. Le risque est grand de voir l'État supprimer toute aide au milieu rural, en particulier dans les zones qui ne lui rapportent aucun profit, tandis qu'il continuera à consommer l'aide extérieure financière et alimentaire. Sans doute doit-on s'interroger sur ces grandes tendances d'évolution des rapports entre le monde rural et l'État, les villes et les campagnes, le rôle de l'aide dans le soutien des États davantage que dans l'appui au développement.

L'incitation des États à se passer des campagnes s'accroît avec la rentabilité décroissante des filières d'exportation (arachide, coton), l'importation de produits [207] alimentaires à bas prix (brisures de riz, aide alimentaire). Il devient difficile de proposer des projets cohérents avec les pratiques et les politiques réelles des États.

On pourrait se poser la question de savoir si l'aide au développement doit passer obligatoirement par des projets.

L'intervention par projets part de la constatation que le niveau d'efficacité moyen général est très faible et qu'il est très difficile d'y remédier. Aussi, la concentration de moyens sur un objectif limité devrait permettre de créer des îlots d'efficacité préservés à partir desquels on pourrait tirer l'ensemble des activités économiques. Ils peuvent être confiés à des intervenants qui ont fait leurs preuves, ils devraient suffire à répondre aux problèmes immédiats et permettre d'occuper le terrain.

Les évaluations montrent que l'on peut arriver ainsi à des résultats qui ne sont pas négligeables. Il en est ainsi des projets de développement de la production cotonnière, qui assurent l'approvisionnement en intrants, assument la maintenance du matériel et achètent la récolte au paysan à un prix fixe ; tous ces services n'étant pas rendus d'une façon fiable, ni par l'administration, ni par le secteur privé.

Mais, en règle générale, les projets ont des effets sur l'environnement qui sont loin d'être positifs. Ils se traduisent souvent par une désarticulation du tissu productif et social et par une déresponsabilisation des cadres nationaux. Les résultats

obtenus ne le sont que dans la zone encadrée, et disparaissent au moment où le projet n'est plus financé, car ils ne sont pas articulés à une stratégie d'ensemble.

Devant ce constat d'échec, on est amené à remettre en question la conception d'un projet sans référence à des politiques de développement.

Il est nécessaire de raisonner en termes de politiques de développement, l'objectif étant de créer les conditions d'une accumulation qui permette un développement auto-entretenu.

Il ne peut y avoir de développement sans extension des échanges, sans que ne soient créés de nouveaux rapports entre les villes et les campagnes.

À l'heure actuelle, la ville est coupée économiquement [208] du monde rural, elle dépend de l'étranger pour ses approvisionnements ; la campagne est repliée sur elle-même, vivant en autoconsommation. Le seul lien qu'elles ont est le prélèvement, par l'administration et certaines couches sociales, du surplus dégagé par la production des cultures de rente. Ce surplus est utilisé à des fins de consommation et non d'investissement.

Les politiques de développement doivent viser à l'élargissement du marché, en favorisant la construction d'infrastructures qui permettront de désenclaver les régions restées à l'écart, en rétablissant les règles du jeu (concurrence) qui inciteront à la création de réseaux de distribution d'intrants, de pièces détachées... dans les campagnes, en rémunérant les produits agricoles à leur juste prix.

Parallèlement, la ville devra être dynamisée, des emplois devront être créés pour engendrer un pouvoir d'achat qui rendra possible l'acquisition des productions rurales.

La création d'emplois en ville passe obligatoirement par l'industrialisation ; qui dit industrialisation, dit politique d'industrialisation et protection de l'industrie naissante.

Pour mener à bien cette organisation, il faut redonner tout son sens au processus de planification (avec réorientation permanente), qui n'existe plus. Présentement, le Plan n'est qu'une collection d'idées de projets, pour lesquels l'État cherche un financement extérieur.

En réalité, il existe une planification de fait, celle qui est imposée à travers les négociations avec le FMI et les prêts d'ajustements structurels. Elle a pour consé-

quence le blocage de la croissance économique, la vente aux enchères des services publics et avant tout le paiement des intérêts des dettes. Evidemment certaines propositions du FMI s'imposent du fait de la mauvaise gestion des périodes précédentes, mauvaise gestion dont toutefois les pays concernés sont loin d'être les seuls responsables.

Mais il faut tirer les leçons des échecs qui ont abouti à la situation actuelle, aussi ne peut-on préconiser de revenir simplement aux méthodes de planification antérieures. On ne peut donc se contenter de plans de production et d'investissement, un peu corrigés de contraintes [209] extérieures et de balance des paiements. Une démarche de planification n'aura de sens que si elle intègre une politique de l'emploi, des revenus, des prix et de l'aménagement du territoire.

Il faut enfin affirmer qu'une politique de coopération n'a aucun sens si elle ne s'appuie pas sur de réels partenaires, et a fortiori si elle a pour conséquence la déresponsabilisation et la marginalisation des cadres nationaux.

[211]

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE.
Sciences sociales et développement rural.

POSTFACE

Sciences sociales et formation à la coopération

La permanence d'une interrogation critique

par Jean-François LANTERI

Labouret d'abord...

[Retour à la table des matières](#)

« Il convient en effet de remarquer que la politique bienveillante que j'ai pratiquée aurait été méconnue, aurait eu pour effet la continuation d'une anarchie dont les méfaits ne se comptent plus, si elle ne s'était doublée d'une action ferme et d'une répression énergique contre les délinquants que je pouvais saisir et les personnes qui tentaient de se soustraire aux ordres toujours exécutables que je donnais. Il fallait en effet donner à ces populations jusqu'ici sans frein, dépourvues de règles sociales, ayant à peine dépassé le stade de la communauté et du matriarcat, l'impression évidente et très nette qu'elles avaient à se soumettre aux lois des Blancs, qu'elles étaient désormais des groupements administratifs et administrés ».

A Monsieur le Gouverneur des colonies,
Gaoua le 1er/01/1916.

[212]

Au même Gouverneur, dix-huit mois plus tard, 11/08/1917 :

« Ces actions n'ont aucun caractère militaire, elles font partie du programme d'épuration que j'ai eu l'honneur de vous soumettre et sans l'exécution duquel il ne faut attendre aucun progrès dans cette région.

(...) Il faut perfectionner la méthode.

(...) C'est pourquoi je pense qu'en présence d'adversaires résolus à nous combattre, refusant d'obtempérer à nos sommations, avertis des dangers auxquels ils s'exposent, la tactique habituelle doit être modifiée.

Les issues gardées il faut monter sur la terrasse, déterminer le point où se tiennent les défenseurs, percer l'argamasse et nettoyer le repère à coups de grenades.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous demander (...) de vouloir bien faire adresser à Gaoua 200 grenades du type F. 1915 dans l'emballage ordinaire (...) ».

Labouret d'abord, parce qu'il manifeste dans ces rapports confidentiels exhumés des archives d'Abidjan une part de la violence qui est à l'origine des rapports entre les populations africaines et les pouvoirs exogènes qui se sont donné mission de les administrer.

Parce qu'il manifeste aussi dans ce qui a été l'ensemble de son œuvre toute l'ambiguïté qui a réglé à l'époque coloniale les relations entre un savoir sur les sociétés africaines, le pouvoir colonial et le rôle dévolu à ce savoir dans l'exercice quotidien de ce pouvoir.

Labouret, c'est en effet, et dans le même temps, outre le technicien de la conquête et de la pacification du pays lobi, le chercheur consciencieux qui accumule un savoir sur ces populations, l'ethnologue passionné de ces sociétés cousines des frontières du Ghana, de la Côte-d'Ivoire et du Burkina connues sous le nom de « rameau lobi ». C'est aussi l'africaniste libéral qui enseignera les sciences sociales à l'école coloniale et qui deviendra, avec d'autres, le maître à penser de certains administrateurs conseillers en matières africaines du Gouvernement du Front Populaire.

Les lignes ci-dessus sont un rappel, pas toujours inutile, de la violence qui a présidé à l'instauration du rapport colonial, du rapport entre l'Europe et l'Afrique, le [213] Nord et le Sud comme on dit aujourd'hui. Elles sont le refoulé de nos discours d'aujourd'hui sur le développement.

Mais ce retour du refoulé n'a pas ici pour fonction de disqualifier l'ensemble des pratiques, des discours et des savoirs d'une époque que l'on pense aujourd'hui révolue.

Il en marque seulement l'ambivalence, il en donne un supplément d'intelligibilité. Et dans la tentative de faire sortir de leur désuétude une part de ces pratiques et de ces discours, il n'y a que la volonté d'éclairer nos pratiques et nos discours d'aujourd'hui, de nous en dépayser un instant pour en saisir les enjeux et donner plus d'intelligence à nos actions. Nous y reviendrons.

Pour l'heure, dans ce qui se veut la conclusion d'un ensemble de textes portant sur l'analyse sociologique des opérations de développement, nous voudrions traiter de la place et du rôle des sciences sociales dans la formation des agents du développement ⁴⁷.

L'expérience historique des développeurs

De même, comme le dit Chauveau, que « le développement fait déjà partie de l'expérience historique des développés (la mise en valeur coloniale ayant généralisé l'intervention extérieure) », on peut dire que les formations au développement font partie de l'expérience historique des développeurs.

Ces formations sont contemporaines de la mise en place de l'administration coloniale et très vite, à côté du droit, l'ethnologie comme sociologie des sociétés colonisées prend une large part de cette formation.

⁴⁷ L'ensemble des textes réunis dans le présent ouvrage sont en partie issus d'un stage du BLACT (actuellement CIFACE) ouverts à des coopérants impliqués dans des opérations de développement. Ce stage intitulé : « Sciences Sociale et Projets de Développement » s'est déroulé du 3 au 8 septembre 1984 à Valbonne (06). Il réunissait outre les auteurs des articles de cet ouvrage d'autres intervenants dont les contributions n'ont pu trouver place ici.

Si, comme le note Olivier de Sardan, il n'existe pas dans le cas français de collaboration entre ethnologie et [214] pouvoir colonial aussi systématique que celle observable dans la colonisation britannique, il convient de noter quand même que :

- D'une part, c'est dans les mailles de la société coloniale que l'ethnologie africaniste française se développe. Griaule qui ne faisait pas de recherche appliquée et s'intéressait à la cosmogonie dogon ne répugnait pas toujours à rendre des services au pouvoir colonial. Autre exemple : pour beaucoup de chercheurs de cette génération la case de passage du « Commandant de cercle » était aussi leur lieu de résidence sur le terrain.
- D'autre part, il y a toute une recherche et un enseignement ethnologique qui est le fait d'administrateurs coloniaux (Labouret, Delafosse, etc.). Certains de ces « Empereurs sans sceptres » comme les appelle W.B. Cohen ⁴⁸ sont aussi des chercheurs et des formateurs de qualité. « La même année à quelques pas de distance, Seignobos en Sorbonne professe que les Noirs sont de grands enfants et qu'ils n'ont jamais formé de Nations ; Delafosse à l'École coloniale enseigne que ce sont des hommes et qu'à l'époque pré-coloniale ils fondèrent des Empires » ⁴⁹.

De toute façon, et ce, jusqu'à la veille des Indépendances, l'ethnologie est présente dans la formation des cadres du pouvoir colonial. A côté du droit et de certaines formations techniques directement nécessaires à l'exercice administratif et à la gestion des opérations de mise en valeur, l'ethnologie et la linguistique africaine, même dans le cadre d'une politique assimilationniste, sont censées fournir des éléments de connaissances utiles pour une meilleure communication avec les populations administrées.

Il s'agit de connaître le milieu, étape indispensable à son administration et à sa transformation. Cela donne lieu dans les rapports des administrateurs à la rédaction de quelques chapitres d'ethnographie. Exercice souvent académique et de qualité parfois douteuse.

⁴⁸ W.B. Cohen, *Empereurs sans sceptres*, Berger-Levrault, (1973).

⁴⁹ Opus cité.

Mais enfin, si il n'y a pas toujours recherche et production de savoir, il y a souvent, à côté de l'exercice du [215] pouvoir, une volonté de savoir qui peut se manifester par certaines tentatives assez naïves mais qui manifeste le sentiment un peu confus qu'entre le colonisateur et le colonisé, l'administrateur et l'administré il y a un espace de savoir utile, ne serait-ce que pour recenser et se faire obéir.

Cela donne des taxinomies ethniques avec toute la panoplie de caractéristiques psychologiques, de qualités et de défauts attribués aux uns et aux autres, cela donne aussi des descriptions linguistiques assez sommaires, mais cela existe et rend possible, à la marge, dans l'entreprise de production indifférenciée de l'indigène ⁵⁰, la production de véritables recherches historiques, sociologiques et linguistiques.

Ce sentiment diffus de l'intérêt d'un savoir utile assure aussi une place à l'enseignement de ces disciplines dans la formation des agents coloniaux.

Cohen, dans son ouvrage, montre bien cependant l'ambiguïté qui existait quant au statut de ces savoirs. Dans le même temps, entre les deux guerres, où ces savoirs avaient une place importante dans l'enseignement de l'École coloniale, l'administration supérieure décourageait sur le terrain les cadres qui perdaient leur temps dans des enquêtes ethnologiques ou l'apprentissage des dialectes locaux.

Cet enseignement et cet intérêt pour les sciences sociales se perpétueront cependant jusqu'à la veille des indépendances. La sociologie et l'ethnologie restent présentes dans la formation non seulement comme culture générale censée éclairer les décisions, mais pour certains ces connaissances servent de base à une critique des politiques assimilationnistes et des pédagogies autoritaires mises en œuvre pour faire passer le message colonial.

De l'examen de cette période, ce qu'il demeure important de noter c'est :

- 1) Au-delà des oscillations du projet colonial entre assimilation et autonomie une présence permanente des sciences sociales liée à l'exercice direct du pouvoir.
- 2) L'existence durant toute cette période d'un véritable [216] « Projet-Visée » de la part des institutions étatiques. S'il est permis d'en discuter le sens,

⁵⁰ Sur ce point voir A. Bouillon, *Madagascar, le colonisé et son âme*. Essai sur le discours psychologique colonial, L'Harmattan, 1981.

force est de reconnaître que la colonisation a produit un sens explicite à son action. Et c'est peut-être là, dans l'existence de ce Projet, qu'il y aurait à comprendre l'importance accordée à la formation durant la période coloniale ; à une formation longue qui n'était ni étroitement techniciste, ni platement universaliste.

Les spécialisations « outre-mer » qui existaient pour l'ensemble des cadres (elles ne se maintiennent aujourd'hui sous une forme institutionnellement reconnue que pour les médecins) tendent à prouver que le travail outre-mer était considéré comme une spécialité.

Le temps des gestionnaires

Avec les Indépendances et les transferts de pouvoir aux cadres nationaux, il y a la pensée implicite que les choses de l'administration vont maintenant aller de soi. Cette connaissance du milieu, utile aux cadres coloniaux (à des degrés divers) dans l'exercice du pouvoir et la mise en œuvre du projet colonial, devient un luxe quand il s'agit pour la France d'envoyer outre-mer des techniciens affectés dans des opérations de développement et de pallier la demande d'éducation des nouveaux États en fournissant des dizaines de milliers d'enseignants.

Le critère de recrutement devient alors le diplôme - et seulement le diplôme - justifiant d'une compétence technique et pédagogique. La spécialisation outre-mer se réduit en une préparation au départ et se règle dans un stage d'une dizaine de jours chargé de fournir une information rapide sur la vie en Afrique et d'entamer avec l'aide de psycho-sociologues (à l'origine, au début des années 60) une réflexion sur les problèmes de comportements.

Outre le fait que ces stages n'auront jamais un véritable caractère obligatoire, que leur durée se réduira d'année en année, ils n'auront, non plus, aucun effet sur le recrutement.

[217]

À côté de ce dispositif de sensibilisation (plus que de formation) de la masse des coopérants, dès 1959 se met en place un cycle de formation longue pour les

cadres de la coopération. Ce cycle c'est le CPDCET ⁵¹ créé sous l'impulsion de la Direction Économique et Financière du premier Ministère de la Coopération. « Avec les indépendances, il s'agissait, en effet, de former des cadres rompus à la gestion administrative et aux techniques de développement » ⁵².

La sociologie et l'ethnologie disparaissent presque totalement des formations institutionnelles, remplacées par l'économie et la gestion pour les cadres, et la sensibilisation psychosociologique pour la masse des agents de coopération.

Cette situation a perduré pendant plus de vingt ans. Le passage de l'exercice direct du pouvoir politique et de la mise en œuvre du projet colonial à la gestion et à l'exécution des programmes et des opérations de développement a chassé massivement des formations officielles la sociologie et l'ethnologie. Celles-ci ont été remplacées par les sciences économiques censées éclairer à elles seules les technologies de gestions utiles aux développeurs.

Ceci semble d'autant plus paradoxal que dans le discours institutionnel dominant personne ne nie les dimensions sociétales des problèmes de développement, l'aspect social des transferts de technologie et que le « sens commun » des experts s'accorde pour imputer au « Culturel » les fameux freins ou résistances au développement (sans chercher, d'ailleurs, outre-mesure, à soumettre ce lieu commun à un quelconque examen critique).

Tout le monde s'accorde aussi sur la nécessité de préparer les coopérants à ce que l'on appelle « le choc culturel » et sur l'importance qu'il y a, pour l'efficacité de leur travail, à « s'ouvrir au milieu ».

Mais cet ensemble de constats rapides et de nécessités entrevues est censé se résoudre par une formation à l'économie du développement et par une modification [218] des comportements. Tout se passe comme si, dans le champ des savoirs mobilisables pour l'action, il n'y avait de scientifique et d'efficace que le discours économique et ses techniques de gestion, le reste étant une question d'attitudes.

Exit la formation aux sciences sociales qui à l'époque coloniale constituaient le supplément d'âme des sciences juridiques et des techniques administratives.

⁵¹ CPDCET : Centre de Perfectionnement pour le Développement Économique et Technique.

⁵² Entretien avec Daniel Vacher, « Le temps des pionniers », Le Bulletin du BLACT janvier 1985. (Itinéraires de formation).

Voici le temps des choses sérieuses et l'irruption débordante de l'économie et de l'idéologie économiciste, idéologie de l'urgence.

Ce phénomène n'est pas le privilège de l'Institution-coopération, mais il demeure et perdure dans cette institution au-delà de tous les débats sur les stratégies de développement, de toutes les dérives observées dans les opérations de terrain et de toutes les faillites du Développement en Afrique noire.

L'analyse de la complexité

C'est dans cette configuration générale des rapports entre formation et coopération au développement et dans un système de contraintes très rigides en temps, en moyens et en ambitions, qu'au BLACT ⁵³ d'abord et au CIFACE ensuite, nous avons essayé de repenser la formation initiale et continue des coopérants et techniciens du développement et la place des sciences sociales dans cette formation.

Cela ne s'est pas fait (et ne continuera de se faire) sans tâtonnements, sans résistances ni malentendus entre nous (organismes de formation), les coopérants, le commanditaire (« Institution coopération ») et les chercheurs en sciences sociales.

La demande de l'Institution Coopération est simple : contribuer là où nous sommes (la formation et l'information [219] des personnels) à rendre plus efficace le dispositif coopération. Cette coopération est caractérisée, au-delà de toutes ses volontés de transformation, par la prédominance des moyens en personnels d'assistance technique (plus de 20 000 coopérants en Afrique noire et au Maghreb dont 72 % d'enseignants et formateurs). Face à une telle situation notre rôle dans cette recherche d'efficacité n'est pas des moindres. A notre niveau cela signifie : contribuer par la formation à l'efficacité du coopérant.

Ce que le coopérant en formation initiale attend de nous ce sont d'abord des recettes pour vivre et travailler à l'étranger.

⁵³ Le BLACT (Bureau de Liaison des Agents de Coopération Technique) s'est restructuré en janvier 85 dans le CIFACE, Centre d'information et de Formation des Agents en Coopération et à l'Étranger, ass. 1901 dépendant du Ministère des Relations extérieures.

À cette demande anxieuse et légitime « comment faire dans telle situation ? Comment m'y prendre face à tel problème ? », la seule réponse que nous puissions fournir c'est la mise en évidence de la complexité d'une telle demande, l'impossibilité d'une réponse unique à de telles questions et l'existence de toute une série de nouvelles questions impliquées par cette demande.

Notre seule réponse c'est d'insister sur l'importance qu'il y a pour chacun d'être capable d'analyser, le plus finement possible, la situation de coopération dans laquelle il est impliqué.

Quand n'existent pas, parce qu'elles ne peuvent exister, de technologies de l'action sociale (au même titre qu'il existe - encore que la possibilité de leur transfert mérite examen - des technologies du bâtiment ou de l'agriculture irriguée) la seule véritable efficacité passe par cette capacité d'analyse des situations concrètes qui réclame toujours une capacité d'acceptation de la complexité.

Car la situation de coopération est complexe, contradictoire et multidimensionnelle. Elle doit s'appréhender selon plusieurs dimensions et ne peut être réduite, sauf à n'y rien comprendre, à l'une d'elles. L'analyse de ces diverses dimensions oblige à se confronter à des champs de savoir et à des outils diversifiés.

Que ce soit la dimension institutionnelle : celle de la dépendance économique et politique, que ce soit la dimension organisationnelle : celle de la profession et des conditions techniques et politiques de son exercice, que [220] ce soit la dimension interpersonnelle : celle des relations interculturelles dans la pratique professionnelle et sociale, ce qui est vrai et juste à un niveau ne l'est pas forcément à un autre, toute action et tout discours sont marqués par l'ambivalence.

Cette capacité d'analyse réclame la mise en œuvre d'outils et d'une formation à ces outils dont les stages dans leur durée (une des plus courtes par rapport aux autres coopérations européennes) ne peuvent faire que témoigner de l'existence.

Le retour des sciences sociales ?

Il est d'autre part indéniable qu'à côté de l'économie - remise à sa place - une grande partie de ces outils sont à chercher du côté des sciences sociales (histoire, sociologie, science politique et ethnologie). Privé de ces outils, de ces grilles

d'analyse et de lecture des réalités qui l'entourent, le coopérant ne se dispensera pas pour autant de toutes formes d'interprétation et de jugement sur ces réalités.

Les représentations du milieu africain produites par l'imaginaire européen et la société expatriée, confortées souvent par les discours de certains autochtones (« le village c'est l'Afrique traditionnelle ») auront vite fait de suppléer à l'analyse et d'aider à la construction d'un discours évacuant toute la richesse d'expérience au profit de la justification d'une pratique techniciste et d'une explication « culturelle » ou raciste de ses limites et de ses échecs.

À côté de ces idéologies caricaturales dont on connaît la persistance, il existe d'autres constructions tout aussi idéologiques : celles du « Système Développement » qui, en référence à des modèles ethnologiques d'une autre époque, produit autre chose que des idées : de la méconnaissance. Une méconnaissance qui n'a jamais empêché le riz de germer mais qui fait obstacle à la compréhension de ce qui se passe dans un projet rizicole.

Cette méconnaissance déjà évoquée dans d'autres articles [221] tend à considérer par exemple les sociétés rurales africaines (qualifiées de traditionnelles) comme homogènes, résistant à l'histoire et constituant des univers autonomes : à se représenter les cultures comme une totalité dont tous les éléments font système alors que ceux-ci sont toujours négociés, mis en jeu dans des interactions et dans une histoire.

Mais quand la coopération veut se défaire de cette méconnaissance, quand elle convoque des sociologues pour essayer de comprendre ce qui ne va pas dans le développement, quand des agronomes ou des vétérinaires viennent en stage à la recherche d'outils pour une véritable connaissance du milieu, voilà que le malentendu entre eux et ce monde rural qui leur est opaque se déplace et réapparaît sous la forme d'un malentendu entre eux et les sociologues, entre la logique d'action qui est la leur et la logique de recherche qui est celle du sociologue.

Le sociologue d'abord n'a pas de discours sur le Développement. Sur le projet social des États, des experts ou des ONG il refuse de se prononcer, d'entrer dans le débat. Quant à l'analyse du développement comme phénomène social advenu, il la laisse aux historiens ou constate avec J.P. Chauveau qu'il s'est produit ici ou là en dehors du cadre de contraintes institué par les opérations de mise en valeur ou de développement.

Ce que le sociologue s'autorise à nommer développement ce sont des formes d'intervention, des opérations baptisées projets dans lesquelles on trouve des développeurs et des développés : des financiers, des économistes, des agronomes, parfois des sociologues et puis des encadreurs, des animateurs et enfin des paysans pauvres ou moins pauvres, jeunes ou moins jeunes, hommes et femmes, tout un ensemble d'acteurs sociaux ayant chacun leur logique et mettant en œuvre des stratégies toujours différentes et parfois contradictoires entre elles et par rapport aux objectifs explicites de l'opération. Ce qu'il constate c'est toujours la normalité d'une dérive par rapport à ces objectifs.

Le développeur était parti dans cette aventure pour mieux connaître le milieu rural afin de faire passer plus efficacement un message technique souvent juste et à [222] l'arrivée il se retrouve face à une situation mettant en jeu une multiplicité d'acteurs sociaux, face à une réalité qui peut certes s'analyser mais dont les résultats ne pourront guère fournir d'outils prospectifs sur les chances de succès dans la diffusion de tel ou tel thème technique.

Il faisait appel aux sciences sociales pour essayer de se simplifier la vie ou tout au moins la compréhension de ce qui s'y passe, de ce qui s'y joue et celles-là ne trouvent rien d'autre qu'à le mettre face à la réalité incontournable du jeu social : sa complexité.

Au détour, et mine de rien, le sociologue l'aura transformé lui aussi en objet possible de recherche car il n'est pas que le porteur d'un projet technique face à un milieu rural mais un acteur parmi d'autres avec sa logique, sa rationalité (pas toujours aussi technique qu'il voudrait le croire) et ses stratégies dans la poursuite d'enjeux symboliques, politiques ou économiques, tout comme ces paysans qu'il était venu aider à se développer.

À l'arrivée il aura un peu laissé de côté les concepts de société, de culture et d'ethnie dont il devait penser qu'ils faisaient partie de la boîte à outils de l'ethnologie, pour y retrouver les concepts de stratégie et de logique et les notions encore à approfondir de dérive, de détournement et de malentendu.

Par contre il y aura gagné un peu plus de compréhension critique des situations de développement. Quant à notre réflexion (à nous CIFACE) sur la formation qui avait posé au départ une définition de la situation de coopération comme

situation complexe et contradictoire, elle y aura gagné un peu plus d'intelligence de cette complexité et de ces contradictions.

Approfondir notre réflexion et persévérer sur cette voie ce n'est pas transformer l'agronome, le médecin et l'enseignant en coopération en sociologue ou en ethnologue, mais c'est croiser et retrouver les sciences sociales autrement qu'à l'occasion d'un stage de cinq jours, comme possibilité et permanence d'une interrogation critique toujours nécessaire.

La véritable efficacité des coopérants est à ce prix.

Fin du texte